

Revue de presse Malte 2020

Janvier

- ***Times of Malta***, 4 janvier 2020, 1,400 migrants detained ‘illegally’ at Marsa and Safi - UNHCR

Au cours d'un entretien accordé au *Times of Malta*, le représentant démissionnaire du HCR à Malte, Kahin Ismail, a décrit le retour galopant de la détention *de facto* sur l'archipel au cours des trois dernières années. Actuellement, 1 400 personnes (migrantes, demandeuses d'asile) sont détenues de manière illégale dans les centres de Marsa et de Safi. Certaines le sont depuis plus de cinq mois. En plus d'être détenues sans raisons légales valables, ces personnes affirment y être victimes d'une surpopulation, de conditions inhumaines, ainsi que des violences verbales et physiques de la part du personnel de sécurité de Safi, qui n'est pas formé pour intervenir auprès de ce public contrairement au personnel de Marsa, centre encadré par l'AWAS (Agency for the Welfare of Asylum Seekers). En 2016, M. Ismail s'était entretenu avec les membres du gouvernement afin de prévoir un plan d'urgence dans le cas où la situation s'aggravait en Libye et que les arrivées de personnes migrantes se faisaient plus nombreuses.

- ***Times of Malta***, 5 janvier 2020, Malta's requests for relocation of rescued migrants ignored

Samedi 4 janvier, le représentant du HCR à Malte a dénoncé sur les réseaux sociaux la situation des centres de Marsa et de Safi où 1 400 personnes, mineures et adultes, sont détenues dans des conditions inhumaines et sur des durées dépassant le cadre législatif maltais. L'île a connu une hausse du nombre d'arrivées sur son territoire en 2019, ce à quoi elle a répondu par sa traditionnelle stratégie d'enfermement des exilé·e·s. Michael Farrugia, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité nationale maltais, a répondu au HCR en dénonçant le manque de solidarité européenne dans la répartition des demandeur·euse·s d'asile. Plusieurs groupes ont été répartis ces derniers mois entre différents États membres, notamment la France et l'Allemagne. Mais les migrant·e·s secouru·e·s en Méditerranée avaient pu débarquer à Malte sous condition de ces accords préalables de relocalisations *ad hoc*.

- ***Times of Malta***, 7 janvier 2020, MV Lifeline rescue ship captain wins appeal over €10,000 fine

Claus Peter Reisch, capitaine du navire humanitaire MV Lifeline, a vu sa condamnation à une amende de 10 000 € à Malte - pour irrégularités dans l'enregistrement dudit navire - annulée en appel. Il a finalement été libéré mardi 7 janvier à la suite d'une décision du juge arguant que l'accusation n'avait pas prouvé une intention criminelle lorsque le MV Lifeline naviguait dans les eaux maltaises en 2018. Le capitaine avait à l'époque secouru 234 migrant·e·s en Méditerranée et les avait fait débarquer dans le port sûr le plus proche, en application du droit maritime international. Il avait alors été arrêté et le navire placé sous séquestre. Les autorités maltaises avaient affirmé que le capitaine était entré dans les eaux territoriales maltaises sans autorisation et que le navire n'était pas correctement enregistré auprès des autorités néerlandaises, alors que le Lifeline était immatriculé comme bateau de plaisance aux Pays-Bas. En phase d'appel, le juge a fait remarquer que le tribunal de première instance n'avait pas pris note des observations de la défense (assurée par aditus) concernant l'absence d'intention criminelle de la part de Claus Peter Reisch.

- **Malta Today**, 7 janvier 2020, Migration: European asylum agency to double support for Malta

En découvrant son *plan opérationnel pour 2020*, l'agence européenne EASO a annoncé qu'elle doublerait ses moyens d'assistance à Malte et aux autres États européens formant la frontière extérieure de l'espace Schengen (Italie, Espagne, Chypre, Grèce) dans les opérations de débarquement et de premier accueil des personnes demandeuses d'asile. L'EASO réaffirme son engagement auprès des États afin d'assurer des relocalisations *ad hoc* dans l'UE. Jusqu'à 2000 fonctionnaires devraient être déployés à Chypre (120), en Grèce (550), en Italie (150) et à Malte (60) en 2020.

- **Times of Malta**, 7 janvier, 24 arrests made in Safi migrants' centre protest

Une émeute a eu lieu dans le centre de détention de Safi lundi soir, autour de 19h30. Des demandeurs d'asile ont réclamé leur liberté en forçant les barrières et en jetant des projectiles notamment sur les forces de l'ordre appelées en renfort. 24 personnes ont été arrêtées. Cela fait plusieurs années que les manifestations se multiplient dans le centre de Safi, où les personnes sont pour la plupart détenues de manière illégale et dans des conditions inhumaines.

- **UNHCR website**, 9 janvier 2020, UNHCR concerned about fire at reception centre, calls for urgent action on detention conditions

Un incendie s'est déclaré dans le IRC (Initial Reception Centre) de Marsa le 8 janvier 2020. Aucune personne n'a été blessée. Le centre accueille près de 450 demandeurs d'asile, parmi lesquels 180 enfants. Dans son communiqué, le HCR a rappelé l'illégalité de la détention sur de longues périodes, portant préjudice au bien-être physique et moral des personnes migrantes et demandeuses d'asile.

- **Times of Malta**, 10 janvier 2020, 20 migrants arraigned over Marsa centre protests, fire

20 personnes migrantes ont été arrêtées pour participation présumée à l'incendie de l'IRC de Marsa. Le feu s'est déclenché suite à des rébellions de la part des personnes détenues, qui ont exigé de parler avec des représentants de l'AWAS afin de retrouver leur liberté, mais leur demande n'a pas été entendue. Les personnes arrêtées ont entre 15 et 30 ans. 16 d'entre elles risquent une condamnation pour dégradation d'un bien tiers, participation à une émeute, refus d'obéir aux ordres de la police. Quatre personnes sont accusées d'avoir déclenché le feu, dont deux mineurs de 15 et 17 ans. Elles ont toutes été placées en détention provisoire.

- **Times of Malta**, 23 janvier 2020, Migrants involved in Safi riot jailed nine months

Suite aux émeutes qui ont éclaté dans le centre de Safi, lundi 6 janvier 2020, un magistrat maltais a condamné 22 personnes migrantes à neuf mois de prison et à 800 euros d'amende chacune. Elles ont été reconnues coupables d'insulte et de menace envers des agents publics, d'avoir résisté violemment à leur arrestation, légèrement blessé des agents, désobéi à leurs ordres, participé à une émeute, conspiré pour commettre un crime et causé des dommages aux biens du gouvernement. Les condamnés ont entre 15 et 44 ans et sont originaires du Soudan, de Libye, d'Égypte, d'Érythrée, d'Éthiopie, de Guinée, du Cameroun et d'Algérie. Le centre de Safi, utilisé comme Initial Reception Centre lorsque le centre de Marsa est surpeuplé, est un centre de « premier accueil » dans lequel les personnes primo-arrivantes à Malte ne peuvent être enfermées plus de deux semaines. Dans les

faits, les délais d'enfermement dépassent largement 70 jours, laissant les personnes croupir dans des conditions inhumaines, sans aucun accès à l'information ni à un quelconque soutien juridique.

- ***Times of Malta***, 30 janvier 2020, Malta agrees to take in 50 stranded migrants after deal reached

Mercredi 29 janvier au soir, Malte a consenti à laisser 77 personnes débarquer sur son territoire après avoir négocié des accords de répartition pour 27 d'entre elles avec ses voisins européens. Les exilé·e·s ont été secouru·e·s en mer par le navire humanitaire Alan Kurdi (de l'ONG *Sea Eye*), qui a ensuite transféré les rescapés aux forces armées maltaises présentes en Méditerranée.

- ***Times of Malta***, 27 janvier 2020, Armed Forces rescue 142 migrants at sea

142 personnes migrantes ont été transférées à Malte par l'AFM en moins de 24 heures. Le premier groupe, constitué de 47 personnes, se trouvait sur un bateau de bois dans la zone SAR maltaise. C'est la plateforme *Alarm Phone* qui a donné l'alerte à l'AFM, qui a mis plus de 16 heures à intervenir, tandis que l'*Alan Kurdi* de l'ONG *Sea Eye* avait dévié sa trajectoire pour leur porter secours. L'autre groupe de 95 personnes a été débarqué lundi à 9h30 du matin après avoir été secouru dans la nuit. Un rescapé a été transféré d'urgence à l'hôpital Mater Dei. *Alarm Phone* ajoute que dimanche, trois embarcations en détresse avaient été signalées dans la zone SAR libyenne, les garde-côtes libyens ayant réclamé l'aide de l'AFM pour secourir les personnes. Malte a refusé car son MRCC était déjà « occupé à couvrir sa propre zone SAR » (en substance) et que deux navires français, se trouvant dans la zone, pouvaient leur porter assistance.

Février

- ***Times of Malta***, 2 février 2020, [Migrants brought to Malta after rescue](#)

Un groupe de 47 personnes ont été débarquées à Malte après avoir été secourues dans la zone SAR maltaise et transférées sur l'île par un bateau des forces armées maltaises. Elles ont été transférées en détention suite à leur débarquement.

- ***Times of Malta***, 17 février 2020, [Four boats of migrants stuck in Malta's SAR](#)

Selon *Alarm Phone*, 215 personnes ont été « bloquées » dans la zone SAR maltaise au cours de la semaine, après avoir fui la Libye. Les forces armées maltaises ont affirmé que deux embarcations, avec 115 personnes à bord, avaient été transférées vers Malte. Concernant les deux autres embarcations en détresse, l'AFM a déclaré les « surveiller » sans donner plus d'information. Alarm Phone a accusé les forces armées de faire de la rétention d'informations capitales et de retarder les opérations de sauvetage, mettant la vie de plusieurs centaines de personnes en péril.

- ***Times of Malta***, 20 février 2020, [Ocean Viking's plea to Malta to disembark 274 migrants ignored](#)

Le navire humanitaire *Ocean Viking* de l'ONG SOS Méditerranée a vu sa demande de débarquement de 274 personnes secourues ignorée par les autorités maltaises et italiennes. Les personnes rescapées ont été secourues au cours de trois opérations, toutes en Méditerranée centrale. L'ONG ajoute que ces opérations ont été menées sans coordination des autorités maritimes concernées.

- ***Malta Independent***, 21 février 2020, [Boat carrying 91 migrants goes missing in Mediterranean; Maltese authorities informed](#)

Une embarcation pneumatique avec 91 personnes à bord aurait disparu dans les eaux internationales de la Méditerranée centrale. Les exilés ont quitté la Libye depuis al-Qarbouli en direction de l'Europe. Selon un proche d'un des disparus, interrogé par l'*Associated Press*, aucune autorité n'aurait déclaré avoir vu leur trace en mer.

- ***Malta Independent***, 23 février 2020, [Arnold Cassola asks International Criminal Court to investigate Joseph Muscat and Neville Gafà](#)

Arnold Cassola, ancien président du Parti écologiste maltais, a réclamé l'ouverture d'une investigation de la Cour Pénale Internationale concernant Neville Gafà et l'ancien Premier Ministre Joseph Muscat, pour l'accord conclu avec la Libye sur l'interception des embarcations de migrants avant que celles-ci ne pénètrent la zone SAR maltaise. Cassola affirme que cet accord pourrait constituer une sérieuse violation des droits fondamentaux et du droit international. C'est au cours d'une interview accordée au *Malta Today* que Neville Gafà avait confié avoir participé à la négociation et à la signature d'un arrangement secret avec la Libye à l'été 2018.

- ***Times of Malta***, 24 février 2020, Secret migration deal in tatters as Libya orders coast guard to stop missions

Les garde-côtes libyens se sont montrés de plus en plus réticents à coopérer avec l'AFM dans les sauvetages en Méditerranée au cours des premières semaines de l'année 2020, ce qui remet en question l'accord passé entre Neville Gafà et la Libye. Selon les informations dont dispose *Times of Malta*, les garde-côtes auraient reçu de Tripoli l'ordre d'arrêter tout secours et *pull back* en Méditerranée sur la seconde moitié du mois de janvier. Depuis, certaines interceptions ont repris, visant essentiellement des embarcations se dirigeant vers l'île de Lampedusa. L'accord Malte/Libye est ainsi sérieusement remis en question, alors que des sources ont affirmé au *Times of Malta* que la coordination entre les garde-côtes et l'AFM a toujours été particulièrement difficile. Il apparaîtrait que la diminution des opérations en mer soit liée à une crise du système de détention en Libye, *a fortiori* depuis l'escalade du conflit armé à partir du mois d'avril 2019. Il reste à déterminer quels effets auront ces ordres sur l'activité en zone SAR. Il a également été indiqué que les garde-côtes libyens font de plus en plus appel aux navires humanitaires présents en Méditerranée afin de porter secours aux embarcations en détresse, ce qui illustre un désengagement de la part de la Libye vis-à-vis des opérations de *pull back* et *push back* réclamées par les États européens.

- ***Malta Today***, 24 février 2020, Gafà reacts to ICC complaint on Libya migration deal: 'Cassola should report EU commissioner as well'

Face à la plainte déposée par Arnold Cassola auprès de la CPI contre Neville Gafà et Joseph Muscat dans le cadre de l'arrangement conclu avec la Libye et la présomption d'actes de refoulement de personnes demandeuses d'asile, Neville Gafà a incité M. Cassola à porter plainte contre l'UE dans son ensemble ainsi que contre des États membres comme l'Autriche et la Hongrie. Gafà affirme que les négociations et la conclusion de l'arrangement trouvé ne violent pas davantage le droit international que l'opération EUNAVFOR MED (Sophia) menée par Frontex en Méditerranée depuis 2015. Josep Borrell, Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et politique de sécurité, a affirmé que la reprise des opérations navales de Sophia en Méditerranée en ce début d'année 2020 serait limitée. Dans le cas où l'UE constaterait que les navires constitueraient des facteurs d'attraction des personnes migrantes en mer, l'opération serait suspendue. Ainsi, Neville Gafà invite Arnold Cassola à déposer plainte contre Josep Borrell auprès de la CPI, avant de conclure par le slogan nationaliste 'Malta l-Ewwel u Qabel Kollox' (*Malta first and foremost*). Entre juillet 2018 et janvier 2019, 53 embarcations de migrant·e·s ont été empêchées de pénétrer les eaux maltaises par les garde-côtes libyens dans le cadre de l'arrangement de 2018.

- ***Infomigrants***, 25 février 2020, Malte : prison ferme pour 19 migrants impliqués dans une émeute en centre de rétention

19 personnes ont été condamnées à des peines allant de 9 à 12 mois de prison pour « rassemblement illégal et troubles à l'ordre public, dégradation de biens appartenant à l'État ». Elles avaient participé à un soulèvement dans le centre de détention de Safi, surpeuplé et marqué par des conditions insalubres. Le jeune homme condamné à 9 mois de prison est mineur. En janvier 2020, la justice maltaise avait condamné 22 autres personnes à 9 mois de prison pour leur implication lors d'un soulèvement au début de l'année, dénonçant leur privation de liberté et leurs conditions de vie inhumaines. En janvier 2020, le HCR comptait 1400 personnes détenues « illégalement » à Safi et Marsa.

- **Malta Today**, 25 février 2020, Malta will not tolerate lack of EU solution on migration, Commissioner Johansson told

En visite à Malte, la Commissaire européenne aux affaires intérieures Ylva Johansson a reçu les plaintes du Premier Ministre Robert Abela, lequel a déploré le manque d'« action concrète » de la part de l'UE pour aider Malte face au « problème » de l'immigration dite irrégulière. Abela appelle l'UE à l'aide tant dans la phase extérieure qu'intérieure de la politique migratoire (dans la « coopération » avec les pays d'origine et de transit et dans la mise en place d'un système de répartition automatique des personnes débarquées à Malte). Le PM affirme que Malte fait face à une « pression immédiate et disproportionnée », et appelle à un changement de paradigme européen, préférant une approche holistique à la stratégie de la gestion de crise et du cas par cas. En réponse, Johansson a affirmé qu'il était « absolument possible » de gérer la migration dite irrégulière, à condition de dépasser l'inertie dans laquelle le Conseil européen s'est enfermé pendant plus de 3 ans et demi pour réformer le système commun d'asile.

- **Times of Malta**, 26 février 2020, Lifeline rescue ship sold after ending up flagless

Le navire humanitaire Mission Lifeline, confisqué et mis sous séquestre par Malte en juin 2018, vient d'être vendu faute d'avoir reçu un pavillon européen afin de continuer ses opérations de sauvetage en Méditerranée. L'ONG allemande Lifeline profite des gains de cette vente pour acquérir un nouveau navire, afin de retourner en mer. Le nouveau navire en question, le *Rise Above*, devait être prêt pour être transféré en Méditerranée à la mi-avril. Le capitaine Reisch a, depuis son acquittement en janvier 2020, quitté l'ONG Lifeline, qui est désormais à la recherche de son nouveau capitaine et son nouvel équipage pour les prochaines missions.

- **Malta Today**, 27 février 2020, Libya 'pact': Malta facilitated return of migrants to 'ghastly and horrific' situation, NGOs says

L'ONG *Civil Society Network* appelle à ouvrir une enquête publique sur l'arrangement passé à l'été 2018 entre Malte et la Libye, notamment afin d'éclaircir les rôles exacts du gouvernement maltais et de Neville Gafà. Neil Falzon (aditus) condamne le plan mis en place par Neville Gafà non comme une action personnelle, mais comme une action réalisée au nom de Malte.

Mars

- ***Times of Malta***, 7 mars 2020, [Migrants escape from detention centre](#)

Plusieurs personnes migrantes, toutes originaires de Somalie, sont parvenues à s'enfuir du centre fermé d'Hal Far après avoir forcé le portail en métal. Le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, suite à sa visite du centre d'Hal Far en mars 2011, avait préconisé la fermeture du *tent village* d'Hal Far car ce dernier offrait des conditions « d'accueil » indignes.

- ***Times of Malta***, 14 mars 2020, [150 migrants on two boats in Maltese waters at risk of drowning - NGO](#)

La plateforme d'urgence *Alarm Phone* a notifié à l'AFM la présence de deux embarcations en détresse dans la zone SAR maltaise, avec 110 et 49 personnes à bord. *Sea Watch International* a aussi notifié la présence des personnes dans les eaux territoriales maltaises, *Alarm Phone* ajoutant qu'en cas de mort ou de refoulement vers la Libye, les forces armées maltaises en seraient tenues pour responsables.

- ***Malta Today***, 15 mars 2020, [AFM rescues 112 migrants after 48-hour wait](#)

48 heures après la première alerte lancée par *Alarm Phone*, l'AFM a finalement porté secours à l'embarcation en détresse dans sa zone SAR, avec 112 personnes à son bord. *Alarm Phone* a condamné ce délai, qui aurait pu se révéler fatal pour les passagers ayant fui la Libye. La seconde embarcation de 49 personnes n'a, quant à elle, pas reçu l'assistance de l'AFM.

- ***EU Observer***, 17 mars 2020, [Malta pushing refugees back into Libya war](#)
- ***RFI***, 17 mars 2020, [Refoulement de migrants au large de Malte redébarqués en Libye](#)
- ***The Guardian***, 17 mars 2020, [Migration: UN agency decries return of boat with 49 people to Libya](#)

Dimanche 15 mars 2020, Malte a de nouveau laissé les garde côtes libyens pénétrer dans sa zone SAR afin de refouler 49 personnes à bord d'un bateau de fortune. La plateforme *AlarmPhone* avait reçu l'appel des passagers et les avaient effectivement localisés dans la zone SAR maltaise avant de prévenir les autorités maltaises ainsi que Frontex. Quelques heures plus tard, ce sont des navires libyens qui sont intervenus. L'OIM a alors rappelé que 600 personnes migrantes ayant été débarquées de force à Tripoli depuis le début de l'année sont depuis portées disparues. Le ministère de l'Intérieur libyen n'a pas souhaité éclaircir la situation. Depuis janvier, 2 500 personnes ont été interceptées en mer et débarquées à Tripoli de force par les garde-côtes libyens. La responsabilité européenne dans l'organisation de ces *pull backs* ne fait aucun doute : comme le rappelle un membre de *Sea Watch*, les garde-côtes ne sont pas équipés pour repérer les navires de migrants en mer. C'est la surveillance aérienne européenne (opération Sophia) qui leur indique où les trouver et les ramener de force. Néanmoins, l'UE n'a pas souhaité s'exprimer depuis dimanche.

- **Malta Today**, 27 mars 2020, Call to free El Hiblu teens who resisted Libyan pushback and remain under arrest

L'ONG *Sea Watch* a lancé une campagne co-signée par des associations maltaises et européennes de défense des droits afin d'annuler le procès des trois jeunes hommes âgés de 15, 16 et 19 ans, accusés de terrorisme après avoir demandé au capitaine du navire marchand *El Hiblu 1* de ne pas les refouler en Libye. Ils avaient été arrêtés et détenus pendant 8 mois, puis remis en liberté sous caution en novembre 2019. Ils encourent une peine de prison à perpétuité. La campagne *Free #El Hiblu 3* sera lancée le 28 mars. Les trois jeunes ont sauvé la vie des 108 personnes qui se trouvaient à bord du *El Hiblu* et condamnées à être refoulées à Tripoli.

Avril

- ***Times of Malta***, 5 avril 2020, [Watch: Hal Far open centre residents placed under mandatory quarantine](#)

Le camp d'Hal Far a été officiellement placé en quarantaine pour une période de 14 jours, suite à la découverte de huit cas de personnes infectées. 1000 personnes se trouvent actuellement dans le centre ouvert et sont donc susceptibles d'être contaminées, malgré l'annonce officielle du ministre de l'Intérieur Byron Camilleri, assurant que les personnes atteintes du COVID 19 ont été placées en isolement. Le ministère a passé un accord avec la Croix-Rouge, qui a installé une unité d'assistance médicale dans le centre. Le ministre a également ajouté que cet isolement total était dans l'intérêt des personnes migrantes enfermées dans le camp ainsi que de la population locale maltaise. Les personnes du centre ne peuvent donc plus aller travailler, et le ministre a rappelé que l'amende de quarantaine de 3000 euros pour non respect du confinement s'appliquerait à toute personne, y compris migrante. Le 3 avril, aditus et d'autres organisations et associations de la société civile maltaise publiaient un appel au gouvernement afin d'assurer la distribution de nourriture et un hébergement d'urgence pour les personnes les plus vulnérables, y compris les personnes migrantes, demandeuses d'asile et réfugiées. Les associations s'inquiètent de l'absence de réponse de la part du gouvernement maltais.

- ***Times of Malta***, 6 avril 2020, [Lassana Cisse murder: one year on racism still looms](#)

Le 6 avril 2019, Lassana Cisse Souleymane, migrant ivoirien de 42 ans, a été assassiné par deux soldats maltais dans le village d'Hal Far, où se trouve le centre ouvert. Ils ont également été accusés de tentative de meurtre sur deux hommes et d'un délit de fuite, tous les crimes ayant été reconnus à caractère racial, les victimes étant toutes africaines. Un an après le meurtre de Lassana Cisse, la société civile maltaise constate que le racisme est toujours présent dans le pays, exacerbé sur les réseaux sociaux ces dernières heures par la découverte de huit cas de COVID 19 dans le centre d'Hal Far. Selon une représentante de l'ONG Integra Foundation, ce racisme est non seulement présent mais institutionnalisé par les politiques migratoires maltaises, consistant à parquer systématiquement les personnes migrantes dans une logique de rejet et de criminalisation. La société civile a proposé son aide à l'AWAS afin d'intervenir auprès des personnes migrantes dans les centres gérés par l'agence. La secrétaire parlementaire à l'égalité Rosianne Cutajar a officiellement condamné les propos racistes sur les réseaux sociaux et, présente à la cérémonie en l'honneur de Lassana Cisse, a affirmé que cette tragédie devait « faire ouvrir les yeux sur l'importance de l'intégration ». L'intégration des personnes migrantes, demandeuses d'asile et réfugiées est totalement inexistante à Malte.

- ***Times of Malta***, 8 avril 2020, [No more migrants sea rescues, Malta tells NGO rescue ships](#)

Le gouvernement maltais a notifié qu'aucun migrant secouru par des humanitaires en Méditerranée ne sera débarqué sur l'île, même dans l'hypothèse d'un accord de répartition entre les différents États membres. Une note verbale aurait été envoyée au ministère des Affaires étrangères allemand, à l'heure où le seul navire humanitaire présent en Méditerranée, l'Alan Kurdi de l'ONG *Sea Eye*, bat pavillon allemand. L'Italie a fait parvenir un courrier similaire. Mardi 7 avril, l'Alan Kurdi a annoncé être à la recherche d'un port sûr pour débarquer les 150 personnes sauvées lors de deux opérations SAR. *Alarm Phone* a ajouté que 80 personnes auraient été signalées en détresse sur les

dernières 40h, sans que les autorités maltaises ou italiennes n'aient donné le moindre signe d'une quelconque intervention. Les départs d'embarcations depuis les côtes libyennes s'intensifient, dus à des conditions météorologiques plus favorables. *Sea Eye* s'est tournée vers Berlin afin d'organiser le transfert des 150 personnes à bord vers l'Allemagne.

- ***The Guardian***, 8 avril 2020, Italy declares own ports 'unsafe' to stop migrants arriving

Le gouvernement italien a déclaré ses ports « non sûrs » contre le débarquement de personnes migrantes secourues en Méditerranée. Dans un décret adopté par les ministres de l'Intérieur italien-ne-s, Luciana Lamorgese, de la Santé, Roberto Speranza, des Affaires étrangères, Luigi Di Maio et de l'Infrastructure, Paola De Micheli mardi 7 avril, le gouvernement a affirmé que « pour la durée entière de la crise sanitaire, à cause de l'épidémie de coronavirus, les ports italiens ne peuvent être qualifiés de « ports sûrs » pour le débarquement de personnes secourues par des navires battant pavillon étranger ». De plus, le décret affirme que les personnes migrantes représentent un risque de contagion de coronavirus pour la population italienne. Le gouvernement a déclaré que les personnes secourues doivent être « assurées de l'absence de tout risque pour leur vie », concluant ainsi que l'Italie ne remplissait pas ces critères. Pendant que le décret était envoyé aux autorités locales, deux embarcations, avec 124 personnes à bord, ont atteint les côtes de Lampedusa mardi soir. Toutes les personnes ont été placées en quarantaine. Plusieurs citoyens de l'île ont manifesté devant la mairie contre leur accueil. La société civile, principalement les ONG présentes dans les opérations SAR ainsi qu'Alarm Phone, s'inquiètent de ce décret et de la réponse européenne globale en ces temps de pandémie : les personnes migrantes n'ont pas d'autres solutions que de traverser de plus longues distances sans aide, en tentant d'atteindre les côtes européennes par leurs propres moyens.

- ***Times of Malta***, 8 avril 2020, 80 migrants awaiting rescue at sea, NGO says

Mercredi 8 avril, 80 personnes migrantes ont été repérées en détresse en mer depuis plus de 40 heures dans la zone SAR maltaise et notifiées par Alarm Phone à l'AFM. Un avion européen a également repéré l'embarcation. Malte n'a pas répondu à l'appel.

- ***Times of Malta***, 9 avril 2020, 70 asylum seekers in distress in Malta's SAR zone

Alarm Phone a notifié la présence de 70 personnes en détresse dans la zone SAR maltaise à l'AFM mercredi 8 avril à 5h30 du matin. L'AFM a affirmé à *Times of Malta* qu'aucune information concernant l'embarcation leur avait été transmise. Alarm Phone dénonce le manque de coopération de la part des forces armées maltaises ces dernières semaines, et *a fortiori* ces derniers jours. Selon la porte-parole d'Alarm Phone, lorsqu'elles ne répondent pas au téléphone, les forces armées restent muettes face aux appels de détresse relayés par l'ONG. Les ministres maltais ont été convoqués mercredi soir pour discuter la position de Malte suite au décret adopté par l'Italie, déclarant ses ports « non -sûrs », ordonnant leur fermeture aux personnes secourues par des navires étrangers.

- ***Times of Malta***, 10 avril 2020, Malta says it will not accept any more migrants, because of COVID-19

Jeudi 9 avril, le gouvernement maltais a officiellement annoncé qu'aucune opération de sauvetage en mer ni aucun débarquement de personnes secourues ne seraient permis en raison de la pandémie de coronavirus. Cette déclaration a été simultanée au sauvetage de personnes migrantes dans la zone SAR maltaise par l'AFM. Elles devaient atteindre l'île vendredi 10 avril en fin de matinée, puis

être placées en détention. Le gouvernement prétend ainsi prévenir les personnes migrantes dont l'intention serait d'atteindre Malte, qui selon lui doivent désormais prendre leurs « responsabilités » avant de s'aventurer en mer. L'annonce fait suite au décret italien, adopté 24h plus tôt. Le gouvernement a envoyé le communiqué suivant à la Commission européenne, suivant la même « logique » :

"Considering the situation of a public health emergency resultant from the spread of the coronavirus and the current extraordinary burden being faced by the national health services, as well as due to the extraordinary commitments being made by the public sector, for the care and assistance to COVID-19 patients, it is presently not possible to ensure the availability of a 'safe place' on the Maltese territory, without compromising the efficiency/functionality of the national health, logistic and safety structures, which are dedicated to limiting the spread of the contagious disease, as well as to provide assistance and care to COVID-19 patients.

"Considering that any persons rescued at sea, who may also be suffering from the COVID-19 contagious disease, must be protected from any threats to their life, and also must have their primary needs fulfilled including access to fundamental services in terms of health, logistics and transport;

"Considering also that the Maltese authorities have already ordered the closure of the airport and ports for passenger traffic;

"Considering the necessity to provide the proper balance between the control over the Maltese territory and the compliance with Malta's international obligations whilst addressing this public health emergency including the enforcement of effective measures already put in place for the containment of the spread of contagious disease adopted so far, whilst taking into account the involvement of the law enforcement officers primarily the Armed Forces of Malta, the Police Force and the Civil Protection Department whose resources are all focused on combating the spread of this contagious disease;

"Considering that, following the declaration of a public health emergency issued by the Superintendent of Public Health in terms of the Public Health Act and in order to counter the spread of the contagious disease, it is necessary to ensure the taking of the appropriate and proportionate measures to prevent additional risks of contagion.

"Therefore, in the light of the magnitude of these pressures, it is considered that the Maltese authorities are not in a position to guarantee the rescue of prohibited immigrants on board of any boats, ships or other vessels, nor to ensure the availability of a "safe place" on the Maltese territory to any persons rescued at sea. »

Dans le même temps, *Alarm Phone* a mis en lumière une attaque contre l'embarcation de 70 personnes en détresse dans la zone SAR maltaise par l'AFM qui, après avoir coupé le câble du moteur, a menacé : « Je vous laisse mourir ici. Personne ne viendra à Malte ». Le même groupe a finalement été secouru par l'AFM, qui n'a pas souhaité faire de commentaire.

- ***The New York Times***, 10 avril 2020, [Malta accused of sabotaging migrant boat](#)

L'AFM est accusé d'avoir organisé le sabotage d'une embarcation au large des côtes maltaises jeudi 9 avril après avoir laissé les personnes à bord errer pendant plus d'un jour sans réponse. Un militaire maltais d'un bateau de la marine, le P52, est monté à bord de l'embarcation à environ 20 miles au sud-ouest de Malte et a endommagé le moteur avant de laisser le bateau dériver, selon le témoignage d'une personne migrante à bord retranscrit par *Alarm Phone*, qui a partagé l'enregistrement audio avec le *New York Times*. Le militaire maltais aurait coupé le câble acheminant l'électricité jusqu'au moteur avant de leur répéter qu'il ne voulait que personne ne débarque à Malte. L'embarcation, qui a quitté les côtes libyennes 5 jours auparavant, transportait 70 personnes. Le jour précédent, un autre navire maltais, le P51, était passé près de l'embarcation sans porter secours aux passagers. Le gouvernement maltais a déclaré jeudi 9 avril que les personnes avaient été secourues, sans répondre aux accusations de sabotage. Le gouvernement a ajouté qu'aux vues de la situation sanitaire actuelle, il ne pourrait plus garantir le sauvetage des personnes migrantes en mer. Tout comme l'Italie, Malte a déclaré que ses ports étaient fermés aux migrants, qui représenteraient une menace de contagion du coronavirus. Le gouvernement maltais a choisi de rallonger les délais de réponse aux personnes à bord d'embarcations en détresse en mer.

- ***Times of Malta***, 10 avril 2020, [Lack of sanitation still a big issue at Hal Far open centre](#)

Suite à l'annonce de mise en isolement complet du centre ouvert d'Hal Far, les personnes enfermées dénoncent un manque flagrant d'hygiène et d'accès aux services (toilettes, douches). Avant l'isolement, certaines personnes ont reçu trop peu - voire pas - de produits d'hygiène par l'AWAS, qui avait pourtant assuré organiser une distribution de savon et de shampoing dans les jours suivants l'annonce du gouvernement. Les résident·e·s s'inquiètent de ne pas avoir été testés et affirment voir se multiplier les signes d'infection dans le camp, sans pouvoir respecter les règles de distanciation. L'appel de Neil Falzon auprès du gouvernement pour placer les personnes en difficulté dans les hôtels vides afin d'endiguer la propagation du virus n'a apparemment pas été entendu.

- ***The Guardian***, 10 avril 2020, [Libya says migrants stopped at sea will not be let back in](#)

Suite aux annonces de l'Italie et de Malte de fermeture de leurs ports qualifiés de « non sûrs », c'est au tour de la Libye de fermer ses ports. Jeudi 9 avril, les garde-côtes libyens avaient intercepté 280 personnes migrantes en mer mais n'ont pas pu les débarquer à Tripoli et depuis, sont contraintes de rester sur le navire, selon les informations de l'OIM. Désormais, aucun des trois États méditerranéens ne respecte ses obligations en matière de sauvetage dans leur zone SAR.

- ***Alarm Phone***, 11 avril 2020, [The COVID-19 excuse: non-assistance in the Central Mediterranean becomes the norm](#)

Selon la plateforme *Alarm Phone*, plus de mille personnes auraient quitté la Libye à bord de 20 embarcations entre le 5 et le 11 avril. Alarm Phone a été alertée sur la position de 10 embarcations, dont 2 ont été secourues par l'Alan Kurdi de *Sea Eye*. Plus de 500 personnes ont été renvoyées en Libye en à peine 3 jours, dont une grande partie est depuis détenue sur un navire des garde-côtes. D'autres embarcations sont parvenues à rejoindre l'Italie par leurs propres moyens, plus particulièrement Lampedusa et la Sicile. Pendant le week-end de Pâques, 4 embarcations étaient en détresse dans la zone SAR maltaise.

- **Malta Today**, 12 avril 2020, Petition calls on Malta PM to send out Armed Forces to rescue boat migrants

Une pétition ayant réuni plus de 600 signatures a été adressée au PM Robert Abela afin de porter secours à une embarcation signalée en détresse dans la zone SAR maltaise, avec 47 personnes à bord. Cela fait plusieurs jours que leur situation a été signalée au MRCC maltais par la plateforme *Alarm Phone*, mais Malte a choisi d'ignorer les appels. Le ministre des Affaires étrangères s'est entretenu avec le représentant diplomatique de l'UE, Josep Borrell, affirmant que les navires de secours d'ONG présents en mer rendaient possible le travail des « trafiquants d'êtres humains en Libye ».

- **Times of Malta**, 13 avril 2020, Frontex launches search mission for missing migrant boat

Frontex a envoyé un de ses avions depuis Malte repérer la position d'une embarcation en détresse en Méditerranée lundi 13 avril. Alarm Phone ainsi que des ONG comme *Sea Eye* partageaient leur inquiétude face à l'absence de réponse de la part des passagers de l'embarcation depuis plusieurs heures. Selon Frontex, deux groupes sont arrivés jusqu'aux côtes siciliennes, tandis que deux autres se trouvaient toujours en mer lundi.

- **Times of Malta**, 13 avril 2020, Spanish NGO intervenes to help migrants stranded in Maltese waters
- **Malta Today**, 13 avril 2020, Frontex locates four migrant boat at sea, Spanish NGO says Malta ignoring calls

Le navire Aita Mari de l'ONG espagnole Salvamento Marítimo Humanitario a reçu la permission des autorités maltaises pour entrer dans ses eaux territoriales et porter secours à 47 personnes en détresse, leur distribuant de la nourriture, de l'eau et des gilets de sauvetage en pleine mer. L'Aita Mari aurait quitté le port sicilien de Syracuse dimanche 12 avril pour ensuite se diriger vers la zone SAR maltaise et porter assistance aux personnes en détresse depuis plusieurs jours. La mission de sauvetage devrait s'avérer très compliquée car le navire ne pourra débarquer les personnes rescapées ni en Italie, ni à Malte. Parmi les personnes secourues, six sont inconscientes et une femme enceinte requiert une assistance médicale urgente. L'ONG espagnole alerte sur la situation météorologique en mer, qui pourrait s'empirer.

- **Info Migrants**, 13 avril 2020, L'Italie annonce le transfert et la mise en quarantaine des migrants de l'Alan Kurdi

Les 150 personnes sauvées par l'Alan Kurdi de l'ONG *Sea Eye*, dans l'attente depuis une semaine d'une réponse de la part d'un MRCC européen pour pouvoir débarquer dans une zone sûre, vont être transférées et mises en quarantaine à bord d'un navire des garde-côtes italiens selon le MRCC de Rome. Le chef de la protection civile italienne Angelo Borrelli a pour l'instant rejeté l'idée d'un débarquement des personnes en Sicile.

- *Times of Malta*, 14 avril 2020, EU mission in Libya now to avoid humanitarian catastrophe - Bartolo
- *Times of Malta*, 15 avril 2020, EU: It is up to Malta and Italy to decide who will take in migrants

La Commission européenne a rappelé que le débarquement des personnes secourues en Méditerranée devait se décider parmi les États membres concernés, ici Malte et l'Italie. La Commission a rappelé être prompte à participer aux négociations de relocalisations *ad hoc* parmi les EM. La Commission a donc choisi de renvoyer les EM à leurs responsabilités vis-à-vis du droit international, les encourageant à agir ensemble dans un principe de solidarité. Bruxelles n'a pas souhaité se positionner face à la décision des États italien et maltais de fermer leurs ports, désormais considérés comme « non sûrs ». Le ministre des Affaires étrangères maltais, Evarist Bartolo, a réclamé une intervention de la part de l'UE.

Evarist Bartolo, au cours d'une conversation avec Josep Borrell, a réclamé une aide de 100 millions d'euros pour « contrer la crise humanitaire parmi les personnes fuyant la Libye ». Ces 100 millions d'euros devraient être investis en nourriture, médicaments et équipements médicaux afin d'enrayer une « crise humanitaire », comme si le COVID 19 était la cause de la fuite de centaines de personnes migrantes de la Libye vers l'UE. Bartolo a également osé « s'inquiéter » des conditions dans les centres de détention libyens, où il manquerait selon lui de nourriture et d'accès aux services de base, selon lui éléments de base d'une « crise humanitaire ». Bartolo n'a pas manqué de mentionner le COVID 19 comme source de perturbations politiques, économiques et sociales. Bartolo a réaffirmé son soutien à l'opération IRINI, relai de Sophia, devant lutter contre les « réseaux de passeurs et de trafiquants d'êtres humains ».

- *Times of Malta*, 16 avril 2020, Migration tragedy: This boat should never have been left drifting - UNHCR

Un navire en détresse avec 72 personnes à bord se trouvait dans la zone SAR maltaise. Repéré dans les eaux libyennes par un avion de Frontex, il n'a reçu aucun secours de la part de Malte après avoir pénétré sa zone SAR. Un cargo s'est chargé de secourir 50 personnes ; les 12 autres sont mortes ou portées disparues. Les 50 survivants ont ensuite été livrés aux garde-côtes libyens, qui les ont fait débarquer à Tripoli. Ils ont tous été placés en détention dans le camp de Tarik al Sika. Malte a affirmé avoir tenu ses engagements, le navire ayant dérivé pendant des jours dans les eaux libyennes avant de pénétrer la zone SAR maltaise ; sous-entendu, ce n'était pas de la responsabilité de l'État maltais. Malte rejette la faute sur l'Union européenne, Frontex ayant localisé l'embarcation mais n'a dépêché aucun navire de secours.

- *Council of Europe*, 16 avril 2020, States should ensure rescue at sea and allow safe disembarkation during the COVID-19 crisis

Dunja Mijatović a demandé aux États européens d'assurer le secours et le débarquement des personnes en détresse en mer dans un port sûr, et ce malgré la situation sanitaire actuelle. Elle appelle à trouver une solution rapide voire « temporaire » pour porter assistance et assurer le débarquement des personnes migrantes fuyant la Libye. Les solutions « temporaires » (relocalisations *ad hoc*) sont devenues la règle depuis l'été 2018.

- ***Times of Malta***, 16 avril 2020, [NGO seeks criminal action against ministers over decision to shut ports](#)
- [Repubblika files criminal complaints against PM, AFM and Brigadier](#)

L'ONG maltaise Repubblika a déposé deux plaintes devant le commissaire de police contre le gouvernement de R. Abela et le Brigadier Jeffrey Curmi, la seconde contre l'équipage du navire P52 de l'AFM, accusé d'avoir organisé le sabotage d'une embarcation en détresse dans la zone SAR maltaise. Si les allégations de sabotage sont confirmées, l'équipage du P52 peut être accusé de tentative d'homicide. Le PM et le brigadier sont accusés de violation des droits de l'homme et absence de mesures prises pour protéger la vie.

Repubblika a également déposé une demande urgente auprès de la CEDH afin d'obtenir une mesure provisoire.

- ***Times of Malta***, 16 avril 2020, [Watch: Migrants shout 'freedom' in unrest at Hal Far detention centre](#)

Jusqu'à 1000 personnes sont actuellement détenues dans le centre d'Hal Far et réclament leur liberté en chantant aux barreaux des fenêtres du centre. Aucun cas de coronavirus n'a été détecté dans le centre pour l'heure.

- ***Times of Malta***, 18 avril 2020, [Legal bid to force Malta to rescue migrants at sea turned down by ECHR](#)

L'ONG maltaise Repubblika a formulé une demande de mesure provisoire auprès de la CEDH mercredi 15 avril afin de secourir plus de 50 personnes en détresse à bord d'une embarcation dans la zone SAR maltaise. La demande a été rejetée par la Cour, comme c'est le cas pour la plupart des demandes formulées. La dernière mesure provisoire prise à l'encontre de Malte était en 2013, lorsque le gouvernement de Joseph Muscat avait ordonné le refoulement de 45 personnes somaliennes depuis Malte vers la Libye. En 2020, le scénario est le même, mais Malte sous-traite cette fois-ci les garde-côtes libyens directement en mer afin de ne pas avoir à effectuer le refoulement elle-même. La violation des droits de l'Homme et donc du droit international reste néanmoins inchangée. Cette demande de Repubblika s'ajoute aux accusations criminelles formulées à l'encontre de Robert Abela, de son gouvernement et de l'AFM.

- ***Times of Malta***, 17 avril 2020, [Rescued migrants to quarantine on ferry off Italy](#)

Les 146 personnes secourues par l'Alan Kurdi ainsi que les 34 personnes secourues par l'Aita Mari sur les dernières semaines en Méditerranée ont été transférées sur un ferry italien, au large de la ville sicilienne de Palerme. 22 volontaires de la Croix Rouge se trouvent à bord afin d'encadrer les 14 jours de quarantaine des rescapés ainsi que les tests de COVID-19. Les 180 personnes seront réparties entre les différents EM selon la politique des relocalisations *ad hoc* qui se pérennise depuis l'été 2018.

- ***Times of Malta***, 19 avril 2020, [Patrol boat crew deny sabotaging migrant dinghy](#)

Plus d'une semaine après la publication du tweet d'Alarm Phone accusant l'équipage du P52 de l'AFM d'avoir participé au sabotage d'une embarcation en détresse dans la zone SAR maltaise,

Hermann Mula, avocat de l'équipage en question, a publiquement nié les faits, alors qu'une enquête est en cours. Au cours d'une conférence de presse dimanche 19 avril, l'ONG Repubblika a informé que ses membres, bénévoles et avocats subissaient des insultes, accusés d'être des « traîtres » au service de l'« ennemi » par le gouvernement. Robert Abela, se posant en victime, a déclaré que certaines personnes voulaient le voir, ainsi que Jeffrey Curmi et l'équipage du P52, derrière les barreaux. Toutefois, la présidente de Repubblika Vicki Ann Cremona souligne qu'aucun document officiel de la part du gouvernement n'a nié les accusations, malgré la gravité des faits.

- ***Times of Malta***, 19 avril 2020, [Repubblika would withdraw complaint against AFM crew if inquiry is ordered](#)

Repubblika a annoncé que la plainte contre l'équipage du P52 serait retirée dans le cas de l'ouverture d'une enquête concernant le sabotage de l'embarcation dans la zone SAR maltaise.

- ***Times of Malta***, 22 avril 2020, [Labour MEPs go separate ways on migration amendment vote](#)

L'eurodéputée maltaise Miriam Dalli (parti travailliste) a voté en faveur d'un amendement défendant le sauvetage et le débarquement des personnes migrantes par les États responsables en Méditerranée. Elle affirme partager la position du gouvernement actuel, arguant que Malte aurait toujours respecté ses responsabilités liées au droit international humanitaire. Le groupe parlementaire Left-Nordic Green Left a présenté une liste de 80 points dans le cadre de la gestion du COVID-19 par l'UE. L'un de ces points rappelle aux États membres d'honorer leurs responsabilités liées au droit international, consistant à porter assistance à toute embarcation en détresse, ainsi que proposer un lieu de débarquement pour les personnes rescapées, y compris les personnes secourues par des navires d'ONG ou des navires marchands. Les eurodéputés maltais ont eu des positions et votes contraires face à cette proposition d'amendement. Roberta Metsola et David Casa, du parti nationaliste, ont voté contre. Deux autres eurodéputés se sont abstenus. Alex Agius Saliba, du parti travailliste, s'est opposé à l'amendement, affirmant qu'il aurait lourdement porté préjudice à Malte, la transformant en *refugee hub* en Méditerranée centrale. Selon lui, cet amendement signifiait pour Malte d'accepter des « millions de migrants actuellement en Libye et dans l'attente de traverser la Méditerranée vers l'Europe », et ce indépendamment du contexte de crise dû au COVID-19. Les MEPs du PN ont affirmé que cet amendement aurait empêché la mise en quarantaine des personnes rescapées à bord de navires, ce qui est actuellement le cas pour les personnes sauvées par l'Aita Mari et l'Alan Kurdi, au large de Palerme. Selon eux, il ne porte pas assez l'emphase sur la responsabilité des États tiers (Libye).

Position du PN : « sauver des vies et appliquer une politique migratoire globale - juste pour celles et ceux qui requièrent une protection, ferme avec celles et ceux qui n'en ont pas besoin et forte contre ceux qui abusent des plus vulnérables ».

- ***Times of Malta***, 23 avril 2020, [MEP Miriam Dalli urges EU to help countries repatriate failed asylum seekers](#)

La CE doit aider les États membres à rapatrier les Ni-Ni (déboutés non expulsables vers leur pays d'origine) selon Miriam Dalli, vice-présidente de la coalition socio-démocrate au PE. Yvla Johansson a affirmé que l'UE mettrait tout en œuvre pour que les pays tiers prennent leur part de responsabilité dans le retour des personnes déboutées du droit d'asile dans l'UE. Dalli a asséné le traditionnel discours maltais, utilisé depuis maintenant deux décennies, réclamant à Bruxelles davantage d'aide pour les

États formant la frontière extérieure de l'UE, en proie à une « crise » contrairement aux EM du nord. Elle a appuyé l'aide réclamée par le ministre de l'Intérieur maltais à Bruxelles de 100 millions d'euros pour « endiguer la crise humanitaire en Libye », soit-disant liée au COVID, afin d'« endiguer » les « flux migratoires irréguliers vers l'UE ».

- ***Truth to be told***, 23 avril 2020, [A boat with no name](#)
- ***Alarm Phone***, 24 avril 2020, [Malta, the ghost fleet against migrants. Frontex blames the countries](#)
- ***Times of Malta***, 25 avril 2020, [How a Maltese fishing boat pushed migrants back to Libya](#)

Plusieurs témoignages et recherches en cours tentent de faire la lumière sur le push back des 50 personnes en détresse dans la zone SAR maltaise vers Tripoli. Après 4 jours d'errance en mer, les passagers de l'embarcation ont reçu une première assistance de la part du cargo portugais IVAN, qui a ensuite reçu l'ordre de quitter la zone. Pendant ce WE de Pâques, le navire Mae Yemenja, battant pavillon libyen et appartenant au contrebandier maltais Carmelo Grech, quitte le port de Marsa le soir du 14 avril, sans indiquer de destination claire selon Manuel Deliar, journaliste d'investigation. Le navire aurait éteint ses radars après avoir quitté Malte, puis les aurait rallumés à son arrivée à Tripoli, le matin du 15 avril. L'équipage porte alors secours aux personnes avant de les refouler vers Tripoli. Des photos montrent le navire dans le port de Marsa le 12 avril puis le 16 avril, dans la base militaire d'Abu Sitta, à Tripoli. L'immatriculation internationale du bateau, perceptible sur des photos datant de 2011, a été effacée pour rendre l'embarcation complètement anonyme. Aucune information ne permet d'affirmer que Grech a été payé par le gouvernement maltais pour effectuer ce push back. Des sources affirment que le bateau en question a fait l'objet d'investigations pour contrebande de carburant entre Malte et la Libye.

Il ne s'agit donc pas d'un navire marchant présent par hasard dans la zone et ayant reçu l'ordre du MRCC maltais de porter secours aux personnes en détresse avant de les renvoyer vers l'enfer libyen, mais bien d'un push back minutieusement orchestré par Malte.

- ***Truth to be told***, 25 avril 2020, [UNHCR 'has not heard' of 30 tons of food aid Malta government claims it has delivered to Tripoli](#)

Selon TVM, le gouvernement maltais aurait envoyé un navire chargé de 30 tonnes de nourriture et de boissons à destination des personnes migrantes pour aide humanitaire à Tripoli. Toutefois, le porte-parole du HCR présent dans la capitale libyenne a affirmé ne pas avoir entendu parler, ni avoir vu une quelconque aide humanitaire maltaise arriver à Tripoli. Le staff du HCR présent à Abu Sitta a déclaré avoir reçu les personnes victimes du push-back de Malte en très mauvaise condition physique, sévèrement mal nourries et déshydratées. Le HCR surveille les activités côtières relatives à la protection des personnes réfugiées en Libye.

- ***Times of Malta***, 26 avril 2020, [Several forced migrants risk destitution after losing their jobs](#)

Un nombre important de personnes migrantes (plus de 1000 personnes présentes à Malte) ayant été régularisés comme DA, victimes de trafic ou statutaires du SRA (specific residence authorization) ont perdu leur emploi en raison de la pandémie de COVID et risquent de se retrouver dans le dénuement car ne perçoivent pas de prestations sociales. Selon JRS, l'aide financière proposée par le gouvernement maltais pour les personnes ayant perdu leur emploi suite à la situation actuelle n'est pas distribuée aux personnes migrantes rentrant dans les catégories citées plus haut. Seules les personnes ayant le statut de réfugié (soit seulement 50p pour l'année 2019) perçoivent l'aide au

chômage. Pourtant, les personnes non-réfugiées vivent, travaillent et payent leurs impôts à Malte. Les DA reçoivent un per diem de 130€ par mois, 300€ pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire.

- ***Times of Malta***, 28 avril 2020, Close to 2,000 migrants in Malta's detention centres

Selon le ministre de l'Intérieur maltais Byron Camilleri, 1 978 personnes sont actuellement détenues dans les centres de détention, parmi lesquelles 23 sont dans l'attente d'être expulsées.

- ***Times of Malta***, 29 avril 2020, Private fishing vessel on route to stranded migrants
- ***Times of Malta***, 29 avril 2020, 62 migrants adrift in Malta's search and rescue zone, NGO says

62 personnes sont en danger dans la zone SAR maltaise depuis mardi 28 avril. En réponse, c'est le Mae Yemenja, surnommé le « vaisseau fantôme » qui quelques jours auparavant, avait porté secours à une embarcation avant de refouler les rescapés en Libye, qui doit leur porter secours. Alarm Phone s'inquiète du danger d'un nouveau *pushback by proxy* vers la Libye. Selon eux, cette embarcation avait déjà été repérée par l'avion Osprey3 de Frontex, dans l'après-midi du 28 avril. Cela fait donc près de 24h que l'UE sait mais ne bouge pas. Aucune information ne permet d'affirmer de source sûre que le capitaine du Mae Yemenja (ou Dar al Salam) est rémunéré pour opérer ces « faux sauvetages »/ *pushbacks*. Néanmoins, cela fait déjà la deuxième fois en quelques jours que c'est le même bateau qui opère, au départ du port de Malte.

- ***Times of Malta***, 30 avril 2020, Anger as Neville Gafà says he coordinated Libya pushback on OPM orders

Neville Gafà a juré, sous serment auprès du magistrat Joe Mifsud en charge de l'enquête criminelle réclamée par l'ONG Repubblika, avoir coordonné le *push back* des 51 personnes en détresse dans la zone SAR maltaise vers la Libye au cours du WE de Pâques. Il affirme également avoir coordonné le transfert du navire soit-disant chargé de 30 tonnes de vivres humanitaires vers Tripoli. Toutefois, le HCR a affirmé n'avoir jamais eu connaissance de cette livraison. Gafà affirme avoir agi sous instruction de l'OPM, Abela lui ayant demandé d'intervenir dans la coordination du *pushback* avec le ministère de l'Intérieur libyen ainsi que les GCL. Toutefois, Gafà refuse de reconnaître la nature de *pushback* de ces opérations. Il confirme avoir coordonné des missions en Med pour empêcher les personnes migrantes de pénétrer la zone SAR libyenne, mais nie l'existence de quelconques *pushbacks*. Entre juillet 2018 et janvier 2020, il affirme que toutes les personnes ayant pénétré la zone SAR maltaise ont été débarquées sur l'île et qu'aucun ordre de *pushback* avait été donné. Cette déclaration contredit d'autres déclarations précédentes, dans lesquelles Gafà avait affirmé avoir empêché des migrants présents en zone SAR maltaise de débarquer à Malte, défendant une protection nationaliste de l'île. De plus, une opération de *pushback* depuis la zone SAR maltaise par des GCL a été documentée fin octobre 2019. 50 personnes avaient été secourues par le PB Fezzan et refoulées vers Tripoli avant d'être enfermées dans le centre de Tarik al Sika. Ce qui est toutefois confirmé, c'est que Neville Gafà a systématiquement été informé de toute présence de personnes migrantes en Med centrale et a été au centre des opérations de coordination avec les garde-côtes libyens. Gafà affirme également avoir signalé les itinéraires de personnes fuyant la Libye vers l'Europe entre juillet 2018 et janvier 2020. Alors sous les ordres de l'OPM, il avait fallu 7 mois au PM Joseph Muscat pour expliquer aux citoyens maltais la nature exacte du rôle de Gafà. L'ONG Repubblika s'est dite choquée par les déclarations de Gafà et a réclamé des investigations plus

poussées. 25 organisations de la société civile ont également demandé davantage d'informations suite aux déclarations de Gafà, ainsi que des informations concernant les 62 personnes actuellement en détresse en Med centrale. Cela fait plus de 24h que Frontex et le MRCC maltais connaissent la position de l'embarcation dans la zone SAR maltaise, mais qu'aucune opération de sauvetage n'a été initiée.

- *Times of Malta*, 30 avril 2020, [Neville Gafà approached by government, but not for Libya pushback, it says](#)

Le gouvernement a nié les allégations de Neville Gafà selon lesquelles ce dernier aurait coordonné le pushback vers la Libye de 51 personnes en son nom. Un porte-parole a affirmé que Neville Gafà aurait été encouragé par le gouvernement de Robert Abela à entrer en contact avec le gouvernement libyen, et ce dans l'unique but de discuter de la situation d'urgence due au COVID.

- *Times of Malta*, 30 avril 2020, [Malta charters Captain Morgan boat to house rescued migrants off shore](#)
- *Malta Today*, 30 avril 2020, [Rescued migrants to be kept on Captain Morgan vessel outside territorial waters](#)
- *TVM*, 30 avril 2020, [Rescued migrants will remain on vessel 13 miles outside Maltese territorial waters](#)

Le gouvernement maltais a coordonné une opération de sauvetage en zone SAR maltaise mardi et mercredi 28 et 29 avril, impliquant une nouvelle fois le navire de pêche de Carmelo Grech, le *Dar Al Salam I*. 57 hommes ont été placés à bord, dans l'attente d'un transfert vers un navire appartenant aux lignes de croisière Captain Morgan, l'Europa II. Avant de quitter le port de Malta, le navire a arboré un drapeau 'European Solidarity', appel plus ou moins subtil à Bruxelles et aux EM de l'UE afin de convenir d'un accord de répartition des personnes demandeuses d'asile secourues. L'Europa II a jeté l'ancre à 13 miles nautiques de la côte maltaise. La veille de l'opération, le gouvernement maltais aurait initié des négociations avec les autres EM, négociations chapeautées par la CE, afin de relocaliser de manière permanente les 57 personnes, selon les dires d'un porte-parole du cabinet du PM. Le navire de Captain Morgan, long de 35 mètres et pouvant accueillir jusqu'à 445 personnes, se transforme donc en *hotspot* flottant en Méditerranée, où les demandeurs d'asile sont enfermés jusqu'à ce qu'un EM daigne leur octroyer le droit de déposer une demande, droit pourtant fondamental.

- *The New York Times*, 30 avril 2020, [Latest Tactic to Push Migrants from Europe? A Private, clandestine fleet](#)

Les informations prodiguées par le capitaine d'un navire de pêche mandaté par Malte pour effectuer un pushback de migrants vers la Libye et par un ancien officier maltais permettent désormais de comprendre comment Malte utilise ces bateaux de pêches privés pour systématiser le refoulement vers Tripoli, s'assurant ainsi qu'aucune personne migrante ne puisse débarquer sur l'île. L'utilisation et le mandat de ces embarcations représente une nouvelle pratique européenne.

Les trois navires en question, le **Dar al Salam 1** (Mae Yemenja), le **Salve Regina** et le **Tremar**, ont tous reçu l'ordre de quitter le port de la Valette le 12 avril au soir, à une heure de décalage les uns des autres. Selon Neville Gafà, c'est le PM's chief of staff, Clyde Caruana, qui l'a sollicité pour coordonner l'opération. Les trois bateaux ont éteint leurs données GPS en quittant le port. Le Salve

Regina est l'embarcation chargée de 30 tonnes de vivres humanitaires. Selon la stratégie de Gafà, ces vivres humanitaires permettaient de faire accepter le refoulement des 51 personnes, malgré la fermeture du port de Tripoli. Le Tremar est le seul navire à avoir attendu dans les eaux territoriales. Le Dar Al Salam 1 est physiquement basé à Malte et est la possession de C. Grech. Néanmoins, il est enregistré à Tobruk et bat légalement pavillon libyen. Afin de lui permettre de débarquer à Tripoli (GNA) sans passer pour une embarcation du gouvernement dissident (Haftar), son véritable nom a été dissimulé (le nom du bateau a été recouvert de peinture et un drapeau maltais a été hissé). Deux des trois propriétaires de ces navires sont liés à des activités criminelles.

Mai

- ***Times of Malta***, 1er mai 2020, '128 migrant relocation pledges yet to materialise', Malta tells EU in letter

Dans une lettre envoyée à la CE par Evarist Bartolo et Byron Camilleri, Malte appelle ses voisins européens à honorer leurs engagements concernant les 128 promesses de relocalisation de personnes demandeuses d'asile. Selon les ministres maltais, 122 promesses de relocalisation ont été faites en 2019. Aucune des personnes débarquées sur l'île depuis le début de l'année 2020 n'a été relocalisée en Europe, ce qui explique en partie la surpopulation des centres de détention, auxquels Malte fait systématiquement recours. Le gouvernement renouvelle sa demande concernant la mise en place d'un système de relocalisation obligatoire et systématique dans l'UE. En réponse de quoi, Malte continue de menacer l'Europe face à la violation des droits des personnes migrants, stratégie rhétorique à l'œuvre depuis 2004. Le nombre d'arrivées par bateau à Malte en 2020 a nouvellement atteint le nombre de 3 405. Depuis 2005, 5 142 relocalisations auraient eu lieu depuis Malte, dont 3 404 vers des pays non européens comme les Etats Unis. Moins de 2000 personnes auraient été expulsées via les arrangements de réadmission de l'UE et les politiques de retour.

- ***Alarm Phone***, 3 mai 2020, Sabotage, Delays and Non-Assistance: Another day in Malta's SAR zone
- ***Times of Malta***, 3 mai 2020, 90 migrants picked up by merchant vessel now outside Lampedusa's waters

L'AFM a une nouvelle fois confié le soin de porter secours à 91 personnes en détresse dans la zone SAR maltaise à un navire marchand, ici le Marina. Les personnes migrantes ont réclamé d'être débarquées à Lampedusa, ce qui laisse le navire dans la zone SAR maltaise et dans l'attente d'une réponse du MRCC de Rome. L'ONG Mediterranean Saving Humans s'est dite inquiète face à la possibilité d'un nouveau *pushback* vers la Libye, qui pourrait être ordonné par l'AFM au capitaine du Marina. Malte a mandaté 3 navires marchants différents afin de porter secours aux personnes en détresse, sans dépêcher les équipes de l'AFM, dont c'est pourtant le rôle. Dans le dossier d'Alarm Phone retraçant les événements du 8 au 10 avril, au cours desquels l'AFM a organisé le sabotage d'une embarcation en détresse, l'ONG a affirmé avoir tenté par **42** fois d'entrer en contact avec le RCC maltais, qui n'avait jamais répondu.

- ***Times of Malta***, 3 mai 2020, Malta breached migrants' human rights - Judge

Giovanni Bonello, ancien juge maltais à la CEDH (1998-2004) a déclaré que la coordination du *pushback* vers la Libye réalisée par Malte avait effectivement violé la Convention « d'une manière manifeste ».

- ***Times of Malta***, 4 mai 2020, 'This is not racism, this is reality', says Robert Abela
- ***Times of Malta***, 4 mai 2020, Commission 'ready to coordinate migrant relocation' after disembarkation

Face aux dénonciations contre l'errance de 57 personnes en Méditerranée à bord de l'Europa II, le PM Abela a déclaré que la stratégie de son gouvernement n'était pas « raciste, mais réaliste ». Suite aux négociations avec la Commission européenne, il ressort que les crispations restent inchangées ;

pendant que Bruxelles demande à Malte de laisser les personnes débarquer avant de trouver un accord *ad hoc* de relocalisation, Abela refuse de laisser quiconque poser le pied sur l'île sans l'existence d'un accord *a priori*. Ces annonces ont été faites quelques minutes après la sortie d'Abela du tribunal de la Valette, où une enquête ministérielle est en cours concernant les allégations de sabotage de l'embarcation et la décision maltaise de fermer ses ports aux personnes migrantes. Quant au refoulement en Libye par le *Dar al Salam I*, Abela a de nouveau nié la nature de *pushback* de l'opération. Il a affirmé que l'utilisation de ce navire avait été requise car les équipements nationaux étaient tous sollicités pour cinq autres opérations de sauvetage (WTFFF). Il a ajouté que le *Dar al Salam* était retourné à Tobruk, son port d'immatriculation car les ports maltais étaient tous fermés. Enfin, il a nié toute possibilité pour Neville Gafà de rejoindre son cabinet.

- ***Times of Malta***, 5 mai 2020, Situation worsens on stranded cargo ship after migrants rescue

Le navire marchand Marina, qui a porté secours à 77 personnes en zone SAR maltaise dimanche 3 mai, est toujours bloqué en Méditerranée, Malte et l'Italie refusant d'accueillir les rescapés. L'avocate des propriétaires du navire, Ann Fenech, affirme que le navire a été mandaté par le MRCC maltais pour mener cette opération de sauvetage, alors qu'il se rendait de la Tunisie vers l'archipel maltais. Malgré une situation de plus en plus difficile à bord, avec un manque d'eau, de nourriture et 6 personnes requérant une aide médicale d'urgence. Après avoir secouru les personnes en mer, le MRCC maltais a cessé de répondre. L'équipage du Marina s'est ensuite tourné vers le MRCC italien, afin d'accoster à Lampedusa pour y laisser débarquer les personnes, ce que Rome a catégoriquement refusé. Alarm Phone déplore le manque de responsabilité de Malte qui, une fois de plus, préfère risquer la vie et la santé des personnes en mer plutôt que d'ouvrir ses ports. La CE a rappelé, quant à elle, qu'elle ne pouvait coordonner un programme de relocalisation *ad hoc* seulement à partir du moment où les rescapés seraient débarqués dans un port sûr. En l'occurrence, soit celui de Malte, soit Lampedusa. 32 ONG ont publié un communiqué afin de mettre fin à cette impasse meurtrière. Actuellement, 150 personnes sont « détenues » en zone SAR maltaise.

- Lettre de la CommDH à Robert Abela, 5 mai 2020

Dunja Mijatović a exprimé les inquiétudes du Conseil de l'Europe vis-à-vis de la fermeture des ports maltais aux débarquements des personnes migrantes secourues en mer, ainsi que des *pushbacks* privatisés coordonnés par le gouvernement afin de renvoyer les personnes migrantes vers la Libye, ce qui est contraire au droit international. La Commissaire aux DH rappelle à Malte ses responsabilités en matière de SAR (droit maritime) et de respect des DH (débarquement des personnes secourues dans un port sûr).

Robert Abela, en réponse, réutilise les outils rhétoriques classiques : Malte, par sa taille, sa position géographique, sa nature insulaire et son système d'asile, ne peut faire face à ce qu'elle qualifie de « crise migratoire » depuis 2002. Quant aux accusations (fondées) de *pushbacks* vers la Libye, Abela lui fait comprendre qu'il ne supporte pas que la CommDH « exprime publiquement d'autres points de vue sur les mérites spécifiques des événements récents [le *pushback* et le décès de 12 personnes en zone SAR maltaise] ». Une nouvelle fois, il critique les amendements de 2004 des conventions SOLAS et SAR : Malte accepte de coordonner les sauvetages, mais pas d'accueillir les rescapés sur son territoire. Enfin, le PM rappelle sa position d'attente d'une solidarité européenne dans le 'burden sharing' des personnes migrantes arrivant en Europe, conviant la CommDH à réclamer cette solidarité aux États membres du CoE.

- ***Times of Malta***, 6 mai 2020, Two migrant boats drift into Maltese waters
- ***Malta Today***, 6 mai 2020, NGO says 46 persons aboard boat sinking in Maltese waters after engine failure

46 personnes risquent la noyade en zone SAR maltaise selon Alarm Phone. Cela fait plus de 24 heures qu'elles ont quitté les côtes libyennes. Leur appel de détresse à Alarm Phone a été passé dans la matinée.

- ***Infomigrants***, 6 mai 2020, Saisi par l'Italie, l'Alan Kurdi ne pourra pas repartir en mer avant fin mai

L'Alan Kurdi de l'ONG Sea Eye a été saisi par les GCI pour cause d' « irrégularités ». Le navire restera immobilisé dans le port de Palerme jusqu'à fin mai. L'Italie affirme que l'Alan Kurdi présente des irrégularités techniques et opérationnelles qui risqueraient de « compromettre la sécurité de l'équipage, ainsi que celle des personnes qui ont été ou pourraient être secourues ». L'Italie réclame que l'Allemagne (Etat responsable du pavillon) s'assure du respect des lois maritimes et internationales concernant la gestion des déchets dans les transports. Selon Sea Eye, ces accusations n'ont pas lieu d'être, l'Alan Kurdi ayant été complètement révisé avant son retour en Méditerranée en avril 2020 et les questions techniques, « résolues ». Quant aux rescapés de l'Alan Kurdi, placés en quarantaine à bord du Rubattino, dans le port de Palerme, l'Italie n'a pas donné d'indications sur leur sort. Le Rubattino a été autorisé à amarrer, et les migrant.e.s devraient être relocalisé.e.s dans les différents EM. Pour l'instant, aucun arrangement de relocalisation *ad hoc* n'a été trouvé. Seule l'Allemagne aurait accepté d'accueillir une partie des rescapés sauvés par Sea Eye.

- ***Times of Malta***, 6 mai 2020, 'Knife fight' breaks out on German cargo ship which rescued migrants - lawyer
- ***Infomigrants***, 6 mai 2020, Navire bloqué en mer : 'A bord du Marina, la situation est critique'

Le Marina, navire marchand ayant porté secours à 77 personnes en zone SAR maltaise, n'a toujours pas reçu de réponse de la part des MRCC européens pour débarquer les rescapés. Malte a affirmé qu'aucune solution n'avait encore été trouvée par le PM, laissant le navire errer dans sa zone SAR sans la moindre aide humanitaire. Pendant ce temps, l'avocate des propriétaires du navire a reporté des tensions croissantes à bord. L'équipage ne dispose plus d'eau ni de nourriture, et des altercations au couteau sont survenues entre les rescapés, à bout de force. Les migrant.e.s sont principalement originaires du Bangladesh, de Libye, du Maroc, du Tchad et du Soudan.

- ***Times of Malta***, 7 mai 2020, Second Captain Morgan ship leaves Sliema to house 120 rescued migrants

Un second navire des lignes touristiques Captain Morgan, le Bahari, a quitté le port de Sliema pour détenir 120 personnes migrantes en zone SAR maltaise. Ces personnes avaient été secourues par l'AFM mercredi 6 mai. Un petit nombre d'entre elles, y compris une femme enceinte et des enfants, devraient pouvoir débarquer à Malte. Le reste sera *de facto* détenu sur ce nouvel hotspot flottant. L'Europa II, avec 57 migrant.e.s à bord, se trouve dans la zone SAR maltaise depuis presque une semaine. Le Bahari a été acheminé depuis Istanbul vers Malte en 2015 et peut accueillir jusqu'à 300 personnes principalement pour des croisières, et non pour héberger des personnes vulnérables secourues en mer.

- ***Times of Malta***, 7 mai 2020, [Small group of migrants, including children, allowed to land](#)

Parmi le groupe de rescapés cité ci-dessus, 6 adultes et 2 enfants ont pu débarquer à Malte jeudi 7 mai. Ce sont les premières personnes à avoir pu débarquer sur l'île depuis la décision du gouvernement de fermer ses ports aux personnes migrantes. Les 8 rescapés ont été débarqués pour « raisons humanitaires », et devraient être suivis d'un second groupe dans les prochaines heures.

- ***Infomigrants***, 7 mai 2020, [L'Aita Mari saisi, plus aucun navire humanitaire ne patrouille au large de la Libye](#)

Après l'Alan Kurdi, c'est au tour de l'Aita Mari d'être immobilisé par l'Italie pour « exigences techniques ». Le collectif Maydayteraneo affirme pourtant que les certificats du navire sont parfaitement en règle. Les GCI sont parvenus à immobiliser tous les navires humanitaires navigant aux larges de la Libye afin de porter secours aux personnes en détresse.

- ***Times of Malta***, 8 mai 2020, [Malta to veto EU funding for naval mission monitoring Libya arms traffic](#)
- ***Malta Today***, 8 mai 2020, [Malta vetoes Irini spending after withdrawing from EU naval mission](#)

Malte a officiellement gelé ses contributions à l'opération Irini, héritière d'EUNAFVOR MED, ou *Sophia*, destinée à « lutter contre le trafic d'armes en Libye ». Ainsi, Malte renforce son chantage auprès de la Commission européenne, affirmant que ses financements ne reprendront pas tant que la « crise migratoire » n'a pas été réglée. L'archipel n'engagera plus aucun de ses avions militaires pour Irini. De plus, Malte devrait se servir de son droit de veto pour bloquer l'extension d'Irini prévue. Le renouvellement de l'aide financière ne se fera plus à partir du moment où les caisses prévues pour honorer l'engagement initial seront vides.

La stratégie maltaise comprend également un rapprochement diplomatique avec la Turquie, première « victime » d'Irini car première alliée du GNA (Fayez el-Sarraj) dans la distribution d'armes en Libye. Ainsi, le ministre des Affaires étrangères Evarist Bartolo et le ministre de l'Intérieur Byron Camilleri ont-ils reçu les ministres d'Erdogan à la Valette cette semaine, afin d'élaborer un plan pour « déstabiliser » les gros EM de l'UE (l'Allemagne, la France, la Belgique).

- ***Times of Malta***, 8 mai 2020, [Malta's offshore migration solution faces EU funding clash](#)

Malta a envoyé un demande de fonds à la CE afin de nourrir, soigner et enregistrer les personnes détenues à bord de l'Europa II en zone SAR maltaise depuis une semaine. Les personnes n'ont toujours pas pu débarquer dans un port sûr, ni formuler de demande d'asile. En avril, il restait encore 10 millions d'euros de l'AMIF (EU's Asylum Migration and Integration Fund) à dépenser. Les requêtes de la sorte doivent se faire dans un contexte de respect du droit de l'UE, ce qui n'est clairement pas le cas de l'archipel maltais.

- ***Times of Malta***, 8 mai 2020, [Sicily to take in migrants stranded on German cargo ship](#)

Le navire marchand Marina, qui avait porté secours à 78 personnes en détresse en zone SAR maltaise, a reçu l'autorisation de l'Italie pour débarquer en Sicile, à Porto Empedocle, après 5 jours passées dans les eaux internationales sans réponse des MRCC européens indiquant un port sûr de débarquement pour les personnes rescapées.

- **Malta Today**, 10 mai 2020, Malta rattles EU with Irini withdrawal, Macron and Merkel schedule calls

Les premières réactions face au retrait de Malte de l'opération Irini se sont faites entendre pendant le week-end. Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell s'est dit « déçu » par la décision du gouvernement d'Abela. La France, Etat le plus impacté de l'UE car soutenant Haftar en Libye, s'est déclarée inquiète que Malte retire sa contribution en personnel, une équipe qui devait s'attaquer aux contrebandiers et navires transportant les armes vers la Libye. Le rapprochement diplomatique avec la Turquie a également cristallisé les tensions, *a fortiori* depuis que Erdogan ait choisi de ne plus honorer l'arrangement de 2016 avec la CE.

- **Times of Malta**, 11 mai 2020, Don't deny stranded migrants human rights, CoE commissioner tells Abela

La lettre de la CommDH du CoE adressée à R. Abela l'appelle également à enquêter sur toutes les allégations concernant des retards ou non réponses de la part du RCC maltais dans toute situation de détresse en mer (ce dont Alarm Phone a témoigné ces derniers jours). Elle a également dénoncé la pratique qui se répand désormais du *privatized pushback*, ainsi que le report de responsabilité de l'île sur les GCL. L'ONG Repubblika a qualifié la réponse d'Abela d'« embarras », notamment vis-à-vis de ses engagements diplomatiques (Bruxelles, Italie, Turquie, Libye, ...). Selon l'ONG, « le gouvernement non seulement affirme que le port de Tripoli, régulièrement visé par des bombardements ennemis, est plus sûr que celui de Malte et que l'enfer des centres de détention libyens, où les droits humains sont continuellement bafoués, sont une destination plus sûre que Malte à cause du COVID 19, mais il ajoute désormais que la CEDH corrobore cette idée ».

- **Malta Today**, 11 mai 2020, European Commission asks Malta for details of migrants held on ships

Dimanche 10 mai, le gouvernement a reçu une demande de la part de Bruxelles concernant l'identité des personnes migrantes actuellement détenues sur les navires de croisière Captain Morgan dans les eaux internationales, sur la bande de Hurd (zone SAR maltaise). 162 personnes sont dans l'attente d'un débarquement dans un lieu sûr, et ce depuis plus d'une semaine. La CE aurait demandé les noms, sexes, dates de naissance, pays d'origine, langues parlées et toute information concernant la présence de membres de la famille dans d'autres EM, ce que le gouvernement a s'est empressé d'interpréter comme le signe d'une relocalisation *ad hoc* à venir. Jusqu'ici Bruxelles affirmait n'accepter de chapeauter des relocalisations uniquement si les personnes demandeuses d'asile étaient, au préalable, débarquées dans un port sûr, soit à Malte dans le cas présent. Le retrait de Malte de l'opération Irini, à la fin de la semaine, a pu jouer un rôle dans la reconsidération de la position de la CE dans la négociations de potentielles relocalisations *ad hoc*.

- **Malta Today**, 11 mai 2020, Man wanted in Hungary for human trafficking arrested in Malta

La police anti-terroriste maltaise a arrêté un homme syrien, âgé de 48 ans à Dingi, lundi 11 mai, suite à un mandat d'arrêt européen formulé par la Hongrie en décembre 2019 pour trafic de personnes et infractions de son permis de séjour. Il a été inculpé au tribunal et placé en détention provisoire après que la magistrate Nadine Lia ait confirmé la demande du procureur de refuser la remise en liberté sous caution, par crainte qu'il ne prenne la fuite (argument particulièrement utilisé

à Malte contre les personnes étrangères, afin de systématiser leur détention). Cette arrestation est le résultat d'une enquête menée par l'unité antiterroriste du système SIS le 16 janvier.

- *Times of Malta*, 11 mai 2020, €3,000-a-day for Captain Morgan vessels to house migrants offshore

La demande de fonds de Malte auprès de la CE aurait été évaluée sur la base de ce que chaque capitaine des deux navires Captain Morgan dépenserait par jour, soit 3 000€. Cette somme a été rendue publique au parlement lundi 11 mai par le PM, en réponse à une question de Jason Azzopardi, ministre de la justice du *Shadow cabinet* d'opposition (PN). La demande maltaise pourrait être rejetée tant que le gouvernement ne respecte pas le droit d'asile de l'UE, et qu'il ne permettra pas aux personnes détenues à bord des deux navires d'exercer leur droit d'instruire une demande d'asile.

- *The Shift News*, 12 mai 2020, The migration issue: the complexities left out of Bartolo's pie charts

Le ministre des Affaires étrangères maltais, Evarist Bartolo, pris dans sa boulimie de tweets et de posts FB depuis plusieurs semaines, a publié une série de graphiques illustrant trois tendances : le nombre de réfugiés et migrants présents sur le territoire maltais, le nombre de personnes qui ont été réinstallées aux USA dans le cadre du programme USRAP (United States Refugee Admissions Program) et le nombre de personnes ayant été relocalisées vers d'autres EM de l'UE. Ces graphiques ont été confrontés au nombre d'arrivées de personnes migrantes par bateaux à Malte depuis 2005, soit 21 858 personnes. Sur la totalité de ces personnes, les chiffres avancés par le ministre montrent que 5 127 ont été relocalisées, dont 1 738 au sein de l'UE, ce qui permet à Bartolo d'en conclure que Malte est submergée par les arrivées et que l'UE ne la soutient pas. Selon N. Falzon, ces chiffres ne sont pas faux mais manquent de mise en perspective, rendant la conclusion de Bartolo caduque.

D'une part les chiffres de Bartolo ne prennent pas en compte les personnes migrantes qui ont été rapatriées ou qui ont fait l'objet d'un retour dit volontaire. Entre 2010 et 2018, plus de 300 personnes ont bénéficié du programme d'aide au retour dit volontaire (OIM).

De plus, Bartolo n'a aucunement spécifié le nombre de personnes qui, parmi les migrants qui ont débarqué à Malte sur les 15 dernières années, ont quitté l'archipel pour se rendre dans d'autres EM par leurs propres moyens, et vice versa.

Le HCR maltais a affirmé qu'il était très compliqué de donner un chiffre précis rendant compte du nombre de personnes étrangères actuellement présentes à Malte, faute de données sur la résidence et les mouvements dits « secondaires » (intra-européens).

Bartolo s'appuie sur les chiffres d'Eurostat, affirmant que Malte a l'une des proportions de personnes étrangères en comparaison à la population locale les plus élevées de l'UE. Toutefois, il ne mentionne nullement que la plupart de ces « migrants » sont européens (ou « expats ») - 45,457 - contre 37 810 personnes originaires de pays dits tiers (non européens). Falzon dénonce cet accent mis sur les personnes migrantes venues par bateau depuis l'Afrique, alors que le gouvernement prétend traiter la question migratoire « dans son ensemble ». Les contributions des personnes migrantes à l'économie nationale ne sont pas mentionnées.

Enfin, Malte est loin d'être « abandonnée » par Bruxelles. La Commission, l'EASO la soutiennent financièrement et logistiquement dans la gestion des arrivées et des enregistrements de demandes d'asile (projets financés par la CE dont bénéficient l'AFM, le RefCom, les centres dits d'accueil, les structures, ...). Entre **2014** et **2022**, Malte devrait toucher **70 millions d'euros** de la part de l'UE pour l'aider à gérer les arrivées de personnes migrantes sur son territoire. La plupart de ces fonds sont alloués par l'*Internal Security Fund* et l'AMIF (*Asylum, Migration and Integration Fund*).

- ***Times of Malta***, 15 mai 2020, Fears mount over migrants dying 'out of sight' in Med

Selon V. Cochetel, au moins 179 personnes auraient perdu la vie en Méditerranée centrale depuis le début de l'année. Les départs depuis les côtes libyennes auraient quadruplé en comparaison avec l'année précédente, avec près de 6 600 tentatives d'atteintes des côtes européennes entre janvier et fin avril 2020. Pour ce qui est des départs depuis la Tunisie, ils ont plus que doublé, toujours selon Cochetel. Face à la fermeture des commerces et la quarantaine imposée en Libye, 75% des personnes migrantes y auraient perdu leur emploi et ne trouvent plus de quoi travailler (ce qui donne lieu à des attentes interminables sur les ronds points où les Libyens viennent chercher de la « main d'oeuvre pas chère »). SOS Med s'insurge contre l'absence de navires humanitaires en Med centrale, suite aux deux mises sous séquestre de l'Alan Kurdi et de l'Aita Mari par l'Italie, à quelques jours d'intervalle. L'*Ocean Viking* de SOS Med retournera en Med dès qu'il y sera autorisé selon Sophie Beau, directrice générale de l'ONG. Elle critique vivement la stratégie de criminalisation dont sont victimes les organisations humanitaires en Med, pourtant les rares à respecter le droit maritime international en portant secours aux personnes en détresse en mer pour les débarquer dans des ports sûrs. L'OIM a rappelé que la Med centrale restait « la route migratoire maritime la plus dangereuse au monde », ce qui n'empêche pas l'Italie et surtout Malte de garder leurs ports fermés. Actuellement, 162 personnes sont détenues *de facto* dans la zone SAR maltaise, à bord des deux navires de croisière *Captain Morgan*.

- ***Malta Today***, 15 mai 2020, Mercenaries backing Haftar used RHIBs supplied by Malta arms dealer, UN report says
- ***Times of Malta***, 15 mai 2020, Larger Captain Morgan ferry deployed for rescued migrants

Un troisième navire du groupe *Captain Morgan* a quitté le port de Sliema jeudi 14 mai, en direction de l'est, en dehors des eaux territoriales maltaises. L'Atlantis doit prendre le relai du Bahari en faisant transiter plus de 110 personnes à son bord selon le gouvernement. 10 personnes parmi les 120 rescapés initiaux avaient été transférées à Malte pour « raisons humanitaires ». Toutefois, des inspections de personnes potentiellement vulnérables à bord n'ont pas été conduites, ce que reprochent entre autres Aditus, JRS Malte et l'ONG Integra au gouvernement dans la lettre adressée à Yvla Johansson, commissaire aux affaires intérieures de la CE samedi 16 mai. Le Bahari a retrouvé Malte dès le vendredi après-midi.

- *Aditus*, 16 mai 2020, Open letter to EU Commissioner Johansson regarding the migrants held on the Captain Morgan boats

Aditus, Integration Foundation et JRS Malte ont soumis une lettre ouverte à la Commissaire européenne Yvla Johansson concernant la détention illégale de personnes secourues en mer à bord de deux navires privés en dehors des eaux territoriales maltaises.



Saturday, 16 May 2020

Ylva Johansson
Commissioner for Home Affairs
Rue de la Loi/Wetstraat 200
1049 Brussels
Belgium

Dear Commissioner Johansson,

We write to you in relation to the situation of around 167 migrants currently being held aboard the private vessels **Europa II** and the **Atlantis**, just outside Malta's territorial waters¹. The Maltese government chartered a number of private pleasure craft vessels to accommodate migrants rescued in Malta's SAR zone in the period between 28/29 April and 6 May 2020. The migrants were transferred from the private and Armed Forces of Malta vessels involved in the rescue to the chartered vessels, and have remained there since the beginning of May. With our letter we wish to express our serious and urgent concern at the treatment of these men.

Many have been out at sea for over two weeks, this not counting the time spent at sea before their rescue. Living conditions aboard the vessels must be extremely challenging, as these are boats generally used for parties or for tours of Malta's coast. The vessels usually sail under a Commercial Vessel Certificate, which allows them to sail within three nautical miles from land and not more than three nautical miles from a place of refuge, in favourable weather conditions². They are not equipped to host people for long periods of time.

We have no information as to whether any assessments have been conducted to identify vulnerable persons or unaccompanied minors, although we are aware that 18 women and children were brought ashore to Malta. The persons that remain on board have no access to lawyers, supporting organisations, interpreters or UNHCR. From what we can understand, they have not been provided information as to their legal situation and related rights. In particular, we sincerely doubt that the right or possibility to seek asylum has been explained to them, as it is clear that Malta's intentions are for them not to reach Maltese territory.

Legal considerations

Although it may be argued that the regulation of search and rescue operations remains a Member State exclusive competence regulated by international law³, we contend that the current situation calls into play EU external border control and should be guided by the applicable relevant human rights law and EU acquis.

¹ A timeline of the events is annexed to this letter.

² https://mtip.gov.mt/en/document%20repository/msiu%20documents/investigations%202012/mv%20europa%200ii_final%20safety%20investigation.pdf

³ This principle is also recognised by Regulation (EU) No 1052/2013 of the European Parliament and of the Council of 22 October 2013 establishing the European Border Surveillance System (Eurosur): "The Council recalls that search and rescue at sea is a competence of the Member States which they exercise in the

Article 77(1)(b) of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU) provides for the implementation of a common policy on the crossing of external borders. This has led to the adoption of a number of measures, primarily the Schengen Borders Code (SBC)¹ which lays down common measures on border control at external borders that reflect the Schengen acquis.

In this regard, we consider that Malta's decision to place the groups of rescued persons on vessels just outside national and, by consequence, European Union territory, is unequivocally one of border surveillance, border check and border control as defined by the SBC.

Article 4 of the SBC clearly lays down that, in applying the Regulation, Member States shall act in full compliance with relevant Union law, relevant international law and obligations related to access to international protection, in particular the principle of non-refoulement and fundamental rights. The provisions of the Geneva Convention and of the EU Charter of Fundamental Rights are therefore not merely of an indicative nature, but a binding one. Furthermore, this article lays down that, in accordance with the general principles of Union law, decisions taken by Member States under this Regulation must be taken on an individual basis and must not be applied not collectively.

It is clear that the SBC applies in instances where the act of surveillance and control happens outside Schengen external borders, including outside the territorial waters. This is also recognised in Regulation (EU) No 656/2014² which makes clear that

"...the objective of Union policy in the field of the Union external borders is to ensure the efficient monitoring of the crossing of external borders including through border surveillance, while contributing to ensuring the protection and saving of lives."

Furthermore,

"...border surveillance is not limited to the detection of attempts at unauthorised border crossings but equally extends to steps such as...arrangements intended to address situations such as search and rescue that may arise during a border surveillance operation at sea and arrangements intended to bring such an operation to a successful conclusion".

It is clear that with Malta's actions at sea in relation to these incidents, it is engaging in EU external border control affecting the interests of the European Union. The actions fall within the scope of application of EU law and sufficiently affecting the interests of the European Union for the EU Charter of Fundamental Rights to apply, in accordance with criteria confirmed by the Courts in *Franson* (Case C-617/10).

We would also like to emphasise that, from the moment of SBC applicability, effect must be given to the safeguard provisions in Article 4 of the Regulations themselves, and to Articles 6, 18 and 47 of the Charter in particular.

¹ Regulation (EU) 2016/399 of The European Parliament and of the Council of 9 March 2016 on a Union Code on the rules governing the movement of persons across borders (Schengen Borders Code).

² Regulation (EU) No 656/2014 of the European Parliament and of the Council of 15 May 2014 establishing rules for the surveillance of the external sea borders in the context of operational cooperation coordinated by the European Agency for the Management of Operational Cooperation at the External Borders of the Member States of the European Union.



Firstly, Malta is exercising full control and authority over the individuals being kept on board the vessels. It is clear that this is not a mere restriction of movement for the purposes of border control but a deprivation of personal liberty contrary to Article 6 of the Charter. Secondly, we contend that the right to asylum, guaranteed under Article 18 of the Charter, would be rendered theoretical and illusory when border control and surveillance results in the prevention of asylum-seekers from physically accessing and exercising their rights. Lastly, the persons on board do not have access to legal counsel or information, and do not have any access to an effective remedy for the rights that have been breached.

We also note Malta's request for funding from the European Union to cover the costs of the vessels out at sea³. We must underline the irony presented by a situation where – on the one hand – Malta is treating the persons on board the vessels as if they were wholly outside the protection afforded by national, European and international law whilst simultaneously seeking assistance from European Union to keep this situation afloat.

We wish to highlight the urgency of this matter, in view of excessive time spent at sea in inadequate conditions and without access to any legal assistance or asylum procedures. It is clear that Malta's actions sufficiently affect the interests of the European Union and are being carried out in pursuance of EU external border control. This, we believe, triggers the application of the Charter, in particular Articles 6, 18 and 47, and emphatically point out that the notion of fundamental rights does not end at the EU's external borders.

Whilst we appreciate the challenges faced by Malta in coping with the arrival by sea of asylum-seekers, we nonetheless stress that Malta's difficulties do not justify its disregard for its human rights obligations. In view of the above considerations, and of Malta's commitments as an EU Member State to the principles enshrined in the EU Treaties, we urge you to use your good offices and intervene with the Malta authorities in order to seek a swift resolution to this situation.

Yours Sincerely,


Katrine Camilleri
JRS Malta
Maria Pisani
Integra Foundation
Neil Falzon
aditus foundation

³ The Times of Malta, €1,000-a-day for Captain Morgan vessels to house migrants offshore - Government applies for EU funding to cover costs. <https://timesofmalta.com/articles/view/captain-morgan-vessels-housing-migrants-cost-300k-each-daily-791178>

Annex 1 – Timeline of events

Captain Morgan Europa II

1. On the night of Tuesday, **28 April 2020** a vessel with approximately 60 migrants aboard entered the Maltese SAR zone, as reported by NGO Alarm Phone at around 1am on Wednesday. Alarm Phone stated that it had reached out to the Armed Forces of Malta (AFM) to relay the coordinates of the vessel, however, the AFM was allegedly non-responsive to both calls and emails. Times of Malta was informed that the dinghy was believed to have departed from Libya on Monday (27 April) night. Sources involved stated that the EU's borders agency Frontex was also informed, and it sent a flight in order to establish visual confirmation of the boat in question. Alarm Phone also said that the private owned fishing boat *Dar El Salaam 1* (ex *Mar Fawazja*), which returned 31 survivors and 5 corpses to Libya shortly after Easter on the 15 April, was heading towards the migrant vessel. The *Dar El Salaam* that sails under the Libyan flag left from Valletta port on Tuesday evening at 19:19.
2. Alarm Phone reported on the morning of Wednesday, **29 April** that the migrants at sea were last spoken to at 9:20 am and they had survived the night. On this morning, the fishing vessel *Dar El Salaam 1* carried out the rescue of all 57 people aboard the dinghy. It was reported that the migrants were rescued safely under the coordination of AFM. Whilst this rescue operation was being conducted, it was reported that the government of Malta initiated official talks with the European Commission and all EU member states in order to arrange relocation of these migrants.
3. On **30 April**, the Maltese government decided to transfer the people rescued by *Dar El Salaam 1* the previous day onto a private ship, the *Europa II*, a Captain Morgan ship normally used for coastal cruising. Mattresses and food supplies were seen being loaded onto it in Sliema earlier that day. The *Europa II* left from Sliema on Thursday afternoon with a banner of the EU flag strung on its side with the words, *European Solidarity*, on it. The government stated that the *Europa II* would be anchored just outside territorial waters, 13 nautical miles from the coast, keeping the 57 migrants aboard until the European Union finds a solution and Malta receives concrete commitments from other Member States regarding the relocation of migrants. *Marine Traffic*, a popular vessel tracking website, shows the *Europa II*'s tracker in "out of range" since its AIS (automatic identification system) remained switched off.
4. On **1 May** (Friday), the Maltese government sent a letter to the European Commission, demanding a more "predictable and mandatory" relocation mechanism to be agreed upon in the upcoming EU migration pact. Malta claimed that a total of 128 pledges by Member States (122 of which were made in 2019) to relocate migrants rescued by Malta have yet to materialise, Portugal being the only EU country that offered to accept six of the migrants aboard *Europa II*. Prime Minister Abela stated that the Search and Rescue Convention which Malta is a signatory to clearly states that a country's obligation is to coordinate the rescue of people in distress, which Malta fully complied with. However, he claimed that nothing stops the state from using private assets when fulfilling such obligations. "We know our obligations and have always abided by them, but we will remain firm in saying that our ports are not safe for the disembarkation of rescued people and that we cannot guarantee the resources for such rescues", PM Abela said. He also noted that even though the EU was covering the expenses for the rescue

⁷ (Passenger License: 445 Passengers / L.O.A.: 34.7m / Engine: VM Diesel, 373KW x2 / Gross Tonnage: 209, Pleasure Craft and it's sailing under the flag of [MT] Malta.)

of the most recent group of migrants, Malta will be insisting for a lot more and was not so far satisfied with the ongoing discussions.

5. Asked by the Malta Independent newspaper what will happen to the migrants currently onboard the *Europa II* if an agreement with European countries is not reached, PM Abela seemed to take umbrage at the line of questioning: "I find it hard to understand how on such a nice day today, the start of a new normality for our people, you are only asking about immigrants. I think the subject has been exhausted." Prime Minister Abela stated that all those aboard were provided with the basic needs and the Red Cross provided the necessary medical check-ups.
6. On **2 May** UNHCR also called for greater coordination, solidarity and responsibility-sharing, in view of the increased movements of refugees and migrants in the Mediterranean Sea and despite the COVID-19 pandemic. In all cases, it called for a safe port for disembarkation to be provided without delay, together with a prompt agreement on how to share responsibility amongst States for hosting people. UNHCR reiterated its position that no one should be returned to Libya after being rescued at sea, due to the ongoing conflict in Libya, as well as the routine detention of disembarked migrants and asylum-seekers.
7. On **3 May**, the government reaffirmed its stance and reiterated that *Europa II* was going to stay moored out at sea until an acceptable agreement is reached with other Member States.
8. On **4 May**, an EU Commission spokesperson told the Times of Malta that the Commission was ready to coordinate relocation efforts for migrants held on the *Europa II* only after a disembarkation has taken place. The Commission spokesperson said that finding a place of disembarkation for the migrants was outside of its remit. Malta, however, continued to refuse bringing the migrants ashore and PM Abela stated that Malta would not allow the migrants to disembark before an agreement is reached within the EU. According to him, this was an unacceptable proposal and added that "we know what happens; they will be allowed in, and no solution will be found."
9. The Prime Minister stressed that the fact that these migrants are on a private vessel is another piece of proof of how the Maltese government always followed its obligations of coordinating rescue.

Captain Morgan Bahari

10. On **7 May**, Malta was involved in two rescue operations that picked up all 123 persons in distress within the country's SAR zone. In the first instance, the army's P52 patrol boat rescued 45 people (including 39 men, 3 women, one of whom was pregnant and 3 children, two of whom were aged 18 months and 2 years) from a dinghy. In the second instance, the rescue was carried out by a private fishing vessel coordinated by the AFM. The fishing boat picked up 78 migrants (including 68 men, 5 women, one of whom was pregnant, and 5 children).
11. Government sources said an exception for humanitarian reasons was made to bring ashore 18 women and children. However, the remaining 105 people were transferred onto a second chartered Captain Morgan vessel, the *Bahari*⁸. The *Bahari* set off shortly after 4 pm from Sliema on the same day in order to take the migrants aboard and anchored just outside Maltese territorial waters.

⁸ Passenger License: 300 Passengers, L.O.A.: 23.59m, Engine: Iveco Aifo Diesel, V8 x2, Gross Tonnage: 74.23, BAHARI (MMSI: 248000777) is a Pleasure Craft and it's sailing under the flag of [MT] Malta.

12. On **8 May**, the UN High Commissioner for Human Rights stated that rescued migrants being held on board ships outside territorial waters must be “urgently disembarked” and called for “restrictions on the work of rescuers to be lifted immediately. Such measures are clearly putting lives at risk... We are also aware of claims that distress calls to relevant Maritime Rescue Coordination centres have gone unanswered or been ignored, which, if true, seriously calls into question the commitments of the states concerned to saving lives and respecting human rights”.
13. It was reported that the EU Commission stated that for Malta to qualify for funds to maintain the rescue operation being carried out by the Captain Morgan vessels it has to observe all the legal conditions, including disembarkation.
14. On **9 May**, government sources told Times of Malta that Brussels would be notified that Malta would no longer commit any military assets to Operation Iridi. A senior government source said Malta would be using its veto to block the planned extension of Operation Iridi through the use of further military vessels. The source said the decision was partly motivated by the ongoing migration crisis, as Malta seeks to realign its position on the ongoing Libya conflict.
15. On **10 May**, a government spokesperson told reporters that Captain Morgan had been chosen to provide the two vessels as this was the company that offered the cheapest price. It is unclear what selection process was used and whether there was a public call for quotations. The Office of the Prime Minister said that it would be publishing the costs at the end of the operation and the government would keep on insisting that these costs should be covered by the EU.
16. Malta received a request from Brussels for details of the 162 rescued migrants kept on two ships just outside territorial waters. The information requested include the migrants’ names, date of births, their country of origin, their language and whether they have relatives in Europe.
17. On the same day, Public Health Superintendent Professor Charmaine Gauci stated that swab tests were being carried out among the migrants aboard the Captain Morgan vessels, as well as on the vulnerable migrants who were brought ashore on 7 May.
18. On **11 May**, Commissioner Mijatov called on Malta in a letter to give priority to humanitarian conditions, to demonstrate that it was saving the lives of those who were stranded out at sea and that it was guaranteeing a safe port.
19. PM Robert Abela told Parliament that each Captain Morgan vessel chartered by the government was costing around €3,000 per day.

Captain Morgan Atlantis

20. On the night of **14 May**, a third Captain Morgan ship, the *Atlantis*⁹, sailed out beyond Malta’s territorial waters and has been alongside *Bahari*. According to Times of Malta, the *Atlantis* was sent to replace *Bahari* at its current position (13 nautical miles east of Valletta).

⁹ Passenger License: 499 Passengers, L.O.A.: 39.6m; Engine: Iveco Aifo Diesels, 410kW x2; Gross Tonnage: 330. is a Pleasure Craft and it’s sailing under the flag of [MT] Malta

- ***Times of Malta***, 18 mai 2020, [Fresh standoff between Malta and Italy over rescued migrants](#)

Le RCC maltais a coordonné le sauvetage de 74 personnes migrantes en détresse dans sa zone SAR dimanche 17 mai, suite aux appels d'Alarm Phone. A quelques miles de Lampedusa mais dans la zone de responsabilité maltaise, l'AFM a demandé à un navire de pêche de leur porter secours. Depuis, une nouvelle impasse se cristallise autour du port de débarquement entre Malte et l'Italie (Lampedusa). Selon l'agence de presse ANSA, une femme enceinte de 9 mois et son mari, tous deux dans une situation critique, ont été transférés lundi 18 mai depuis le navire vers l'hôpital de Lampedusa. Depuis le sauvetage, ni Alarm Phone, ni l'AFM a de nouvelles concernant la localisation du navire.

- ***The Guardian***, 19 mai 2020, [Exclusive: 12 die as Malta uses private ships to push migrants back to Libya](#)

Un témoignage d'une passagère victime du *pushback* vers la Libye en avril 2020 a été recueilli par *The Guardian*, corroborant les accusations d'instrumentalisation des navires privés par le gouvernement maltais afin d'opérer des refoulements de personnes migrantes vers des zones de guerre. Selon les dires de la personne interrogée, un premier navire (Medkon Lines, transporteurs de containers battant pavillon turc) est passé près de leur embarcation sans même s'arrêter. Trois hommes se sont jetés à la mer pour attirer l'attention de l'équipage sur eux, et se sont noyés. Après 5 jours en mer, un avion maltais les a survolés sans pour autant leur porter assistance. Quatre autres personnes se sont alors noyées dans les heures suivantes, inconscientes par manque d'eau et de nourriture. Enfin, le Dar Al Salam 1, battant pavillon maltais, leur a porté secours. La témoin rapporte que l'équipage du Dar Al Salam 1 leur aurait affirmé qu'ils n'étaient « pas des secouristes, mais des Égyptiens travaillant pour Malte ». Le Dar Al Salam 1, ainsi que le Salve Regina et le Tremar, auraient tous été employés par Malte pour intercepter des personnes migrantes dans sa zone SAR. Deux personnes sont mortes au cours de l'opération de « sauvetage », puis trois autres à bord du Dar Al Salam, en route vers Tripoli. Une fois à bord, les rescapés ont supplié l'équipage de ne pas les ramener en Libye. En réponse, ils ont été enfermés à l'arrière du navire avec 4 bouteilles d'eau, puis l'équipage s'est enfermé dans la cuisine du navire et n'a libéré les personnes migrantes qu'à leur débarquement à Tripoli, avant qu'elles ne soient transférées à Tariq Al Sikka. Après être restés enfermés 48h, les migrants se sont arrivés à Tripoli et ont été placés en détention.

- ***Times of Malta***, 19 mai 2020, [Migrants aboard Captain Morgan boat are on hunger strike - NGO](#)

Les personnes détenues sur l'un des navires de croisière *Captain Morgan* dans la zone SAR maltaise, depuis maintenant plusieurs semaines, sont entrées en contact avec l'ONG Alarm Phone. Une grève de la faim générale a commencé il y a quelques jours à bord, et certaines personnes ont tenté de se suicider. Dans un tweet, Alarm Phone a appelé Malte à ouvrir les yeux sur ces « cris désespérés depuis ses prisons *offshore* ». Les détenu.e.s affirment que l'anxiété et la dépression se sont démultipliées à bord, en plus d'un stock insuffisant de nourriture et de services médicaux. Alarm Phone n'a pas spécifié duquel des deux bateaux de croisière *Captain Morgan* provenait l'appel. L'OPM n'a pas souhaité commenter, Abela défendant cette opération qui, selon lui, « respecte les obligations internationales en termes de coordination de sauvetages ».

- **Alarm Phone**, 20 mai 2020, Malta's Dangerous Manoeuvres at Sea

Dans ce dossier, Alarm Phone recoupe les témoignages oraux et vidéos des opérations de sauvetage (ou non-opération) qui ont eu lieu dans la zone SAR maltaise entre le 8 et le 12 avril 2020. Au cours de la première quinzaine d'avril, quatre navires en détresse ont signalé leur présence en Méditerranée centrale à Alarm Phone, demandant de l'aide d'urgence. Le premier, avec 47 personnes à bord, a été abandonné par le RCC maltais pendant plusieurs jours, jusqu'à ce que l'Aita Mari de l'ONG espagnole Maydayteraneo leur porte secours. Le deuxième, avec 77 personnes, a atteint la Sicile de manière autonome le 13 avril. Une troisième embarcation, avec 63 personnes à bord, a été refoulée par un navire privé mandaté par Malte vers Tripoli le 15 avril. 12 personnes ont perdu la vie. Un quatrième bateau, avec 101 personnes, a atteint les côtes de Pozzallo, en Sicile, le 12 avril. Les passagers avaient appelé Alarm Phone et estimé que 85 personnes se trouvaient à bord. Alarm Phone retrace ici les étapes qu'ont rencontrés ces derniers passagers, et le rôle de l'AFM dans leur traversée vers la Sicile. Leur arrivée à Pozzallo a généré beaucoup d'interrogations, car leur point de départ (Zliten, à l'est de Tripoli) est éloigné de 470 km, distance difficilement franchissable avec un bateau pneumatique. Le maire de Pozzallo, Roberto Ammatuna, avait alors affirmé que la nouvelle « stratégie des trafiquants » était d'avancer les personnes migrantes à bord d'un bateau plus important et sécurisé sur les premiers kilomètres, puis de les abandonner à bord d'une embarcation pneumatique.

Ce qu'Alarm Phone démontre, c'est que le rôle de « trafiquants » a en réalité été joué par les forces armées maltaises dans leur zone SAR. Plutôt que de porter secours et de laisser débarquer des personnes en détresse, elles les ont aidées à traverser la zone SAR jusqu'à la Sicile : Malte a été le *smuggler*.

Les personnes en question ont appelé Alarm Phone pour la première fois le 10 avril à 22:30. Après ce premier appel de détresse, l'ONG n'a plus réussi à entrer en contact avec elles. Elles ont quitté la Libye le 8 avril au soir, en direction du nord. En mer, elles ont croisé des navires marchands qui ne se sont pas arrêtés pour leur porter secours. Le troisième jour de la traversée, les passagers ont aperçu l'archipel se dessiner au loin. Un navire commerçant apparemment turc se serait approché d'eux, le capitaine leur aurait confirmé que Malte n'était qu'à quelques kilomètres (30 min). Il a refusé de les y emmener. Un autre navire est ensuite arrivé (blanc, pas d'informations supplémentaires). L'équipage a distribué 101 gilets de sauvetage sans leur adresser la parole et les a abandonnés en mer. Enfin, le navire P02 de l'AFM s'est approché. Selon les témoignages des personnes à bord, les officiers de l'AFM leur auraient indiqué les coordonnées GPS de la Libye sur leur téléphone satellite, leur demandant oralement d'y retourner. L'AFM les aurait également menacé et tracté l'embarcation vers le sud. Plusieurs personnes ont alors sauté de l'embarcation par peur (voir vidéo Alarm Phone Youtube). Le P02 a alors commencé à manoeuvrer de manière très dangereuse, passant très près des personnes qui avaient sauté à l'eau, créant du remous et déstabilisant l'embarcation pneumatique. Le P02 aurait également été utilisé comme rempart pour empêcher les passagers de nager jusqu'à Marsa. 20 à 25 personnes se débattaient en mer, avec des vêtements lourds qui les attiraient vers le fond, la plupart ne sachant pas nager. L'AFM leur aurait alors lancé des cordes, afin d'attacher l'embarcation au P02. Les personnes en mer sont retournées sur l'embarcation pneumatique. Un second navire de l'AFM serait alors arrivé, et un officier aurait annoncé aux migrants.e.s que Malte leur était fermée à cause du COVID 19. Ils les auraient directement menacés avec des armes, forçant toutes les personnes à l'eau à remonter à bord de l'embarcation sous 30min (en réponse de quoi ils leur tireraient dessus). L'un des témoins a compté au moins six armes braquées sur eux. Une fois à bord, l'AFM aurait distribué 35 petites bouteilles

d'eau, puis commencé à tracter l'embarcation. Un autre témoin affirme qu'un avion était présent, arrivé depuis Malte. Après leur avoir répété plusieurs fois qu'ils ne voulaient pas retourner en Libye, les personnes à bord auraient reçu un moteur et 40 litres de carburant pour l'alimenter, car le leur était hors d'usage. L'AFM a alors inséré les coordonnées GPS de l'Italie dans leur téléphone satellite en leur demandant de continuer la traverser vers la Sicile. L'opération se serait déroulée sur plusieurs heures. L'un des témoins affirme que la distribution d'eau aurait eu lieu à 11h, et la décision de ne pas les renvoyer en Libye, vers 14 ou 15 heures. Des instructions très précises auraient été données avec un compas, afin d'atteindre la Sicile. Le lendemain, les migrants atteignaient l'Italie. Selon plusieurs témoins, la traversée entre Malte et l'Italie aurait été escortée par une embarcation de l'AFM (un navire orange, non identifié) pendant quelques temps.

Alarm Phone a rédigé et envoyé une liste de questions aux autorités maltaises, italiennes et européennes afin d'avoir des éclaircissements sur ces épisodes.

- **Malta Today**, 20 mai 2020, Malta gives ultimatum to EU with threat to veto Irini commander-in-chief choice

Malte a menacé de poser son veto à la nomination du nouveau commandant des forces de l'opération Irini si l'UE ne met pas en place un plan de relocalisation des personnes détenues sur les navires de croisière *Captain Morgan*. Jusqu'à présent, seule la France a accepté la relocalisation de 30 personnes sur les 162 détenues en mer. A moins qu'une relocalisation effective soit annoncée avant vendredi 22 mai, Malte posera son veto et bloquera la nomination de l'italien Ettore Socci, qui devait devenir commandant de la force de la mission Irini, troisième fonctionnaire le plus important dans la chaîne de commandement.

- **Aditus**, 20 mai 2020, The ill-treatment aboard the Captain Morgan ships must be stopped at once!

Un communiqué conjoint d'Aditus et co-signé par 29 autres ONG appellent le gouvernement à mettre fin à la détention *de facto* des personnes migrantes en mer, certaines depuis maintenant trois semaines. D'après les informations relayées par Alarm Phone, une grève de la faim a été entreprise et certains détenus/passagers ont tenté de mettre fin à leurs jours. En parallèle, Aditus appelle l'UE à mettre en place un système de solidarité entre EM pour relocaliser de manière efficace les personnes migrantes débarquant à Malte.

- **Times of Malta**, 20 mai 2020, Just two EU member states have offered to relocate migrants this year

Deux États membres ont formulé la promesse d'accueillir des personnes migrantes ayant débarqué à Malte depuis le début de l'année 2020. Le Portugal a offert d'accueillir 6 personnes, tandis que la France s'engage à transférer 30 personnes sur son territoire.

- **Times of Malta**, 20 mai 2020, Relatives hold Malta responsible for migrants' death, demand payment of damages

Les frères et sœurs de deux des douze victimes noyées en zone SAR maltaise en avril 2020 avant le pushback organisé vers la Libye ont porté plainte contre le PM Abela, le ministre de l'Intérieur Byron Camilleri et contre le commandant de l'AFM pour ne pas les avoir secourues. Il et elle réclament des dommages et intérêts et sont prêts à faire appel jusqu'aux plus hautes instances

juridiques internationales si nécessaire. Les plaignants résident aux Pays-Bas et en Suède et affirment que le décès de leur frère est lié à un dysfonctionnement des autorités maltaises vis-à-vis de leurs obligations en termes de droit maritime et de DH. La plainte, signée par les avocats Paul Borg Olivier et Evelyn Borg Costanzi, a été déposée dans le First Hall du tribunal civil. Une requête urgente a également été déposée dans les archives de l'enquête pénale actuellement menée par J. Misfud vis-à-vis des opérations de sabotage menées par l'équipage du P52 de l'AFM, déclarant qu'ils avaient un intérêt dans cette affaire. Ils ont également requis que le magistrat entende les témoignages des survivants. Repubblica a déposé une note dans le dossier de l'enquête, attirant l'attention de Misfud sur la vidéo relayée par Alarm Phone de l'opération dangereuse menée par l'AFM avant d'aider des personnes migrantes à continuer leur route depuis les côtes maltaises vers la Sicile.

- **Malta Today**, 21 mai 2020, [Armed Forces refuses to disclose details of denied rescue to Pozzallo migrants](#)

Suite à la diffusion de la vidéo de l'AFM et des questions qui y sont liées par Alarm Phone, les forces armées maltaises refusent de divulguer les détails liés à la non-opération de sauvetage/d'aide au passage « illégal » vers l'Italie.

- **UNHCR press release**, 21 mai 2020, [UNHCR, IOM, urge European states to disembark rescued migrants and refugees on board the Captain Morgan vessels](#)
- **Human Rights Watch**, 22 mai 2020, [Malta: Disembark Rescued People](#)
- **Times of Malta**, 22 mai 2020, [Bring in the 160 migrants on Captain Morgan vessels - UNHCR, IOM, HRW](#)
- **Malta Today**, 22 mai 2020, [HRW calls for infringement proceedings over Captain Morgan 'water prisons'](#)

Le HCR, l'OIM et HRW ont réclamé que Malte et les autres États membres de l'UE « accélèrent leurs efforts » afin de permettre aux personnes détenues en mer sur les navires *Captain Morgan* de débarquer dans un port sûr. Les deux organisations internationales et l'ONG affirment qu'il est « inacceptable de laisser ces individus en mer plus longtemps que nécessaire, d'autant plus dans des conditions difficiles et inadaptées ». Réagissant à la vidéo diffusée par Alarm Phone, les organisations internationales ont rappelé aux États que leurs « obligations ne pouvaient pas être abandonnées en échange d'aide en mer et de provision de carburant ». Le HCR et l'OIM appellent également à la mise en place d'un mécanisme de relocalisation prévisible et rapide et d'une coopération effective pour les retours dans les pays d'origine (et/ou de transit) lorsque la personne est déboutée du droit d'asile. L'initiative de la France, qui aurait accueilli 17 personnes relocalisées depuis Malte mercredi 20 mai 2020, a été applaudie par le HCR et l'OIM.

Quant à HRW, l'ONG s'indigne que le gouvernement maltais utilise des personnes illégalement détenues en mer comme moyen de pression contre les autres EM de l'UE. L'UE et ses EM ne doivent pas seulement accepter la relocalisation des personnes migrantes, mais également fermement condamner les autorités maltaises pour la privation arbitraire de liberté ainsi que pour la violation du droit de la mer et des standards de l'UE en matière d'asile.

- ***Aditus press release***, May 22nd, 2020, Legal update on the Captain Morgan incident

Aditus, le JRS Malte et la fondation Integra ont déposé trois plaintes concernant la situation de 167 personnes détenues illégalement en dehors des eaux territoriales maltaises, à bord des navires privés Europa II et Atlantis (tous deux appartenant aux navires de croisière Captain Morgan). Ces plaintes sont basées sur l'affirmation que l'action de Malte a violé de nombreux articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (droit de ne pas être soumis à la torture ou à des traitements cruels, inhumains ou dégradants / droit à la liberté et à la sécurité de la personne / droit d'être traité avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine / droit à un recours effectif / droit de demander et de bénéficier de l'asile contre la persécution). Deux plaintes sur trois ont été adressées au rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des migrants et au groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire. La dernière plainte pour violation du droit de l'UE a été déposée auprès de la CE, déclarant que Malte ne respectait pas ses obligations concernant le traité sur le fonctionnement de l'UE (article 77, paragraphe 1, point b)) et le code des frontières Schengen (article 4 : les États membres agissent dans le plein respect du droit de l'UE, du droit international et des obligations liées à l'accès à la protection internationale -> aucun respect de la Convention de Genève de 1951 ni de la Charte des droits fondamentaux de l'UE).

- ***Times of Malta***, 22 mai 2020, Malta will not become Europe's crisis centre for migrants - Evarist Bartolo

Jeudi 21 mai, le ministre des Affaires étrangères Evarist Bartolo annonçait, dans une vidéo postée sur FB, que Malte ne « deviendra pas le centre de crise européenne pour les migrants ». Cette vidéo a été postée suite à la demande officielle formulée par l'ONU (HCR et OIM) auprès de Malte pour qu'elle laisse les 162 personnes bloquées sur les navires *Captain Morgan* débarquer sur son territoire. La rhétorique de crise et de victimisation reste inchangée : Malte respecterait les principes de solidarité et de sauvetage en mer, mais elle serait laissée pour compte par le reste de l'UE. Dans les trois premiers mois de janvier, le nombre d'arrivées par la Méditerranée centrale aurait augmenté de 438% selon le ministre, qui répète que seuls 8 EM ont accepté de relocaliser une petite partie des personnes débarquées à Malte depuis 2005.

- ***Times of Malta***, 23 mai 2020, Malta rescues another 140 migrants, charters third tourist boat

L'AFM a porté secours à 140 personnes en détresse dans la zone SAR maltaise vendredi 22 mai. Un petit groupe composé de mineurs et de leurs parents, ainsi que de femmes enceintes ont pu débarquer à Malte dans la foulée. Le reste a été transféré à bord d'un troisième navire de croisière *Captain Morgan*, toujours à l'extérieur des eaux territoriales maltaises. Le Bahari, qui avait été relayé par l'Atlantis quelques jours auparavant, est ainsi retourné s'ancrer à 13 miles de l'archipel pour « accueillir » 121 personnes. Cela fait donc trois navires privés et 350 personnes illégalement détenues en mer par le gouvernement de Robert Abela.

- ***Malta Today***, 23 mai 2020, From tourist ferries to water prisons: AFM keeps press away from Captain Morgan boats

Les journalistes de *Malta Today* se sont rendus sur la Hurds Bank afin d'interviewer des personnes à bord des navires touristiques *Captain Morgan*. Ils en ont été empêchés par l'AFM, qui leur a ordonné de rester à un mile nautique de distance du *Captain Morgan*.

- ***Times of Malta***, 25 mai 2020, 78 migrants adrift in Malta's search and rescue zone - NGO

78 personnes se trouvent à bord d'une embarcation en détresse depuis 4 jours selon Alarm Phone. Après avoir fui la Libye, elles se trouvent désormais dans la zone SAR maltaise. Cette fois-ci, Alarm Phone a réussi à entrer en contact avec l'AFM, qui a confirmé la présence de l'embarcation. Le navire marchand Leo 1 a reçu l'ordre de leur porter secours, l'AFM abandonnant quasiment définitivement toute opération de sauvetage, se contentant d'organiser la coopération des secours sans possibilité de débarquement dans un port sûr pour les personnes rescapées.

- ***Times of Malta***, 25 mai 2020, Some 400 migrants land on beach in southern Sicily

400 personnes, *a priori* tunisiennes, ont atteint la Sicile à bord de deux embarcations dimanche 24 mai selon l'ANSA. Cela fait plusieurs années que des arrivées comme celle-ci n'étaient plus observées en Sicile, lesdits « passeurs » évitant l'Italie (rôle de l'AFM là-dedans ???). Le même jour, 52 personnes principalement originaires d'Afrique subsaharienne ont débarqué sur l'île de Linosa, au sud de Lampedusa. Selon les chiffres donnés par le ministère de l'intérieur italien, 4 445 personnes seraient arrivées en Italie depuis le début de l'année (de manière régulière, irrégulière, les deux ?).

- ***The Irish Times***, 25 mai 2020, Migrant who failed to reach Europe dies in Libyan detention centre

Il y a quelques jours, MSF rapportait le décès d'un homme érythréen dans le centre de détention de Zintan, en Libye. Il avait tenté la traversée vers l'Europe au début de l'année 2018, mais avait été intercepté par les GCL et placé en détention. Selon MSF, la chaleur étouffante dans le centre (42 degrés) serait la cause probable de son décès. Depuis septembre 2018, 25 personnes ont perdu la vie dans ce seul centre de Zintan. Le dernier cas recensé était en mars, lors d'un incendie. Plus de 3000 personnes ont été interceptées en mer et refoulées en Libye par les GCL depuis le début de l'année 2020. Dans le contexte du coronavirus, les conditions de détention déjà inhumaines deviennent toujours plus insupportables : les restrictions de déplacement ralentissent les arrivées de nourriture et autres produits de première nécessité, même s'ils ont toujours été distribués en quantité moindre dans les centres. A Zintan, les personnes détenues affirment que l'eau et la nourriture ont été rationnés.

- ***Times of Malta***, 26 mai 2020, Libyan authorities intercept boat carrying 400 migrants

Selon Evarist Bartolo, 400 personnes auraient été interceptées en mer par les GCL avant qu'elles ne pénètrent la zone SAR maltaise au cours des derniers jours. Dans une nouvelle publication FB, devenue un rituel depuis l'ouverture des enquêtes contre le gouvernement d'Abela, il a salué le travail des garde-côtes, sans mentionner les conditions de détention vers lesquelles sont renvoyées les personnes refoulées en mer. Selon ses chiffres (quelle source ?), les « passeurs » et autres « trafiquants » auraient « envoyé » plus de 7000 personnes migrantes traverser la Méditerranée centrale, tandis que les GCL en auraient intercepté 3000. Bartolo a également réaffirmé que de bonnes relations diplomatiques liaient Malte au GNA, le gouvernement de Fayed El Sarraj reconnu par l'ONU. Bartolo a également appelé la communauté internationale à coopérer avec les Libyens afin de gérer des centres de détention « plus humains » pour que les personnes migrantes puissent directement demander l'asile sur le sol libyen et en être déboutées, puis refoulées vers leur pays

d'origine ou vers un pays dit de transit. Ailleurs en Europe, cette proposition avait déjà été soulevée il y a quelques années par Emmanuel Macron, qui voulait transformer les centres de la mort libyens en véritables *hotspots* hors UE, dans lesquels les exilés auraient pu déposer leur DA pour l'Europe. Bartolo, à la manière du gouvernement grec de Kyriakos Mitsotakis, a affirmé que la plupart des personnes traversant la Méditerranée centrale ne fuyaient pas la guerre ou les persécutions (alors qu'elles sont détenues en Libye, WTF) mais qu'il s'agissait principalement de migrants économiques dont l'accès à l'Europe devait être empêché.

- ***Times of Malta***, 26 mai 2020, [State migrant welfare agency requests access to Captain Morgan ships](#)

L'AWAS a requis un accès aux détenus des navires *Captain Morgan* en mer auprès du gouvernement, notamment suite aux appels d'Alarm Phone qui alertait sur des tentatives de suicide et une grève de la faim à bord. Des journalistes ont tenté de démentir ces déclarations en publiant des photos et vidéos des passagers riant et dansant à bord. Selon une source de l'AWAS, le manque d'accès aux navires (notamment vécu par les journalistes du *Malta Today*) pourrait éveiller des suspicions vis-à-vis de possibles mauvais traitements à bord, suspicions que le gouvernement essaierait de taire. *Times of Malta* a également demandé l'accès aux navires afin d'y interviewer les détenus, ce qui lui a été refusé. Le journal n'a pas pu vérifier de manière indépendante les vidéos en question. Selon ses informations, le *Health Department* ne s'est toujours pas rendu sur les navires, contrairement à des humanitaires et volontaires de la Croix Rouge.

- ***Infomigrants***, 26 mai 2020, [Italy: Court confirms that Italy's ports aren't 'safe'](#)

Le tribunal administratif de Lazio a rejeté un appel formulé par l'ARCI pour suspendre le décret par lequel le gouvernement italien a considéré ses ports comme « non sûrs » face à la pandémie. Le décret interministériel avait été pris le 7 avril 2020. Le TAR s'est déclaré non compétent face au jugement de l'hypothétique « violation du droit international maritime et du droit d'asile ». Les juges doivent examiner l'appel en juillet 2020.

- ***Malta Today***, 27 mai 2020, [More migrants transferred onto Captain Morgan ships, 'majority' come from 'safe' countries](#)

Une porte-parole du ministère de l'Intérieur maltais a affirmé que « la majorité » des personnes détenues à bord des navires *Captain Morgan* étaient originaires de « pays sûrs », parmi lesquels le Bangladesh, le Maroc, le Nigeria, la Côte d'Ivoire et d'autres pays d'Afrique de l'ouest considérés comme sûrs et qui, la plupart du temps, ne se voyaient pas attribuer l'asile en Europe ... Une façon de justifier la détention illégale de personnes qui, selon le droit de l'UE, doivent être débarquées dans un port sûr et y pouvoir déposer une demande d'asile dans les plus brefs délais ?

- **Malta Today**, May 28th, 2020, Robert Abela in Tripoli to meet GNA leader Fayez al-Sarraj for talks on immigration

Le jeudi 28 mai, le Premier ministre Robert Abela a quitté Malte pour sa première visite diplomatique à l'étranger. Il doit rencontrer le Premier ministre libyen, le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'intérieur à Tripoli. Selon des sources de l'OPM, les discussions porteront sur l'immigration et la coopération entre la Libye et Malte pour renforcer "les contrôles libyens sur les réseaux de trafic d'êtres humains". Cette nouvelle étape est importante dans l'évolution des relations entre Malte et la Libye, surtout après que Malte a décidé d'utiliser son veto contre l'opération européenne Irini, qui vise le trafic d'armes vers Tripoli. L'accord secret conclu par Neville Gafà au cours de l'été 2018 avec les garde-côtes libyens pourrait être discuté et renforcé.

- **Times of Malta**, May 28th, 2020, Malta commissions fourth tourist boat as 425 migrants held offshore

Un quatrième bateau touristique a été mis en service pour détenir un nouveau groupe de migrants secourus par l'AFM dans la zone de la SAR de Malte. Le Jade, de l'opérateur Supreme Cruises, a quitté Malte hier pour jeter l'ancre près des bateaux du Capitaine Morgan et "accueillir" 75 personnes. Le gouvernement a demandé un bateau pouvant accueillir jusqu'à 250 personnes, car les migrants tentent de plus en plus de traverser la Méditerranée centrale depuis la Libye à cette époque de l'année, en raison de conditions météorologiques favorables. Le Jade a été conçu pour transporter 500 passagers lors d'un voyage d'une journée à destination de Comino et Gozo. Il peut emporter jusqu'à 250 matelas. Les hommes secourus par l'AFM mercredi soir ont d'abord été placés sur l'un des navires du Capitaine Morgan avant d'être transférés sur le Jade. L'alerte a été donnée à l'AFM par Alarm Phone, qui a témoigné qu'après 10 heures, aucun sauvetage n'était en vue. Le gouvernement maltais détient maintenant illégalement jusqu'à 425 personnes dans sa zone SAR.

- **Infomigrants**, May 28th, 2020, 98 migrants returned to Libya after being rescued by commercial ship
- **Infomigrants**, 28 mai 2020, Une centaine de migrants débarquent en Libye après trois jours d'attente en mer

98 personnes, échouées dans la Méditerranée centrale, ont été secourues par un navire commercial portugais, le MS Anne, puis sont rentrées en Libye via les garde-côtes libyens après deux nuits passées à bord. Toutes ont été emmenées dans un centre de détention en Libye après leur débarquement.

- **Times of Malta**, May 28th, 2020, Malta-Libya deal sets up centres 'against illegal migration'
- **Malta Today**, May 28th, 2020, Robert Abela in Tripoli: Malta, Libya agree on coordination units to tackle migration

La réunion inopinée entre les gouvernements maltais et libyen à Tripoli le 28 mai a abouti à l'adoption d'un protocole d'accord entre les deux parties. Ce nouvel accord prévoit la création et la mise en place d'unités de coordination communes à La Valette et à Tripoli pour "s'attaquer à la crise des migrations". Ces unités doivent "faciliter la communication" entre elles lors des missions de recherche et de sauvetage en Méditerranée. Elles devraient être ouvertes et commencer à fonctionner dans les prochaines semaines. Leur principal objectif serait de systématiser les

refoulements illégaux vers la Libye entre l'AFM et les garde-côtes libyens, en complément de l'accord déjà existant conclu par Neville Gafà en 2018. Au cours de la réunion, les deux dirigeants ont discuté de l'opération IRINI et Malte a reconfirmé sa position de "pont" entre la Libye et l'Union européenne, rôle qu'elle a tenu pendant des années jusqu'à la chute de Kadhafi en 2011. Malte a également souligné la nécessité de "s'attaquer à la traite des êtres humains et d'y mettre fin", tant en Méditerranée que dans le sud de la Libye, plutôt que de se concentrer sur la délocalisation de ressortissants de pays tiers vers les pays voisins de la Libye. L'accord stipule également que Malte soutient la Libye en matière d'assistance financière par le biais du prochain cadre financier pluriannuel.

- **Reuters**, May 28th, 2020, [Libya's Tripoli government says 30 migrants killed in revenge attack](#)

Le jour où Malte a conclu un accord avec la Libye pour systématiser les refoulements illégaux de migrants en Méditerranée, 30 migrants ont été tués et 11 blessés à Mizda, dans le sud de Tripoli. Ces personnes, originaires du Bangladesh et de pays africains, ont été massacrées par vengeance par la famille d'un trafiquant libyen. Le porte-parole libyen de l'OIM, Safa Msehli, a transmis cette information sur Twitter, afin d'obtenir plus de détails sur cette tragédie.

- **The Guardian**, 29th May, 2020, [Italy considers charges over Malta's 'shocking' refusal to rescue migrants](#)

Le bureau du procureur italien pourrait ouvrir une enquête contre Malte pour "aide à l'immigration illégale" après que l'AFM ait fourni aux personnes à bord d'un bateau en caoutchouc du carburant et un nouveau moteur et les ait aidées à traverser vers la Sicile, plus précisément vers Pozzallo. Les autorités italiennes ont également indiqué que "Malte s'est souvent soustraite aux obligations énoncées dans les conventions internationales sur le sauvetage en mer". Italia Viva, le parti politique fondé par Matteo Renzi en 2019, va soulever la question à Bruxelles.

- **Times of Malta**, May 30th, 2020, [Inquiry into migrant deaths clears Prime Minister of homicide claims](#)
- **Malta Today**, May 30th, 2020, [Magistrate throws out Repubblika complaint of homicide in migrant rescue](#)
- **Malta Today**, May 31st, 2020, [Repubblika: Migrant death complaint was necessary in face of government silence](#)

L'enquête a blanchi le Premier ministre, le brigadier et l'équipage du patrouilleur P52 (AFM) d'un homicide. Les deux plaintes ont été déposées par les quatre avocats de l'ONG Repubblika. Dans une enquête de 420 pages publiée par le gouvernement samedi après-midi (30/05), il est confirmé que le magistrat qui a mené cette enquête (Joe Misfud) a conclu que les allégations n'étaient pas fondées sur des preuves. Au lieu de cela, le magistrat a demandé à l'unité antiterroriste de la police d'enquêter sur un trafiquant présumé dont le numéro de téléphone portable a été trouvé en possession d'un des migrants secourus. Les informations fournies par Repubblika, *l'Avvenire*, le *New York Times*, le *Guardian* et *Alarm Phone* ont été recoupées et n'ont pas semblé correspondre. Les preuves fournies par Repubblika au magistrat une fois l'enquête ouverte semblaient contredire les affirmations faites par *Alarm Phone* dans son tweet. Selon le gouvernement, l'équipage du P52 n'était pas en mission de sauvetage le jour mentionné. De plus, le gouvernement d'Abela a déclaré que l'enquête avait conclu qu'il devrait y avoir un protocole clair sur la manière dont les migrants

secourus sont transférés dans d'autres États membres de l'UE (ce qui n'était pas le but de l'enquête...). En bref, cette enquête et les conclusions qu'elle fournit ressemblent à un discours de propagande typique du gouvernement maltais : Malte respecte ses obligations internationales, elle devrait être aidée par l'UE pour un principe de "partage des charges", et la véritable culpabilité est le fait des "passeurs".

La première réaction de Repubblika a été de rappeler que son premier objectif était d'ouvrir une "réclamation", et non une "allégation de culpabilité", après un silence de 10 jours du gouvernement après la mort de 12 personnes dans la zone SAR de Malte. L'ONG voulait "chercher et rassembler des preuves" sur ce qui se passait dans la région méditerranéenne.

Juin

- ***Times of Malta***, June 3rd, 2020, 'Keep your lights off, so they don't fire a rocket': inside the Libya pushback

Le capitaine d'un navire marchand mandaté par l'État maltais pour opérer un *pushback* a témoigné de l'intensité des combats entre les deux pouvoirs rivaux à Tripoli. Le gouvernement d'El-Sarraj, lors du débarquement, lui a demandé d'éteindre ses lumières pour ne pas être ciblé par un tir de rocket dans le port de Tripoli. Les personnes migrantes ont pourtant, elles, débarqué. Le magistrat Joe Mifsud, en charge de l'examen de la plainte déposée par Repubbika à l'encontre d'un brigadier de l'AFM, de l'équipage du P52 et du PM, a entendu Domenic Tanti, propriétaire du Salve Regina, navire mandaté par Malte pour effectuer le pushback en Méditerranée centrale. Il a affirmé avoir voulu fuir la Libye le plus rapidement possible, aux vues de la dangerosité de la situation dans le port de Tripoli.

- ***Times of Malta***, June 3rd, 2020, Young men sit and wait aboard Malta's offshore detention centres

Un photographe du *Times of Malta* est parvenu à se rapprocher des quatre prisons flottantes pour migrants à l'est de Malte. L'AFM lui a interdit de s'approcher davantage et de prendre des clichés.

- ***Times of Malta***, June 3rd, 2020, Migrants demand 'freedom' at Marsa centre protest

Le mardi 2 mai au matin, un groupe de migrants détenus s'est réuni à Marsa pour demander leur libération, en criant sans cesse "liberté". L'un d'entre eux a sauté par-dessus une clôture pour se rendre dans le canal voisin. La police était présente et a déclaré qu'aucun blessé n'avait été signalé.

- ***Malta Today***, June 3rd, 2020, Maltese official to be posted in Libya in fight against 'illegal immigration'

Suite à l'adoption d'un nouveau protocole d'accord (valable pour trois ans) par Malte et la Libye la semaine dernière, les deux centres (à La Valette et à Tripoli) seront opérationnels à partir du 1er juillet 2020. Trois fonctionnaires seront en poste à La Valette : deux Maltais nommés par le gouvernement et un Libyen nommé par l'Assemblée nationale. Trois autres opéreront en Libye : deux Libyens nommés par le GNA et un Maltais nommé par l'OPM. Les deux centres seront financés par le gouvernement maltais, qui demandera à la Commission européenne et aux autres États membres de l'UE d'augmenter leur soutien financier pour "aider le GNA". Ce financement viserait également les frontières méridionales de la Libye. En outre, Malte proposera le financement de navires supplémentaires pour "intercepter et suivre les activités de traite des êtres humains". Un député a demandé au ministre des affaires étrangères Bartolo pourquoi la presse n'était pas présente lors de la signature du protocole d'accord. Le ministre a répondu qu'un certain nombre de problèmes de sécurité avaient été signalés, l'aéroport de Tripoli étant une cible régulière. Cependant, la sécurité du migrant lorsqu'il est refoulé vers la Libye ne semble pas lui poser de problème.

- **CoE, Commissioner for Human Rights' statement**, June 4th, 2020, Immediate action needed to disembark migrants held on ships off Malta's coast

Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic, a publié une nouvelle déclaration demandant instamment à Malte de mettre fin à la situation de plus de 400 personnes détenues illégalement en mer depuis plus d'un mois. Tout d'abord, elle exhorte le gouvernement à "accorder aux organismes de contrôle et aux agences qui fournissent une assistance et une protection un accès aux personnes secourues" (HCR, AWAS, assistance juridique). Elle avertit également que l'absence de recours contre cette détention et sa durée indéterminée pourraient violer l'article 5 de la CEDH (droit à la liberté). En outre, la commissaire réitère qu'aucune action ne devrait entraîner le retour de personnes en mer dans des lieux où elles sont confrontées à de graves violations des droits de l'homme, soulignant sa position selon laquelle toute coopération avec les autorités libyennes devrait être suspendue. Néanmoins, Malte vient de signer un nouveau protocole d'accord avec l'Autorité nationale palestinienne afin de repousser ou de retirer systématiquement tout migrant qui tenterait de traverser la Méditerranée centrale depuis la Libye.

- **Malta Today**, June 6th, 2020, All four boats carrying 425 asylum seekers to dock in Malta
- **Times of Malta**, June 6th, 2020, Migrants allowed to disembark from tourist boats amid takeover fears

Le samedi 6 juin, dans la nuit, le gouvernement maltais a annoncé que les 425 personnes détenues sur quatre navires de croisière dans la zone SAR seront autorisées à débarquer sur l'île. Cette décision serait intervenue après les protestations des migrants à bord d'Europa II (160 personnes), qui sont détenus illégalement depuis cinq semaines, confrontés à de mauvaises conditions météorologiques et souffrant de détresse psychologique. Les membres de l'équipage d'Europa II se sont donc plaints d'avoir été placés dans une situation impossible par le gouvernement. L'Europa II a accosté à Boiler Wharf dans la nuit de samedi à dimanche. Une source gouvernementale a rejeté la responsabilité sur les personnes détenues illégalement, arguant qu'elles "menaçaient de commander le navire" et de "brûler le bateau". Les personnes à bord ont été secourues en mer entre le 30 avril et le 7 mai. Officiellement, le gouvernement maltais a autorisé le débarquement afin de ne pas "mettre en danger la vie de l'équipage", tout en rejetant une nouvelle fois la responsabilité sur les autres États membres de l'UE et leur "manque d'action et de solidarité".

- **Times of Malta**, June 7th, 2020, Stranded migrants grabbed knives, threatened to blow up gas cylinder - Abela
- **Malta Today**, June 7th, 2020, Captain Morgan crew asked to be saved, migrants threatened to blow up gas cylinder - PM

Invité et interviewé sur ONE TV dimanche, le Premier ministre Abela a expliqué sa décision d'autoriser le débarquement des personnes détenues sur Europa II, après une soi-disant "menace" des migrants, qui "feraient exploser une bouteille de gaz et brûleraient des déchets" après avoir eu accès à la cuisine du navire. Le Premier ministre a déclaré qu'il avait choisi "de ne pas laisser l'armée monter à bord du navire et en prendre le contrôle". Il a également insisté sur le fait qu'avant cet incident, le gouvernement n'avait toujours pas l'intention d'autoriser les gens à entrer dans ses ports, prévoyant de "continuer à tenir bon jusqu'à ce que la réinstallation ait lieu". Les migrants ont apparemment donné une sorte d'"ultimatum" au gouvernement, qui avait 30 minutes pour les laisser entrer, faute de quoi ils "prendraient le contrôle du navire et kidnapperaient son équipage". Par cette déclaration, Abela criminalise toujours les migrants, alors qu'ils sont confrontés à des violations des

droits de l'homme depuis plus d'un mois. Le Premier ministre avait le choix entre une "décision populiste de garder les migrants à bord" ou "la sauvegarde de la sécurité des membres de l'équipage", ce qui signifie que la sécurité des migrants eux-mêmes n'a jamais été en jeu. Cependant, il a reconnu la situation critique des migrants ("on n'aurait même pas besoin de passer 40 jours en mer sur un bateau de croisière"), en rejetant la faute sur l'UE qui "était consciente de tout cela, mais s'est lavé les mains". La CE a publié plusieurs déclarations appelant Malte à respecter ses obligations concernant les besoins et les droits fondamentaux des migrants. Abela présente Malte comme une victime, n'ayant d'autre choix que de maintenir les migrants en mer pendant plus d'un mois à cause de l'UE, tout en demandant à cette même UE de payer pour cela. Défendant le protocole d'accord récemment signé avec le GNA libyen, Abela a déclaré que, sans cet accord, "1 500 migrants se seraient dirigés vers les eaux territoriales de Malte".

- ***Times of Malta***, June 7th, 2020, [Inquiry into migrants' death](#)

Edito du *Times* sur l'enquête magistrale requise par l'ONG Repubblika et le rapport final rendu par Joe Mifsud, en charge de l'enquête. Son rôle était d'établir si les incidents reportés par l'ONG s'étaient produits dans le cadre de la juridiction des tribunaux maltais et si les événements s'apparentaient à une tentative d'homicide volontaire, à un homicide volontaire ou à un homicide involontaire. Cette enquête était d'autant plus nécessaire aux vues des personnalités de premier plan mises en accusation : le PM et le chef des armées. Au lieu de respecter ce rôle, Mifsud a rendu un rapport de 419 pages complètement à côté, une simple copie d'une recommandation du Conseil des ministres de l'UE sur le statut juridique des ONG et une référence à un discours présidentiel contre l'avortement. Le rapport se penche davantage sur le rôle desdits 'passeurs' que sur les ordres donnés par le PM et le chef des armées. Il va jusqu'à accuser des ONG comme Alarm Phone de ne jamais se pencher sur la question. Le magistrat donne également les statistiques sur le nombre de personnes migrantes secourues par l'AFM depuis 2005 et recommande de rétablir la diffamation criminelle, retirée du droit pénal maltais en 2018. Le rôle premier, c'est-à-dire rassembler des preuves qui pourraient soutenir la responsabilité pénale d'Abela et du chef de l'AFM, a été totalement abandonné au profit d'une leçon très proche de la propagande maltaise reproduite à l'infini depuis 2002. La conclusion finale ('le magistrat instructeur est convaincu que tout a été fait pour que des vies puissent être sauvées le plus rapidement possible') intervient suite à un cheminement hasardeux, à un amoncellement d'informations sans rapport avec la tâche. Ainsi, l'édito du *Times* remet fortement en question la qualité et la rigueur qui auraient dû caractériser ce rapport magistral qui, de surcroît, a été rendu avec une avance de cinq jours sur le calendrier (ce que Repubblika a, à juste titre, dénoncé) et envoyé à deux ministres du gouvernement. Les enquêtes magistrales sont censées rester secrètes car décrivent toute preuve concernant un crime présumé ou réel. Ces preuves ne doivent en aucun cas être divulguées sous peine d'être utilisées et de biaiser un éventuel procès.

- ***Times of Malta***, June 8th, 2020, [Three EU countries have offered to help Malta with migrant relocation](#)

Le lundi 8 juin, un porte-parole de la CE a déclaré que trois États membres de l'UE étaient désormais prêts à accueillir des migrants en provenance de Malte : la France, le Portugal et la Finlande. Réagissant aux dernières nouvelles maltaises, le porte-parole a déclaré que la Commission était "soulagée que le débarquement ait eu lieu". Pendant ces 5 semaines de détention illégale de migrants en mer, la CE a refusé de coordonner tout programme de relocalisation tant que Malte ne laisserait pas ces personnes débarquer. Au contraire, le Premier ministre a déclaré que son

gouvernement n'autoriserait pas de débarquement tant que les États membres de l'UE ne se seraient pas manifestés.

- **Malta Today**, June 8th, 2020, After hardball failed, Bartolo asks EU for 'solidarity' to ward off eurosceptic wave over migration

Voyant l'échec de son chantage à la CE et aux États membres de l'UE, le ministre maltais des affaires étrangères Evarist Bartolo menace maintenant l'UE d'une possibilité de sortie de Malte de l'Union. Sur l'un de ses postes au sein du FB, son canal de communication préféré depuis quelques mois, il a affirmé que le manque de solidarité de l'UE pourrait "éloigner les gens de l'UE".

- **Infomigrants**, 8 juin 2020, De nouveau en mer, le Sea Watch 3 met le cap sur le nord de la Libye

Après trois mois passés dans le port de Messine, le Sea Watch 3 reprend la mer vers la zone SAR libyenne. L'ONG a également annoncé que le Sea Watch 4 allait bientôt rejoindre les navires humanitaires, présenté comme le « plus grand navire de sauvetage » en Med avec notamment un central médical moderne à bord. L'avion de reconnaissance civile de Sea Watch, le Moonbird, a lui aussi repris le chemin de la Med.

- **Times of Malta**, June 9th, 2020, EU will not pay for boats that held migrants offshore

La Commission européenne a confirmé sa réponse négative à la demande de financement pour couvrir la détention de migrants sur des bateaux de tourisme par Malte. Selon un porte-parole de la CE, en avril, Malte disposait encore de plus de 10 millions d'euros de son AMIF. En outre, la CE a fait valoir que toutes les conditions légales devaient être remplies pour pouvoir envoyer de l'argent (procédure d'asile conforme au droit européen, même si les bateaux sont détenus dans les eaux internationales).

- **Malta Today**, June 10th, 2020, After Malta's migration hardball failed to move EU, diplomat takes the fall

Daniel Azzopardi, le représentant permanent de Malte auprès de l'UE, a été démis de ses fonctions pour n'avoir pas réussi à gagner la solidarité de ses homologues européens dans le "partage des charges" du rêve maltais, en particulier avec la détention illégale de 425 migrants dans la zone SAR de Malte. M. Azzopardi sera désormais l'ambassadeur de Malte en Espagne tandis que Marlene Bonnici, son prédécesseur, retournera à Bruxelles en tant que représentant permanent. Selon certaines sources, l'échec est dû au refoulement et à la mort de 12 personnes en avril dont Malte est responsable, désormais considérée comme indigne de confiance. Malte a perdu sa supériorité morale". Selon les mêmes sources, les précédentes relocalisations ad hoc ont été négociées par Mascate lui-même, avec un excellent réseau parmi les autres États membres de l'UE. Azzopardi n'a pas bénéficié de ce genre de privilège au sein de l'Union.

- **Infomigrants**, June 11th, 2020, Rescue ship Marie Iono back at sea for eighth mission

Le Mare Jiono de Meditteranea Saving Humans a pu sortir du port de Trapani, où il a été saisi par les autorités italiennes en septembre 2019, pour une huitième mission en Méditerranée aux côtés du Sea Watch 3. La saisine a été jugée illégale mais le navire a dû rester à quai à cause de la crise du COVID 19.

- **Infomigrants**, June 15th, 2020, 12 missing, feared drowned, after boat capsizes off Libya

Douze personnes sont portées disparues après le chavirement de leur bateau en bois au large des côtes libyennes (près du port de Zawiyah) depuis le samedi 13 juin. Vingt personnes ont été secourues (par qui ?).

- **Infomigrants**, 18 juin 2020, Mer Méditerranée : l’Ocean Viking s’apprête à reprendre la mer

L’Ocean Viking, navire humanitaire de l’ONG SOS Med, quittera le port de Marseille samedi 20 juin pour retourner en Méditerranée centrale, au large des côtes libyennes. Le navire était retenu depuis trois mois à cause du COVID. Depuis le 8 juin, deux autres navires humanitaires ont repris leurs opérations de sauvetage en Méditerranée centrale : le Sea Watch 3, accompagné de son avion Moonbird, et le Mare Jonio de l’ONG Meditteranea Saving Humans. Selon le HCR, les départs depuis les côtes libyennes et tunisiennes ont augmenté de 151% entre janvier et fin mai en comparaison de la même période l’année précédente : 10 936 p contre 4 351. Sur ces 10 936 personnes, seules 7000 ont atteint les côtes européennes.

- **Infomigrants**, June 18th, 2020, Sea-Watch rescues 165 migrants from central Mediterranean

L’ONG allemande Sea Watch a secouru 165 personnes en détresse dans la Méditerranée centrale à partir de bateaux en caoutchouc mercredi 17. Certaines des personnes secourues sont blessées, des produits chimiques ayant été brûlés par le mélange de carburant et d’eau salée. L’avion Moonbird a également repéré un autre bateau pneumatique en détresse, avec environ 70 personnes à bord.

- **CommDH/CoE statement**, June 19th, 2020, Pushbacks and border violence against refugees must end
- **Infomigrants**, June 23th, 2020, Europe is violating refugee rights, says commissioner

A l’occasion de la Journée mondiale des réfugiés, le Comité des droits de l’homme du Conseil de l’Europe a dénoncé les pratiques de refoulement et les violations des droits des réfugiés aux frontières européennes : "Trop souvent, les gouvernements européens justifient les refoulements en faisant appel à un intérêt commun pour "protéger les frontières européennes"".

- **Malta Today**, June 20th, 2020, Human rights advocates, NGOs launch Malta Refugee Council

Le 20 juin, à l’occasion de la Journée mondiale des réfugiés, plusieurs ONG et organisations caritatives maltaises de réfugiés se sont réunies pour lancer le *Malta Refugee Council*¹. Ce réseau est censé promouvoir les droits humains fondamentaux des personnes en situation de migration forcée (à l’exclusion des personnes considérées comme des "migrants économiques"). Il encourage

¹ <https://maltarefugeecouncil.org.mt/>

un "dialogue honnête" avec le gouvernement, en suivant sa rhétorique de base : encourager un soutien accru de la part des États membres et des institutions de l'UE. Le Conseil est soutenu par Aditus, Integra, JRS, SOS Malte, ...

- ***Times of Malta***, June 21st, 2020, Group of migrants escapes Hal Far detention centre

21 personnes se sont échappées du centre de détention de Hal Far samedi matin, après avoir endommagé un mur. La police est actuellement à leur recherche.

- ***CoE***, June 19th, 2020, Alternatives to immigration detention: Council of Europe and UNHCR launch new course

- ***Infomigrants***, June 22nd, 2020, Sea-Watch 3, Mare Jonio land in Sicily with 278 migrants

Les navires humanitaires Sea Watch 3 et Mare Jonio ont débarqué 278 personnes en Sicile au cours du week-end. C'était la première opération de recherche et de sauvetage depuis l'apparition du COVID 19. Les personnes secourues ont été mises en quarantaine dans le port selon l'ONG Sea Watch. De plus, l'ONG a demandé une relocalisation rapide et efficace entre les Etats membres de l'UE. Sea Watch a sauvé 211 personnes au cours de deux opérations différentes, tandis que le Mare Jonio a sauvé 67 personnes dont le bateau était en difficulté à 40 miles nautiques au large de Lampedusa. Un journaliste italien a remarqué que, pour la première fois depuis des années, "un "lieu de sécurité" a été attribué en moins de 24 heures", ajoutant que "cela devrait être automatique".

- ***Times of Malta***, June 23th, 2020, Libyan coastguard stopped 2,000 migrants from reaching Malta

Evarist Bartolo a donné des chiffres sur le nombre de personnes interdites de traverser le centre de la Méditerranée par les garde-côtes libyens, lors d'une séance au Parlement le mardi 23. Selon lui, 2 000 migrants ont été détenus par les garde-côtes libyens alors qu'ils étaient en route vers l'Europe au cours des quatre premiers mois de cette année. Ces chiffres, quelle que soit leur source, renforcent l'idée de la nécessité de la coopération entre Malte et la Libye, dont le protocole d'accord entrera en vigueur le 1er juillet avec l'ouverture de deux centres de coordination à La Valette et à Tripoli. Sans les garde-côtes libyens, 4 000 migrants seraient arrivés au cours des quatre premiers mois de 2020, selon le ministre des affaires étrangères. Il a également prononcé un autre discours sur la crainte d'une invasion, déclarant que la pandémie entraînerait une plus grande pauvreté, forçant un nombre encore plus élevé d'Africains à rejoindre l'Europe.

- ***Times of Malta***, June 24th, 2020, Captain Morgan operators deny donating €108,000 to Labour
- ***Malta Today***, June 24th, 2020, Captain Morgan says it only donated €3,000 to Labour Party in fundraising marathon

Le Captain Morgan Leisure Ltd a fait un don de 3 000 euros au parti travailliste pour financer la détention illégale de près de 400 personnes dans le centre de la Méditerranée. Le comité travailliste de Naxxar a fait un don de 108 000 euros. Ces dons ont été faits lors d'un marathon de collecte de fonds organisé par le parti le dimanche 21. Arnold Cassola, un candidat indépendant, a déposé une plainte auprès de la commission électorale à propos de ce don, en insistant sur le fait qu'il s'agissait d'une pratique de corruption.

- ***Times of Malta***, June 25th, 2020, Dozens of migrants rescued in Mediterranean

L'Ocean Viking de l'ONG française SOS Med a sauvé 51 personnes dans le centre de la Méditerranée, entre les zones SAR italienne et maltaise, le jeudi 25. Ils étaient à bord d'un bateau en bois avec deux moteurs qui avait cessé de fonctionner à 30 km de Lampedusa. Comme les autres navires de sauvetage de l'ONG, l'Ocean Viking vient de reprendre la mer après trois mois d'inactivité. L'ONG a demandé à l'Italie et à Malte un lieu sûr pour débarquer. Pendant l'opération de sauvetage, un seul gilet de sauvetage a été trouvé à bord.

- ***Infomigrants***, 26 juin 2020, Second sauvetage en une journée pour l'Ocean Viking : 118 migrants rescapés à bord

Quelques heures après un premier sauvetage de 51 personnes non loin de Lampedusa, l'Ocean Viking a accueilli 67 personnes à bord à 100 km de l'île italienne. L'embarcation a été repérée par l'avion Moonbird de Sea Watch, qui a ensuite émis un signal à l'Ocean Viking.

L'Ocean Viking a désormais 118 personnes à bord et avait repris ses opérations de sauvetage au début de la semaine.

- ***Le Monde***, 29 juin 2020, L'« Ocean-Viking » attend un port de débarquement, avec 118 migrants à bord

L'Ocean Viking a porté secours à 118 personnes en détresse en Méditerranée centrale jeudi 25 juin. Malgré trois demandes officielles formulées auprès de l'Italie et de Malte afin de pouvoir débarquer dans un port sûr, le navire reste en mer sans solution pour les personnes migrantes à bord. La première opération de sauvetage a eu lieu dans les eaux internationales tandis que la seconde a été réalisée dans la zone SAR maltaise.

- ***Times of Malta***, June 27th, 2020, Continue migrant deaths inquiry, relatives and NGO insist

L'ONG maltaise Repubblika et les parents de deux personnes décédées en mer ont déposé une protestation judiciaire affirmant que l'inaction du procureur général "compromettait sérieusement" l'enquête sur la mort des migrants.

- ***Newsbook***, June 28th, 2020, International journalist brushes off Gafà's 'threats'

Un journaliste italien, Nello Scavo, qui a enquêté sur les refoulements maltais vers la Libye, a été menacé par Neville Gafà sur Twitter : « Arrêtez vos sales affaires. Sinon, nous vous arrêterons ». Le tweet de Gafà visait à la fois Scavo et les ONG Alarm Phone et Rescue Med. Scavo a reçu le soutien d'un collègue journaliste italien, Paolo Borrometi, qui est sous protection policière depuis six ans : "Nous avons (malheureusement) déjà compris que le gouvernement maltais n'était pas très favorable à la liberté de la presse. Les menaces proférées à l'encontre de Scavo ouvrent une fois de plus les blessures causées par la mort de Daphné. Nous devons rappeler à tous les gouvernants de Malte que le journalisme enrichit". Interrogé sur son tweet, M. Gafà a reproché à des ONG telles qu'AlarmPhone de "coordonner l'immigration clandestine avec les trafiquants d'êtres humains".

- *Times of Malta*, June 30th, 2020, Migrants seek Malta government remedy after being ‘pushed back’ to Libya

13 demandeurs d'asile érythréens, refoulés en Libye par Malte en avril à bord du Dar El Salam 1, ont déposé une protestation judiciaire contre le Premier ministre, le ministre de l'intérieur, le commandant de l'AFM et le procureur général, demandant un recours effectif après avoir subi une violation présumée de leurs droits lorsqu'ils ont été refoulés. Ils affirment avoir subi des coups, un manque de nourriture au centre de Tarik al Sikka et un traumatisme psychologique après que des compagnons d'infortune soient morts sur leur canot avant le refoulement. Ils appellent les autorités maltaises à fournir un recours efficace et à verser des dommages et intérêts pour cette violation des droits, en se réservant le droit d'engager d'autres actions devant les tribunaux locaux et internationaux.

Juillet

- ***Times of Malta***, July 2nd, 2020, [Migrants jailed for six months after briefly escaping detention centre](#)

10 personnes ayant réussi à s'échapper du centre de détention de Safi ont été retrouvées par la police et le personnel du service de détention et condamnées à 6 mois de prison. Elles sont âgées de 18 à 31 ans et viennent pour la plupart d'Égypte et du Maroc.

- ***Times of Malta***, July 2nd, 2020, [Migrants end up homeless as centres overflow](#)

De plus en plus de résidents des centres ouverts finissent par vivre dans les rues de La Valette, car le nombre de migrants qui débarquent à Malte augmente. Aditus déplore le manque de place dans les centres fermés et ouverts. Après un an dans un centre ouvert, les migrants sont censés vivre seuls, trouver un logement et un emploi. Mais beaucoup d'entre eux n'ont pas les moyens de payer un loyer ou souffrent de discrimination lorsqu'ils essaient de trouver un endroit où vivre. Le sans-abrisme est un problème important à Malte : la plupart des ONG et l'administration maltaise ont toujours déclaré que la détention était préférable à la vie dans la rue pour les migrants. C'est une façon de les rendre invisibles à la population maltaise, tout en permettant de les maltraiter sans trop de preuves.

- ***Times of Malta***, July 2nd, 2020, [Two men jailed for four years for violence, arson, at migrant camp riot](#)

Deux migrants égyptiens ont été condamnés à 4 ans de prison pour leur participation aux émeutes de décembre à Safi, et pour "complicité d'incendie criminel qui a causé des dommages de 86 914,69 euros". 22 personnes ont été arrêtées à la suite de ces émeutes. Les dommages seraient proportionnels au prix de la tente (70 000 euros) et des lits (75 euros) qui ont pris feu. Le magistrat Joseph Mifsud a condamné ces actions, accusant certains migrants de désobéir à des "ordres légitimes" et de "troubler la paix". "Un tel comportement ne saurait être toléré dans une démocratie fondée sur l'État de droit plutôt que sur les dommages et les incendies criminels", a-t-il ajouté (sans rappeler que l'ancien Premier ministre maltais et le reste de l'OPM sont impliqués dans le meurtre de la journaliste Daphne Caruana Galizia. Mifsud a condamné chacun des accusés à une peine de prison effective de 4 ans. Le tribunal a également ordonné leur rapatriement après leur incarcération. Le magistrat a également suggéré l'introduction de documents de voyage temporaires chaque fois que l'absence de documents personnels constitue un obstacle au voyage ou au rapatriement des migrants.

- ***Times of Malta***, July 2nd, 2020, [Homeless migrants given beds in tent set up in football pitch](#)

Fin juin, certains migrants et demandeurs d'asile ont été expulsés du centre ouvert de Hal Far pour faire de la place aux nouveaux arrivants. Une partie d'entre eux se sont retrouvés dans les rues de La Valette, tandis que d'autres ont été hébergés dans un abri de fortune, à Marsa, sur un terrain de football. La structure a été mise en place par l'AWAS. Certaines des personnes expulsées de Hal Far n'ont même pas fait l'objet d'une décision concernant leur demande de protection, donc sans un statut de forme d'identification qui pourrait leur assurer un emploi ou un logement.

- ***Times of Malta***, July 6th, 2020, More than 200 migrants to be relocated to EU countries

Selon le gouvernement, un groupe de 204 migrants doit être transféré de Malte vers d'autres États membres de l'UE. D'autres discussions sont en cours sur la relocalisation de 80 autres. Aucune

- ***Times of Malta***, July 7th, 2020, EU foreign policy chief visits Malta over migration

Josep Borrell est en visite à Malte et rencontre cette semaine le Premier ministre Robert Abela et le ministre des affaires étrangères Evarist Bartolo pour discuter de l'immigration et de la situation libyenne. Malte a plaidé pour une solution "humanitaire" soutenue par l'UE à la crise en Libye, en particulier pendant la pandémie COVID 19. Depuis avril dernier, Malte a demandé la livraison de nourriture, de médicaments et d'équipements médicaux pour une valeur de 100 millions d'euros, mais aussi un système commun de partage des charges en matière de migration entre les États membres de l'UE. La dernière fois que M. Borrell s'est rendu sur l'île, les parties prenantes maltaises ont été déçues par sa connaissance limitée de la position de Malte sur la question des migrations. Hier (lundi 6 juillet), M. El-Sarraj s'est rendu à Malte, une semaine après l'ouverture des deux centres de coordination destinés à faciliter les retours vers la Libye.

- ***Times of Malta***, July 8th, Migrants stranded on livestock ship brought to Malta

Un groupe de 50 migrants, bloqué sur le MV Talia, un navire de transport de bétail syrien pendant 3 jours, a finalement été transféré sur un navire de l'AFM et a débarqué à Malte tard le mardi 7 juillet. Le MV Talia a été chargé de secourir les 50 personnes se trouvant dans la zone SAR maltaise alors qu'il naviguait vers l'Espagne après un transit en Libye. Les migrants étaient gardés dans des écuries, utilisées pour héberger des animaux qui venaient d'être livrés à Tripoli et qui n'avaient pas été nettoyés.

- ***Infomigrants***, July 9th, 2020, Sea-Watch 3 seized by Italian authorities due to 'irregularities'

Les autorités italiennes ont saisi le Sea-Watch 3, amarré à Empedocle, en Sicile, depuis fin juin, après le débarquement de 200 migrants. Une inspection doit vérifier les "irrégularités administratives et de sécurité". C'était la seule opération du Sea-Watch 3 en 3 mois, alors que le Seabird et le Moonbird ont déclaré avoir repéré plus de 20 000 migrants en détresse en Méditerranée.

- **Infomigrants**, 21 juillet 2020, [Libye : attaque du centre de detention de Zintan par un groupe armé](#)

Le centre de détention de Zintan, au sud de Tripoli, a été attaqué par un groupe d'hommes armés. La cible de cette attaque étaient des personnes migrantes détenues dans le centre, principalement des d'origine érythréenne. *A priori*, les attaquants voulaient les kidnapper pour les exploiter et/ou les torturer. Depuis ce nouvel incident, le directeur du centre affirme ne plus pouvoir assurer la « sécurité » des détenus contre les menaces extérieures. Selon des sources de l'OIM, les attaquants auraient tiré directement sur les gardes du centre, dans l'intention de s'y introduire. Toujours selon l'OIM, plus de 500 personnes étaient retenues dans le centre de Zintan dans des conditions inhumaines en juin 2020. D'après Giulia Tranchina, avocate spécialiste des DH et en contact avec de nombreuses personnes migrantes actuellement bloquées en Libye, 25 détenus seraient décédés au cours des dernières semaines dans ces attaques. Le centre de Zintan est répertorié parmi les 11 centres de détention officiels de la DCIM.

- **Maritima Medias**, 24 juillet 2020, [L'Ocean Viking, immobilisé en Autriche, lance une pétition en ligne](#)

Suite à l'immobilisation du navire humanitaire Ocean Viking par les autorités italiennes dans le port sicilien d'Empedocle, SOS Méditerranée a lancé une pétition en ligne, « Libérez l'Ocean Viking ». A la fin de la quatorzaine imposée après une opération de sauvetage de 180 personnes en détresse en Méditerranée centrale, le navire humanitaire a été inspecté durant 11 heures avant de recevoir une interdiction de reprendre la mer.

- **EURACTIV**, 24 juillet 2020, [Vienne accueillera la nouvelle « plateforme de coordination » européenne de la politique migratoire](#)

Le 23 juillet, le ministre autrichien de l'Intérieur a annoncé la création d'une nouvelle plateforme de coordination contre l'immigration « clandestine », basée à Vienne. La réunion était organisée par l'Autriche et rassemblait une vingtaine de représentants des Etats membres de l'Union européenne. Cette plateforme doit entre autres coordonner les « mesures prises par l'UE et les Balkans occidentaux en matière de migration dite irrégulière le long de la Méditerranée orientale ».

- **France Diplomacy**, July 24th, 2020 [Malta – Visit by Jean-Yves Le Drian to Valletta](#)
- **Times of Malta**, July 24th, 2020, [French minister promises immigration officials to oversee migrant relocation](#)
- **Malta Today**, 24 juillet 2020, [Complaint to UN committee alleges Italy and Malta violated migrant rights](#)
- **Times of Malta**, July 26th, 2020, [Malta teams up with Turkey in an attempt to make Libya stable](#)

La semaine dernière, le ministre de l'intérieur Byron Camilleri s'est rendu à Ankara et a rencontré ses homologues turcs et libyens pour parler de la sécurité en Méditerranée et de la "stabilité politique" de la Libye. Il y a quelques semaines, Malte a déclaré son retrait de l'opération IRINI, soutenant les forces turques afin de soutenir l'Armée nationale libyenne de Fayez Al-Sarraj. Le seul

intérêt de Malte dans cette opération diplomatique est l'espoir de voir une baisse de la migration "irrégulière" en provenance de Libye et traversant la Méditerranée centrale, même si Malte ne respecte pas son obligation légale d'aider les migrants en détresse dans sa zone SAR. Byron Camilleri a déclaré que Malte était considérée par la Turquie comme un "pays stratégique en Méditerranée pour lutter contre les passeurs". Un triangle politique se forme autour de la question de la Libye et des migrants qui tentent de fuir ses côtes. L'Égypte a été contactée par le ministre maltais des affaires étrangères Evarist Bartolo pour discuter d'une "solution politique", alors que le parlement égyptien a récemment voté pour approuver une intervention militaire en Libye afin de soutenir les forces de Haftar dans la région orientale.

- *Times of Malta*, July 26th, 2020, [95 migrants drifting in Malta's SAR zone – NGO](#)

Selon l'ONG Alarmphone, 95 personnes ont dérivé dans la zone de SAR de Malte depuis dimanche matin, lorsque les passagers ont contacté la plate-forme. Ils sont à bord d'un bateau surchargé, qui prend l'eau. Les MRCC italien et maltais ont été informés de la situation, mais aucun d'eux n'a pris de mesures pour secourir ces personnes.

- *Lovin Malta*, July 27th, 2020, [‘Stowaway’ arrested after trying to flee Malta on top for trailer](#)

Les cas de demandeurs d'asile essayant de quitter Malte avec de faux documents de voyage ont "explosé" depuis la réouverture des ports maritimes et de l'aéroport de l'île, selon l'inspecteur maltais D. Buhagiar. Dimanche, trois personnes ont été arrêtées alors qu'elles tentaient de quitter l'île avec de faux documents qu'elles avaient achetés pour 300 à 600 euros. L'un d'eux a tenté de prendre un catamaran pour la Sicile avec un passeport et une carte d'identité belge falsifiés. Un autre jeune homme, qui avait auparavant passé six mois en prison pour s'être échappé du centre de détention de Hal Safi, a été condamné à 18 mois de prison dimanche. Dans une autre affaire, un ressortissant nigérian qui s'est retrouvé bloqué à Malte après que l'Italie lui ait retiré sa protection en matière d'asile, a également été emprisonné pendant 18 mois après avoir été pris en train de tenter de s'envoler pour Berlin avec de faux documents. Il voulait rejoindre son fils. Certaines des personnes condamnées dormaient dans les rues depuis près de deux mois, après avoir été expulsées du village de tentes de Hal Far sans autre préavis.

- *Times of Malta*, July 27th, 2020, [Group of 95 rescued migrants to be brought to Malta](#)

Les 95 personnes échouées en mer dont la situation a été relayée par Alarm Phone ont été secourues par l'AFM et seront débarquées à Malte.

- *The New York Times*, July 27th, 2020, [Migrants adrift off Malta called for help. Then they waited. And waited.](#)

Selon Alarmphone, le MRCC maltais a attendu plus de 33 heures pour secourir le groupe de 95 migrants échoués en mer, dans la zone SAR maltaise. Selon Flavio Di Giacomo, porte-parole de l'OIM, le canot pneumatique était l'un des dizaines de navires laissés à la dérive en Méditerranée centrale ces derniers mois.

- *Infomigrants*, July 28th, 2020, [Italy : Dozens of migrants flee quarantine in Sicily, government to send military ship](#)

Dozens of migrants fled from a quarantine facility in Sicily, a day after 200 other persons escaped from another center. More than 500 people were accommodated in a tent with a 100-people capacity. The mayor of Porto Empedocle, Ida Carmina, has condemned the inhumane conditions of *de facto* detention of migrants. She called on the government and the European Commission to intervene. On Sunday, 184 people fled from Pian di Lago center, where some 350 were in mandatory quarantine. None of the migrants tested are positive so far. The mayor of Castanissetta said he would ask the government not to send any more migrants to Pian di Lago center, stating that people “couldn’t be contained in this way”. Italian Home Affairs Minister, Luciana Lamorgese, informed that the government would deploy “**a navy ship in the next few days**” as a quarantine facility for migrants. By Saturday 25th of July, the hotspot of Lampedusa was hosting 1,027 people: 10 times more than the facility is able to hold. Lampedusa’s mayor told the press that “the situation has become unmanageable. If the government doesn’t, I will declare a state of emergency”.

- *IOM*, July 28th, 2020, [IOM deploras killing of two migrants returned from sea to Libya](#)
- *Infomigrant*, 28 juillet 2020, [Libye : trois migrants tués après avoir été interceptés en mer](#)
- *Le Monde Afrique*, 28 juillet 2020, [Trois migrants soudanais tués par balles sur la côte libyenne](#)
- *Reuters*, July 28th, 2020, [Three migrants shot dead in Libya after failed crossing to Europe](#)

Selon l'OIM, trois Soudanais, qui avaient été renvoyés en Libye depuis la Méditerranée, ont été abattus à Khums. Deux autres personnes ont été blessées. 70 personnes ont été rapatriées, 31 d'entre elles ont été renvoyées dans un centre de détention libyen, où elles souffriront probablement d'esclavage, de torture et de viol. Les autres se seraient échappées.

- *Times of Malta*, July 28th, 2020, [65 newly-arrived migrants test positive for COVID-19](#)

65 des 95 personnes qui ont été secourues et ramenées à terre à Malte ont été testées positives au COVID 19. Le ministère de la santé a déclaré qu'elles seraient placées en quarantaine dans le "centre de réception initial de Hal Far". Une partie de l'IRC de Hal Far, connue sous le nom de "China House", a été transformée en installation médicale au plus fort de la pandémie de COVID 19. Hal Far est surpeuplé depuis des années, et certaines personnes ont été expulsées du camp sans autre préavis au cours des derniers mois, laissées sans aucune aide dans les rues de Malte. Au début de la crise, le gouvernement a mis les migrants en quarantaine dans le camp, tandis que certains cas de COVID 19 ont été identifiés. L'arrivée de ce groupe et les résultats de ces tests ont été très médiatisés sur l'île, provoquant de nouvelles vagues de haine de la part de la population maltaise envers les migrants et les demandeurs d'asile débarquant sur l'île.

- *Al Jazeera*, July 29th, 2020, [Italy's coastguard rescues nearly 100 migrants off Libya](#)

Les gardes-côtes italiens ont secouru une centaine de personnes migrantes en Méditerranée centrale mercredi 29 juillet. Ces dernières étaient à bord d'un canot pneumatique qui se dégonflait, face à la côte libyenne. Aucune autre autorité compétente n'a voulu intervenir, le MRCC libyen n'ayant pas répondu aux appels de détresse et Malte, dont la zone SAR est voisine de la zone SAR libyenne, a également fait la sourde oreille comme elle en a l'habitude. Les 84 personnes ont été transférées sur un navire italien se dirigeant vers l'île de Lampedusa. La veille, des autorités italiennes notamment de Sicile et de Lampedusa s'indignaient publiquement contre les conditions de détention/quarantaine dans lesquelles étaient placées les personnes migrantes fraîchement débarquées. Elles ont appelé à ouvrir d'autres centres afin de désengorger les tentes de quarantaine, où les personnes migrantes souffrent d'une surpopulation et d'une chaleur telles que plusieurs d'entre elles se sont enfuies. Luciana Lamorghese y a répondu par la technique du hotspot flottant : elle propose la mise à disposition d'un navire italien afin d'y placer en quarantaine les personnes migrantes sauvées en Méditerranée. Le risque d'une détention prolongée afin de retarder le plus possible le débarquement sur le territoire italien est bien réel.

- *Le Monde*, 29 juillet 2020, [Traverser l'Afrique jusqu'aux côtes méditerranéennes, le calvaire des migrants](#)

Le HCR a publié un rapport faisant état des exactions subies par les personnes migrantes tout au long de leur parcours à destination de l'Europe. Sur les 2 dernières années, le Haut-Commissariat estime que 72 personnes auraient perdu la vie chaque mois. Il rappelle que la Méditerranée est l'une des routes les plus mortelles au monde pour les réfugiés et les migrants. Plus d'un tiers des personnes migrantes perdent la vie dans le désert du Sahara. Les autres périssent le long de la route reliant Bamako à Agadez, puis au sud de la Libye, à la frontière nigérienne. 31% des personnes interrogées disent avoir été témoins ou avoir subi des violences sexuelles plus d'une fois pendant leur voyage. Une fois en Libye, les exactions sont loin de s'arrêter et le taux de mortalité reste particulièrement élevé : plus de 6200 personnes ont été refoulées vers la Libye depuis le début de l'année 2020, renvoyées vers l'enfer des centres de détention aux mains du GNA et des milices libyennes.

- *Times of Malta*, July 30th, 2020, [Malta plans to quarantine migrants at sea as further 19 are COVID-19 positive](#)

The Maltese government is seeking a navy ship to quarantine migrants who were tested positive to COVID 19 and disembarked ashore by the AFM. Meanwhile, those who tested positive have been quarantined in Hal Far Initiation Reception Centre.

- *Le Monde*, 31 juillet 2020, [Le Sénat italien lève l'impunité de Matteo Salvini : vers un nouveau procès pour blocage de migrants](#)

L'immunité parlementaire de l'ancien ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini a été levée par le vote des sénateurs italiens le jeudi 30 juillet. Salvini sera convoqué à un deuxième procès pour détention illégale de personnes migrantes en mer, accusé par le tribunal de Palerme de séquestration de personnes pour avoir refusé en août 2019 le débarquement de plus de 80 personnes à bord de l'*Open Arms* au large de la Sicile. Il lui est également reproché d'avoir bloqué durant plusieurs jours

116 personnes à bord du *Gregoretti* en juillet 2019. Dans les deux affaires, le parti de Salvini, La Lega, a reporté la responsabilité de ces choix sur le Premier ministre Giuseppe Conte.

- **MSF**, 31 juillet 2020, [Libye : « ils ont été abattus alors qu'ils fuyaient la détention arbitraire »](#)

Selon les témoignages recueillis par MSF en Libye, les personnes migrantes victimes de la fusillade de Khoms (trois personnes décédées et deux blessées) étaient toutes âgées de 15 à 18 ans, ayant débarqué en Libye après que leur embarcation ait été interceptée par les GCL. 73 personnes étaient à bord. Suite à ce refoulement, 26 personnes dont 8 mineurs ont été placées en détention. Les autres personnes refoulées se sont enfuies. MSF ne donne pas de détails sur les auteurs de la fusillade, mais affirme que les personnes migrantes ont été tuées/blessées par balle alors qu'elles tentaient de fuir l'horreur d'un retour aux centres de détention en Libye. Tout au long du mois de juillet 2020, les départs, retours forcés et transferts vers les centres de détention ont augmenté. Dans la situation sanitaire actuelle, les acteurs humanitaires, et plus particulièrement le HCR, ont cessé les vols d'évacuation et les programmes de réinstallation (ETM) notamment vers le Niger, le Rwanda et certains pays de l'Union européenne. MSF est présent dans six centres de détention en Libye (ouest, centre du pays et à Tripoli).

Août

- *Times of Malta*, August 2nd, 2020, [71 migrants rescued by Maltese armed forces](#)

Un groupe de 71 personnes, dérivant dans la zone SAR maltaise, a été secouru par l'AFM dimanche. Leur appel de détresse a été relayé par l'ONG Alarm Phone plus tôt dans la journée, après qu'ils aient été repérés par l'avion de sauvetage Moonbird de Sea Watch le dimanche après-midi. Des inquiétudes ont été soulevées après que le patrouilleur P61 de l'AFM ait été repéré près de l'embarquement samedi, censé avoir repoussé les migrants de la zone SAR maltaise vers les eaux libyennes. Des inquiétudes ont également été soulevées par le long délai entre l'arrivée de l'AFM sur le navire et l'opération de sauvetage proprement dite. Des sources gouvernementales ont confirmé que les 71 personnes ont été débarquées à Malte.

- *Malta Today*, August 2nd, [No location yet for migrant quarantine ship](#)

Le jeudi 30 juin, le gouvernement maltais a publié une manifestation d'intérêt pour la location d'un navire destiné à accueillir les migrants en quarantaine. L'appel d'offres se termine le 4 août. Le navire est censé affréter les migrants sauvés en quarantaine comme "installation d'accueil", car les installations d'accueil à terre atteignent un point de rupture. Plus de 3 500 personnes y sont actuellement hébergées. Le gouvernement choisit sciemment de laisser les migrants en mer plutôt que d'ouvrir de nouvelles installations à terre. Il y a quelques années, le centre de la caserne de Lyster a été fermé pour réparations, mais aucune information concernant une réouverture n'a été publiée depuis. Les conditions d'adjudication stipulent que le navire doit être amarré dans une "zone désignée selon les instructions des autorités compétentes". Aucune autre information n'a été donnée sur l'endroit où il pourrait se trouver. Il y a quelques semaines, le gouvernement maltais a choisi la compagnie de bateaux de croisière Captain Morgan pour détenir illégalement plus de 400 personnes secourues en mer, en dehors des eaux territoriales maltaises, un détail technique qui a "permis" au gouvernement de ne pas respecter ses obligations en vertu du droit international de la mer. C'est pourquoi l'emplacement du navire est important. Que ce soit en dehors ou à l'intérieur des eaux territoriales maltaises, cette approche est contraire aux intérêts mêmes des personnes sauvées, car le droit international stipule qu'elles doivent être débarquées dans le port sûr le plus proche dès que possible après l'opération de sauvetage. Il s'agit d'une autre forme de détention de facto, et d'une approche de "point chaud flottant", basée sur le même modèle que celui utilisé par les autorités italiennes en Sicile. Le Moby Zaza, amarré le long des côtes siciliennes, a été utilisé comme zone de quarantaine pour les migrants.

- *Times of Malta*, August 3rd, 2020, [Isolated migrants to blame for spike in reported COVI-19 cases – Robert Abela](#)

Le Premier ministre Robert Abela a accusé les migrants sauvés qui ont été testés positifs pour le virus d'être responsables du pic enregistré dans les cas de COVID-19 sur l'île, lors d'une interview diffusée par les médias du Parti travailliste lundi soir. Malte compte actuellement 199 cas actifs de COVID, dont 88 sont des personnes sauvées en mer et ramenées à terre ces dernières semaines. Néanmoins, le pic enregistré dans les cas COVID avait déjà été enregistré avant cela. Certains Maltais continuent d'assister aux fêtes et aux festivités du pool, créant ainsi de nouveaux groupes COVID-19 sur l'île. Mais comme d'habitude, le Premier ministre préfère rejeter la faute sur les migrants, une stratégie qui justifie les retards dans les opérations de sauvetage de l'AFM. Il a

déclaré que les autorités n'interviendraient pas dans la zone SAR à moins que la situation ne devienne une question de "vie ou de mort". C'est toujours le cas.

- *Times of Malta*, August 4th, 2020, [COVID-19 spike – ‘PM unfair to blame migrants to cover his blunder’ - doctors](#)

En réponse aux propos du Premier ministre accusant les migrants de répandre le COVID-19 sur l'île, le MAM (Association médicale) a déclaré qu'il était injuste qu'Abela blâme les migrants. Le syndicat des médecins a déclaré que la décision du gouvernement d'autoriser les événements de masse comme les fêtes était la seule cause de ce pic, puisque les personnes débarquées ont été immédiatement mises en quarantaine. L'ONG Repubblika met en garde contre le risque que le Premier ministre n'incite aux "préjugés raciaux".

- *Infomigrants*, August 4th, 2020, [Germany sends frigate to patrol off Libya as part of EU operation Irini](#)

La frégate allemande *Hambourg* se joindra à l'opération européenne *Irini* au large des côtes libyennes à la mi-août, jusqu'au 20 décembre 2020. 250 militaires allemands sont à bord de la mission européenne, qui vise à soutenir les embargos sur les armes des Nations unies contre la Libye et, dans une certaine mesure, à transporter les migrants secourus en mer vers un port sûr. L'opération *Irini* est revue tous les quatre mois par les dirigeants européens, dont certains craignent qu'elle ne serve de "facteur d'attraction" pour les migrants dans le centre de la Méditerranée. Les États membres de l'UE peuvent opposer leur veto à l'opération, comme l'a fait Malte début mai, lorsqu'ils estiment que la mission ne fonctionne pas.

- *Infomigrants*, 5 août 2020, [Moussa, à Malte : “Ici, c’est comme la Libye, on est enfermés sans raison »](#)

Dans cet entretien réalisé par *Infomigrants*, Moussa raconte les conditions de non-accueil des personnes demandeuses d'asile à Malte. Après avoir passé plusieurs jours en quarantaine sur un navire, il a pu débarquer sur l'île et a directement été placé en détention au centre de Hal Safi. Il y décrit des geôles sans espace, sans lumière, dont il n'est pas autorisé à sortir sans garde ni menottes. Il y a un peu moins d'une centaine de personnes détenues dans chaque pièce, avec des lits superposés. Les douches et les toilettes offrent des conditions insalubres. Il compare volontiers les situations maltaise et libyenne, du point de vue des personnes migrantes : « Nous sommes privés de nos libertés sans raison, comme lors de notre voyage. On ne s'attendait vraiment pas à cette vie en Europe ». Après avoir été hospitalisé plusieurs fois, Moussa a été placé dans un autre centre (Marsa ?), offrant une cour dans laquelle il peut se déplacer. Les maux de Moussa à Hal Safi traduisent un état de stress et d'anxiété permanents pour les personnes débarquées. Interrogées par les offices d'asile de plusieurs pays européens, elles ne savent combien de temps elles vont rester détenues, ni si elles seront relocalisées en Europe. La criminalisation des personnes migrantes est un enjeu politique stratégique au sein de centres de détention maltais, *a fortiori* à Hal Safi. Il ne s'agit pas d'un IRC mais bien de détention illégale.

- *MSF*, 6 août 2020, [Sea-Watch et Médecins Sans Frontières s'associent pour sauver des vies en Méditerranée centrale](#)
- *Le Monde*, 6 août 2020, [MSF s'allie à l'ONG Sea-Watch pour reprendre les sauvetages en Méditerranée en août](#)

MSF a rejoint l'équipage du Sea-Watch 4 pour reprendre les opérations de sauvetage en Méditerranée à partir d'août 2020. Depuis le 7 juillet, et le débarquement de 180 personnes à bord de l'Ocean Viking en Sicile, tous les navires de secours humanitaires ont été immobilisés par les autorités italiennes, et aucune opération de sauvetage humanitaire n'a eu lieu depuis lors. Le Sea-Watch 4 est actuellement amarré dans le port de Burriana, en Espagne. Dans un communiqué de presse conjoint, Sea Watch affirme fournir l'équipage tandis que le rôle de MSF sera de coordonner l'équipe médicale à bord. Le Sea-Watch 4 avait pu être acheté grâce au soutien de United 4 Rescue, une association allemande fondée par l'Eglise protestante. MSF a bon espoir de pouvoir prendre la mer en direction des eaux libyennes d'ici le 10 août, palliant au manque criant de navires humanitaires dans la zone à cette heure.

- *Infomigrants*, August 6th, 2020, [Sea-Eye sues Italian ministry of transport for detaining migrant rescue boat Alan Kurdi](#)

L'ONG allemande Sea-Eye va poursuivre le ministère italien des transports pour avoir bloqué l'Alan Kurdi en Sicile. Ce blocage a obligé l'ONG à annuler 3 missions SAR en Méditerranée. Le navire est amarré de force à Porto Empedocle depuis le 5 mai, après que les gardes-côtes italiens aient invoqué des "irrégularités". Avant d'atteindre la côte, l'Alan Kurdi a sauvé 150 personnes au large des côtes libyennes en avril.

- *Times of Malta*, August 6th, 2020, [Malta, Turkey in talks with Libya](#)
- *The Shift News*, August 7th, 2020, ['No documents' to show for €1.7 million hosting of migrants on Captain Morgan](#)

The Shift News a demandé au gouvernement des détails concernant l'accord entre le gouvernement et la compagnie Captain Morgan Cruises qui a accueilli plus de 400 migrants en dehors des eaux territoriales maltaises. Le ministre de l'intérieur, Byron Camilleri, a déclaré qu'aucune autorité publique ne détenait de tels documents (après la publication de la demande de liberté d'information). Ces navires sont la propriété du groupe Zammit Tabonas de Fortina, donateur du parti travailliste au gouvernement. Le gouvernement maltais a déclaré que l'arrangement a coûté 1,7 million d'euros aux contribuables. Le seul document indiquant ce montant est un communiqué de presse publié en juillet par le gouvernement. Cette affaire soulève la question de savoir comment le gouvernement maltais aurait pu payer 1,7 million d'euros aux fournisseurs en l'absence de factures, ce qui est typique du gouvernement maltais et de l'éternel manque de transparence. Le communiqué de presse ne mentionne pas non plus le nom de l'entreprise en ce qui concerne la sécurité, la fourniture de fournitures et le transport. Le Premier ministre n'a pas mentionné si l'équipage à bord des navires du Capitaine Morgan était payé par le gouvernement et combien. La décision du Premier ministre d'accueillir des migrants à bord des navires du Capitaine Morgan a été sévèrement critiquée par le HCR et l'OIM, qui ont appelé le Premier ministre à mettre fin à l'utilisation de

navires privés pour repousser les demandeurs d'asile. Néanmoins, le gouvernement est une fois de plus contre l'idée d'envisager cette option de mettre en quarantaine les migrants sauvés en mer.

- *Times of Malta*, August 8th, 2020, [Employers say migrants should be treated with respect](#)

L'Association des employeurs de Malte a appelé à une "application stricte de la loi" sur les cas avérés de discrimination et de traitement inhumain des travailleurs migrants à Malte, dans une déclaration vendredi. Cette déclaration a été publiée après qu'une série de cas de pratiques illégales et d'abus aient été signalés dans certaines entreprises.

- *Newsbook*, August 9th, 2020, [Rescued asylum seekers stuck on tanker as Malta denies entry – Alarm Phone](#)

27 personnes ont été sauvées dans la zone SAR de Malte par le Maersk Etienne, un pétrolier battant pavillon danois, le 5 août dernier. Malte n'autorise toujours pas le débarquement sur l'île. Le pétrolier a jeté l'ancre à quelques kilomètres à l'est de Malte, ce qui a conduit l'ONG Alarm Phone à décrire la situation comme une "impasse invisible".

- *The Malta Independent*, August 9th, 2020, [Normalising the idea of forcing people to live on a ship is 'absurd' – Aditus Foundation](#)

En réaction à l'appel d'offres du gouvernement maltais pour un nouveau bateau destiné à être utilisé comme installation de quarantaine pour les migrants sauvés en Méditerranée, Neil Falzon a déclaré que "l'idée de forcer les gens à vivre sur un bateau pendant plusieurs semaines est absurde". S'il dit comprendre que les autorités ont besoin de plus d'espace pour pouvoir mettre en quarantaine les personnes débarquées, il tire la sonnette d'alarme sur l'illégalité de cette détention : "rappelons-nous que la quarantaine est une forme de détention et qu'il existe des règles claires sur la manière dont un État peut détenir des personnes, même dans le cas de la prévention des maladies". Malte utilise déjà des bateaux et des embarcations afin de dissuader les migrants de débarquer sur l'île. En mai, le gouvernement a versé un total de 1,7 million d'euros pour les quatre navires affrétés par Captain Morgan Cruises, à bord desquels plus de 400 personnes ont été détenues illégalement. Les navires affrétés étaient ancrés en dehors des eaux territoriales maltaises, et les ports maltais ont été fermés en raison de la pandémie. Cette fois, les ports maltais sont ouverts, ce qui rend la base juridique de l'interdiction d'accès encore moins claire qu'en mai. Falzon semble redouter un "abaissement des normes de traitement" de la part de Malte, injustement justifié par la pandémie.

- *Times of Malta*, August 11th, 2020, [14 companies bid to hold migrants in offshore quarantine centre](#)

Après la publication de l'appel d'offres du gouvernement visant à fournir des navires pour accueillir les migrants en quarantaine, une liste d'offres a été remise au gouvernement, montrant que les coûts se situent entre 12.4000 et 150.000 euros par jour. Selon l'appel à manifestation d'intérêt, le gouvernement envisage d'héberger jusqu'à 200 personnes en mer pour une durée maximale d'un mois. Quatorze entreprises ont répondu à l'appel d'offres, dont les coûts varient entre 12 000 et 150 000 euros par jour. Parmi elles, la compagnie de croisière Captain Morgan, qui a fourni 3 bateaux pendant la crise du Coronavirus. Plus de 400 personnes ont été retenues en mer pendant plus d'un mois à bord de ces bateaux.

- ***Times of Malta***, August 11th, 2020, Six days of uncertainty for migrants on oil tanker

27 personnes, secourues par le pétrolier danois Maersk ETIENNE le 5 août dans la zone SAR maltaise, sont toujours détenues à bord. L'équipage du navire n'a reçu aucune information sur leur débarquement de la part du gouvernement maltais, ni de l'AFM.

- ***Times of Malta***, August 13th, 2020, Malta is seeking a 'European' solution for migrants stranded at Hurds Bank

Le gouvernement maltais a annoncé que les 27 migrants actuellement détenus à bord du Maersk Etienne ne seront autorisés à débarquer qu'après la conclusion d'un accord de relocalisation entre les autres États membres de l'UE. Des personnes sont restées bloquées en mer pendant environ 10 jours à bord de ce pétrolier, ancré à Hurds Bank, après avoir fui la Libye. Ils ont été secourus en mer par l'équipage danois du Maersk Etienne le 5 août.

- ***Times of Malta***, August 13th, 2020, Maltese patrol craft trailed migrants' boat but did not attempt rescue - NGO

L'avion Moonbird de Sea Watch a repéré le navire P52 de l'AFM qui fait passer en fraude un bateau de 25 migrants dans le centre de la Méditerranée. La première fois que le Moonbird a vu les personnes en détresse en mer, leur moteur était coupé et elles criaient à l'aide. La deuxième fois, l'équipage du Moonbird a repéré le bateau P52 à 10 miles nautiques de l'embarquement, qui avait un nouveau moteur en état de marche. Les passagers portaient également des gilets de sauvetage orange. Apparemment, le bateau P52 est resté derrière le bateau en bois, le guidant vers la zone SAR italienne. Finalement, les migrants ont été secourus par les garde-côtes italiens et ont débarqué à Lampedusa, en Sicile. Malgré leur présence en Méditerranée, l'AFM a refusé de secourir les personnes bloquées dans la zone SAR maltaise.

- ***Malta Today***, August 14th, 2020, Migrant workers leaving Malta to Europe using false identification, arraigned

Un ressortissant ghanéen a été arrêté alors qu'il quittait Malte pour Naples avec de faux papiers. Résidant à Malte depuis 2006, il a affirmé avoir un appartement et un enfant sur l'île. Cependant, il n'a jamais reçu de réponse d'Identity Malta concernant son statut d'immigration. L'homme a plaidé non coupable et a demandé une libération sous caution, ce que la Cour lui a refusé.

- ***The Irish Times***, August 14th, 2020, Hundreds of children returned to Libya from Mediterranean in 2020

Selon l'OIM, au moins 364 enfants ont été interceptés en Méditerranée et ont été tirés ou repoussés vers la Libye jusqu'à présent cette année. En 2020, un total de 7 000 personnes ont été renvoyées dans la ville de Tripoli, déchirée par la guerre. Les mineurs du ElHiblu, qui sont accusés d'avoir détourné le navire par Malte, ont comparu lors d'une audience préliminaire le 30 juillet, mais attendent toujours de connaître les dates de la prochaine audience.

- ***Times of Malta***, August 15th, 2020, NGOs claim Libyan coast guard is returning migrants from Maltese SAR waters
- ***Malta Today***, August 15th, 2020, NGOs call for end to migrant pushbacks as Libyan coast guard spotted in Malta's SAR zone

Le samedi 16 décembre 2020, au moins deux bateaux des garde-côtes libyens ont été repérés dans la zone SAR de Malte par le Sea-Watch's Moonbird et selon les témoignages recueillis par Alarm Phone. Les ONG craignent de nouveaux "retours de la zone SAR de Malte" vers Tripoli. Des membres de Sea-Watch ont affirmé avoir vu deux bateaux transportant respectivement 20 et 90 personnes, échoués dans la zone SAR maltaise. Dans une déclaration publiée samedi, les ONG maltaises JRS, Integra Foundation et Aditus ont exprimé leur "préoccupation" après avoir entendu des allégations selon lesquelles Malte serait complice du refoulement vers la Libye de plus de 100 personnes. Ils ont rappelé que l'Etat est responsable des personnes en détresse dans sa propre zone SAR, et qu'il a le devoir de coordonner leur sauvetage et d'assurer leur débarquement dans un port sûr. Ils ont conclu que "l'engagement de Malte avec les garde-côtes libyens pour récupérer des personnes dans la zone SAR de Malte équivaut à un refoulement illégal".

- ***Libération***, 16 août 2020, Sauvetage de migrants : le « Sea-Watch 4 » prend la mer grâce à l'Eglise protestante allemande

Le nouveau navire humanitaire de l'ONG allemande *Sea-Watch* a pris la mer le 16 août, en partenariat avec MSF, après des mois d'immobilité contrainte dans le port espagnol de Borriana. Ces nouvelles opérations de sauvetage ont notamment été rendues possibles grâce à un don d'1,1 million d'euros (en deux mois) de l'Eglise évangélique allemande et la fédération des Eglises protestantes. Le financement d'un navire humanitaire avait été décidé par la confédération fin 2019, suite à quoi une collecte de fonds avait été lancée en ligne via United4Rescue.

- ***Alarm Phone***, August 17th, 2020, Shipwreck Off Libya Feared

Un groupe de 65 personnes en détresse a contacté l'Alarm Phone pour demander de l'aide et des secours dans les eaux internationales (Méditerranée centrale). Le rapport réalisé par Watch the Med met en évidence plusieurs problèmes :

- 1) Lorsque Alarm Phone a envoyé un courriel à Malte, à l'Italie et à la Libye pour leur demander de donner leur position GPS et de relayer l'appel de détresse, aucun de ces pays n'a répondu.
- 2) Lorsque Alarm Phone a répété ses appels téléphoniques à Malte ou à la Libye, aucun de ces pays n'a répondu.
- 3) Alarm Phone souligne depuis longtemps que trop de numéros de téléphone sont utilisés pour joindre les soi-disant "garde-côtes libyens", parmi lesquels de nombreuses lignes ne reçoivent jamais de réponse. Cette multiplicité de lignes téléphoniques ralentit le processus, ce qui est inacceptable lorsque des vies humaines sont en jeu.
- 4) La Libye et la Tunisie se transmettent mutuellement leur responsabilité.
- 5) Les garde-côtes tunisiens ne semblent pas travailler le dimanche, car ils ont répondu à l'alarme téléphonique qu'ils pouvaient envoyer un bateau dès le lendemain, lundi.
- 6) La réponse de la Libye à Alarm Phone était que "le moteur de leurs patrouilleurs avait des problèmes". Ces matériels sont payés par l'UE.

- ***Times of Malta***, August 19th, 2020, [Dozens of migrants die in year's deadliest shipwreck off Libya](#)

Au moins 45 personnes ont perdu la vie en Méditerranée. C'est le naufrage le plus meurtrier de cette année. Le moteur du bateau en caoutchouc a explosé au large de la ville côtière libyenne de Zwara. 37 personnes ont survécu au naufrage mais ont été ramenées en Libye par les garde-côtes libyens, puis détenues en Libye. Elles sont principalement originaires du Sénégal, du Mali, du Tchad et du Ghana.

- ***Times of Malta***, August 20th, 2020, [Army saves 118 drowning migrants in Malta's search and rescue zone](#)

L'AFM a sauvé 118 personnes qui se sont noyées dans la zone de recherche et de sauvetage de Malte, selon le ministère de l'intérieur. Byron Camilleri a également déclaré que l'une des principales priorités du gouvernement était de "renforcer le système de retour et de prendre des mesures pour que ceux qui ne méritent pas de rester soient renvoyés chez eux". Une phrase qui se prête à toutes sortes d'interprétations : le système de retour pourrait fonctionner directement dans la région méditerranéenne, Malte étant favorable à des refoulements illégaux de sa propre zone SAR par les garde-côtes libyens. De plus, Camilleri ne semble pas s'inquiéter d'un retour en Libye déchirée par la guerre, pourtant une violation du principe de non refoulement.

- ***Times of Malta***, August 20th, 2020, [Danish shipowners say migrant standoff 'totally unacceptable'](#)

Le Maersk Etienne est toujours ancré à la Hurds Bank. Les 27 personnes se sont vu refuser le débarquement à Malte depuis le 5 août. Le ministère danois des affaires étrangères a entamé des pourparlers avec le gouvernement maltais pour tenter de résoudre le problème.

- ***Times of Malta***, August 27th, 2020, [More than 200 migrants stranded on rescue vessels off Malta](#)

Le Sea-Watch 4, avec 400 personnes à bord, a rejoint le Maersk Etienne sur Hurds Bank, attendant également un port sûr pour permettre un débarquement. L'équipage du Sea-Watch 4 a déclaré qu'il avait navigué à bord du Etienne pour montrer sa solidarité avec le navire. Une demande de mesure provisoire pour les migrants à bord du pétrolier Maersk Etienne devant être débarqués à Malte a été rejetée par la Cour européenne des droits de l'homme. Selon Marc Tilley, la Cour a estimé que la décision de Malte (de ne pas laisser entrer les migrants) ne mettait pas ces personnes en danger de traitement inhumain et que, par conséquent, la sécurité de ces personnes n'est pas menacée.

- ***The Guardian***, August 27th, 2020, [Banksy funds refugee rescue boat operating in Mediterranean](#)

L'artiste de rue britannique Banksy a financé un nouveau bateau de sauvetage en Méditerranée, le Louise Michel, un yacht à moteur de 31 mètres, qui appartenait auparavant aux autorités douanières françaises. Beaucoup plus petit que les autres bateaux de sauvetage des ONG, le Louise Michel est considérablement plus rapide (avec une vitesse maximale de 27 nœuds) et est censé atteindre les bateaux échoués plus vite que les garde-côtes libyens, afin de réduire les refoulements et la détention illégale de migrants en Libye, selon Pia Klemp, ancienne capitaine de plusieurs bateaux d'ONG. Le navire de sauvetage a été nommé en l'honneur de Louise Michel, une anarchiste féministe française, et est parti en secret le 18 août du port maritime espagnol de Burriana, près de Valence. Il se trouve actuellement en Méditerranée centrale et a sauvé 89 personnes en détresse. Dans le cadre d'un projet féministe, seules les femmes de l'équipage sont autorisées à parler au nom

du navire de sauvetage. Le Louise Michel est actuellement à la recherche d'un port maritime sûr pour débarquer les personnes secourues ou les transférer sur un navire des garde-côtes européens.

- *Times of Malta*, August 28th, 2020, [MEPs urge Abela to allow migrants in after 23 days aboard tanker](#)

29 députés européens (principalement du groupe GUE) ont signé une lettre exhortant le Premier ministre à autoriser l'entrée du Maersk Etienne, après 23 jours d'ancrage à Hurds Bank. Ces députés européens sont issus de trois groupes politiques et dénoncent une "situation inacceptable et inhumaine". Les membres du gouvernement ne sont pas d'accord avec l'idée que Malte soit le pays responsable du débarquement des 27 réfugiés. Un porte-parole des Affaires intérieures a déclaré que "le navire n'a jamais reçu d'instructions des autorités maltaises pour se rendre à Malte", insistant sur le fait que les migrants n'avaient pas été secourus dans la zone SAR de Malte.

- *Euro-Mediterranean Human Rights Monitor*, August 28th, 2020, [Malta should allow 27 asylum seekers to disembark from docked vessel](#)

Les députés européens et EuroMed Human Rights Monitor dénoncent le "plus long refus d'amarrer un navire dans un port européen simplement parce qu'il a secouru des personnes en détresse".



Prime Minister of Malta Dr Robert Abela
Minister for Home Affairs, National Security and Law Enforcement Dr Byron Camilleri

Brussels, 28.08.20

27 people immediately need a port of safety

Dear Prime Minister Mr Abela,
Dear Minister for Home Affairs Mr Camilleri,

We are writing to you as Members of the European Parliament from different political groups.

It has now been 23 days since the Danish flagged oil tanker MAERSK ETIENNE rescued 27 people from distress at sea on 5 August. Since then, the people have been detained off Maltese territorial waters, waiting for a Port of Safety. The freedom and dignity of these individuals are at stake.

Malta started coordinating the rescue of the 27 people and has therefore the duty to assign a Port of Safety according to international law.

This is the longest stand-off in front of the European coast that we have witnessed so far and we are extremely worried about the current state on board and the condition of the rescues. A merchant vessel is neither properly equipped, nor is the crew adequately prepared for it. The people are deprived from their fundamental rights for three weeks now.

We urge you to put an immediate end to this unacceptable and inhumane situation and to let the people disembark in Malta. You can also be sure of our continued support. As in the past, we will work to ensure that the people rescued are distributed among the EU Member States.

We sincerely hope for your support and extend our best regards.

Konstantinos Arvanitis, GUE/NGL
Fernando Barrena, GUE/NGL
Pietro Bartolo, S&D
Malin Björk, GUE/NGL
Manuel Bompard, GUE/NGL

- *Times of Malta*, August 29th, 2020, Hundreds stranded at sea as rescue boats heave with people

Le samedi 29 août, plus de 400 personnes se sont retrouvées bloquées en mer à bord du Sea Watch 4 et du Louise Michel. Le Louise Michel a déclaré être "incapable de bouger" après avoir sauvé plus de 200 personnes. Au cours de sa première semaine, le navire a effectué trois opérations de sauvetage. Au total, 4 personnes sont mortes avant ces opérations. Vendredi, il a lancé un appel de détresse indiquant qu'il était en "état d'urgence". Le Sea Watch 4 a également effectué 3 sauvetages en mer en une semaine.

- *Malta Today*, August 29th, 2020, UNHCR calls on EU member states to support countries at the forefront of migration flows

Le HCR et l'OIM ont exhorté tous les États membres de l'UE à apporter un soutien accru aux pays qui sont en première ligne pour accueillir les arrivées par mer en Méditerranée. Ils ont également exprimé leur profonde inquiétude quant à l'absence continue de capacité de recherche et de sauvetage dirigée par l'UE dans la région centrale de la Méditerranée.

- *Infomigrants*, 2 septembre 2020, Maersk Etienne : la Commission européenne exhorte Malte à autoriser le débarquement des migrants secourus

La Commission européenne a demandé à Malte et à l'Italie de débarquer les migrants bloqués en mer ces dernières semaines. Les États membres côtiers ont une responsabilité, mais ils ne devraient pas avoir à y faire face seuls, selon le porte-parole de la CE.

- *The Shift News*, August, 31st, 2020, Primer Minister to spend €1m a month to detain migrants on ship

Le gouvernement maltais a choisi un nouveau navire pour accueillir les migrants en mer tout en les testant au COVID-19. Il a accepté de louer le MV Galaxy, un navire à passagers de 127 mètres de long battant pavillon chypriote, qui peut accueillir plus de 350 personnes. Il sera utilisé comme centre de détention offshore, ancré en dehors des eaux territoriales maltaises comme l'étaient les navires de croisière Captain Morgan. Le MV Galaxy devrait être dans les eaux maltaises dans quelques jours, afin que le contrat puisse être signé. Le gouvernement paiera plus d'un million d'euros par mois pour affréter ce navire, soit 33 500 euros par jour. Ce choix fait suite à la stratégie antérieure mise en place par le gouvernement d'Abela en mai dernier. La détention en mer de plus de 400 personnes à bord des navires de croisière Captain Morgan avait coûté 1,7 million d'euros aux contribuables. Le point important ici est que le prix d'un million d'euros ne couvrira pas les frais de carburant, qui seront couverts par les contribuables si le gouvernement ordonne au navire de se déplacer d'un mouillage à l'autre ou dans l'éventualité où il ordonnerait le retour du navire dans un port maritime maltais. On ne sait pas encore qui sera transféré sur le navire et pour combien de temps.

Résumé de la politique de détention maltaise dans le contexte de COVID-19 par GDP :
Source : https://www.globaldetentionproject.org/covid-19-immigration-detention-platform
27 May 2020
Malta

Responding to the Global Detention Project's Covid-19 survey, a non-governmental actor in Malta reported that immigration detainees in the country have not been released despite the Covid-19 crisis and detention orders are still being issued. The source, who asked to remain anonymous but whose identity was verified by the GDP, said that non-governmental actors have been raising awareness regarding Covid-19 in detention centres by circulating posters, voice messages and videos to detainees as detainees are only tested for the disease if they exhibit symptoms. Malta has reportedly halted deportations and borders have been closed. According to the source, only vulnerable people arriving on boats from Libya via the Mediterranean route, such as pregnant women and children, have been allowed to disembark on the island.

The Maltese government is reportedly using private vessels, acting at the behest of its armed forces, in order to intercept migrant crossings and return refugees to Libyan detention centres. Evidence of Malta's strategy to push migrants back to Libya was revealed by a woman who survived a Mediterranean crossing in which 12 people died in April. The woman stated that the boat on which she was attempting to reach Europe had been intercepted by a ship enlisted by the Maltese authorities, which took them back to Tripoli. Upon arrival in Libya, the passengers were moved to the detention centre of Tariq al-Sikka, where they remain. In a statement released on 15 April, authorities confirmed that it "coordinated the rescue of an immigrant boat assisted by a commercial vessel." A spokesperson for Alarm Phone, a hotline service for migrants in distress at sea, said: "Twelve people have died while Malta and Europe were watching. We should never forget that these deaths are the direct result of Malta's and Europe's non-assistance policies, and their clear intention to let people die at sea. These deaths could and should have been prevented."

On 20 May, it was reported that Malta's armed forces allegedly turned away at gunpoint a boat carrying migrants from their waters, after giving them fuel and the GPS coordinates to reach Italy. One of the passengers told the Guardian that the armed forces explained that: "Malta has a virus called corona if you've heard about it. We can't take you there because everyone is sick in Malta. And Malta is small and can't take all of you." The passenger added: "they gave us red life vests, a new engine and fuel and told us they would show us the route to Italy. Then they pointed guns at us and said: 'We give you 30 minutes'."

L. Tondo, "Exclusive: 12 Die as Malta Uses Private Ships to Push Migrant Back to Libya," The Guardian, 19 May 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/may/19/exclusive-12-die-as-malta-uses-private-ships-to-push-migrants-back-to-libya>

L. Tondo, "We give you 30 minutes: Malta Turns Migrant Boat Away With Directions to Italy," The Guardian, 20 May 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/may/20/we-give-you-30-minutes-malta-turns-migrant-boat-away-with-directions-to-italy>

Unnamed source in Malta, Global Detention Project Covid-19 Survey, 27 May 2020

Migrants Swimming after Maltese Navy Boat Reportedly Pushed Back Migrant Dinghy Sending it to Italy, ("Footage appears to Show Maltese Navy Boat Pushing Back Migrant Dinghy and Sending it to Italy," Footage by Alarm Phone, Published by The Guardian, 19 May 2020, https://www.youtube.com/watchtime_continue=51&v=tDQhJ2f2KgM&feature=emb_title)

Septembre

- ***Infomigrants***, 1er septembre 2020, [Les rescapés du Sea Watch 4 et du Louise Michel autorisés à débarquer en Italie](#)

L'Italie a donné son accord afin de laisser débarquer les rescapés du Sea Watch 4 et du Louise Michel dans le port de Palerme, en Sicile. Le débarquement ne sera permis que suite à une période de quarantaine de deux semaines à bord d'un navire amarré dans le port de Palerme. L'équipage craint néanmoins que les autorités italiennes immobilisent le Sea Watch 4, comme elles l'ont fait pour le Sea Watch 3 et l'Ocean Viking.

- ***Times of Malta***, September 2nd, 2020, [Maersk Tankers warns supplies running out for migrants, crew on board](#)

Maersk Tankers a appelé à une "aide humanitaire urgente et à un débarquement sûr" pour les 27 personnes à bord et a averti que les réserves s'épuisent rapidement pour tous ceux qui sont à bord, tant les sauveteurs que l'équipage. Malte refuse toujours d'autoriser le débarquement, affirmant qu'elle n'est pas responsable du sauvetage des 27 personnes et cherchant une "solution européenne", comme d'habitude. La compagnie affirme que la demande initiale de sauvetage du 5 août a été coordonnée par Malte. De nombreuses organisations internationales ont déclaré publiquement qu'elles étaient impliquées.

- ***Infomigrants***, 2 septembre 2020, [L'Open Arms de retour au large de la Libye après six mois d'arrêt](#)

Le navire humanitaire espagnol Open Arms est de retour en Méditerranée centrale après 6 mois d'immobilisation pour travaux de rénovation et de modernisation de l'équipement à bord, notamment afin de détecter rapidement les maladies infectieuses comme le COVID-19. L'équipage a été rejoint par le personnel médical de l'association italienne Emergency. Le 2 septembre 2020, l'Open Arms est le seul navire humanitaire présent dans la zone, le Sea-Watch 4 et le Louise Michel mettant cap vers Palerme pour y débarquer les personnes rescapées. Les autres navires humanitaires sont immobilisés par les autorités italiennes.

- ***Times of Malta***, September 2nd, 2020, [Man dies after trying to escape migrant detention centre](#)

Une personne d'origine soudanaise a tenté de s'échapper du centre de détention de Hal Far et est morte d'une chute après 5 heures du matin. Elle a été transférée à l'hôpital Mater Dei. Une enquête est en cours.

- ***Times of Malta***, September 3rd, 2020, [Migrants on oil tanker threaten to jump overboard](#)

Quelque 27 personnes détenues à bord des pétroliers Maersk par Malte ont menacé de se jeter par-dessus bord, selon le propriétaire du navire. Le capitaine du navire a fait état d'une frustration et d'une tension croissantes parmi les personnes à bord. De plus, les rations de nourriture et d'eau s'épuisent. Construit pour accueillir un équipage de 21 personnes, le Maersk Etienne est actuellement au double de sa capacité. La compagnie danoise a réitéré qu'elle avait été contactée par le MRCC maltais pour sauver les personnes bloquées dans la zone SAR maltaise, contrairement à ce que Byron Camilleri a déclaré il y a quelques jours, niant la responsabilité maltaise dans cette opération. Ils ont ajouté que "les entreprises privées ne devraient pas avoir à faire un travail qui doit être fait par les autorités régionales".

- *Times of Malta*, September 3rd, 2020, [Migrants charged over Marsa detention centre riot](#)

7 personnes ont été placées en détention provisoire le jeudi 3 septembre, après avoir nié leur implication dans une émeute au centre de détention de Marsa (IRC) le mardi 1er septembre. Âgés de 16 à 29 ans, ils ont plaidé non coupable des accusations portées contre eux. Comme d'habitude, ce genre de procès est construit comme un spectacle politique contre les migrants et leur dignité : deux d'entre eux étaient au tribunal pieds nus et un autre portait encore une blouse d'hôpital. Selon les agents de sécurité, ils ont escaladé un portail interne et ont accédé à une partie commune, avant d'exhorter d'autres personnes à les rejoindre. Ils réclamaient leur liberté immédiate.

- *The Shift News*, September 4th, 2020, [Malta risks losing over €5 million in EU funds for 'unbuilt' migrant centre as PM decides to detain migrants offshore](#)

Le gouvernement maltais retarde depuis 2014 la construction d'un centre pour migrants, le projet Hal Far, d'un montant de 7 millions d'euros. Il a perçu 5,25 millions d'euros de l'UE (le Fonds d'asile, de migration et d'intégration 2014-2020, AMIF) pour augmenter la capacité d'accueil du centre de Hal Far de 400 personnes, ce qui aurait permis d'accueillir plusieurs centaines de personnes au lieu de les détenir illégalement en mer. Le nouveau centre n'est pas encore construit, alors que le gouvernement a choisi d'affréter un énorme navire pour accueillir les migrants en mer, d'une valeur de plus d'un million d'euros par mois. L'ONG Aditus s'interroge sur la planification à long terme du gouvernement : outre l'allocation de 5 millions d'euros, le même ministère maltais a reçu près de 6 millions d'euros pour la période 2014-2022. La manière dont cet argent a été dépensé reste floue. En ce qui concerne les dépenses utilisant les fonds de l'UE, les médias de la Commission européenne ont rapporté que sous certaines conditions légales, l'argent de l'UE pouvait être utilisé par les États membres pour retenir les migrants sur des bateaux en mer, la principale condition étant de permettre l'accès aux procédures d'asile à bord. Le bateau doit se trouver dans les eaux territoriales de l'État membre concerné pour que la législation européenne en matière d'asile puisse s'appliquer. Ces conditions ne sont pas respectées par Malte.

- *Times of Malta*, September 5th, 2020, [Migrants caught trying to flee Malta on stolen boat](#)

Deux migrants ont été condamnés à la prison après avoir admis avoir volé un bateau et tenté de fuir Malte. Le bateau a été repéré à quelques kilomètres du port franc de Malte par l'AFM. Au cours de leur interrogatoire, les deux hommes ont déclaré avoir volé le bateau pour quitter Malte et se diriger vers l'Italie, mais ils ont fini par se retrouver bloqués parce qu'ils n'avaient plus de carburant.

- *The Shift News*, September 5th, 2020, [Objections quashed: migrant's ship given green light at €1m per month](#)

Le gouvernement maltais a reçu le feu vert de la Commission de révision des marchés publics pour conclure les négociations en vue d'affréter un navire destiné à servir de centre de détention offshore pour les migrants. Ce navire sera financé par les contribuables, pour un coût de plus d'un million d'euros par mois. La Commission européenne a déclaré que l'UE ne financera pas la totalité du coût, et a précisé que tout financement ne sera accordé que si les personnes à bord ont pleinement le droit de demander l'asile à Malte, et que le navire est ancré dans les eaux territoriales maltaises.

- *Times of Malta*, September 6th, 2020, [Watch: Migrants in covert video beg to be sent back home](#)

Un groupe d'hommes détenus à Safi se sont filmés et ont réclamé leur libération et leur retour chez eux. La plupart d'entre eux ont traversé la Méditerranée depuis la Libye, où ils ont subi des tortures. Ils expliquent qu'ils sont tous des demandeurs d'asile (ayant officiellement demandé l'asile à Malte) mais n'ont jamais reçu d'informations sur leur situation, leur demande d'asile ni la cause de leur détention à la caserne de Safi. À travers leurs témoignages et leurs images, ils montrent leurs conditions de vie dans le centre : un énorme manque d'hygiène, de soins médicaux, de nourriture, d'eau, aucun espace de vie (on peut voir plusieurs personnes sur un même lit). Leurs téléphones ont été confisqués à leur arrivée. Ils sont coupés du monde extérieur et de leur famille. Certains d'entre eux avouent avoir tenté de se suicider en détention. Selon une source proche, les images ont été enregistrées le 24 août. L'un d'entre eux montre sa maladie de peau, expliquant qu'il demande un médecin depuis des mois mais n'a jamais pu en voir un.

- *Malta Today*, September 6th, 2020, [Three migrants aboard oil tanker Maersk Etienne jump overboard in desperation](#)
- *Times of Malta*, September 6th, 2020, [Three migrants on Danish oil vessel jump overboard, retrieved safely](#)

Trois personnes retenues de force sur le Maersk Etienne à Hurds Bank ont sauté par-dessus bord dimanche. Le même jour, le Premier ministre Robert Abela a insisté sur le fait que "Malte n'est pas responsable du sort des personnes à bord". Interrogé par la chaîne de télévision du parti travailliste, il a reconnu que la question était d'ordre humanitaire mais a placé la responsabilité des migrants sur le gouvernement danois, puisque le Maersk Etienne bat le pavillon danois.

- *Times of Malta*, September 6th, 2020, [Two stowaways heading to Italy land behind bars](#)

Deux personnes qui ont tenté de s'échapper de Malte en se cachant dans un conteneur à destination de l'Italie ont été condamnées à la prison. Elles ont été arrêtées par la police de l'immigration et ont été condamnées à six mois de prison chacune. Pendant ce temps, une autre personne, originaire du Soudan, a été accusée d'être en possession d'un faux document de voyage alors qu'elle tentait de passer le contrôle des passeports à l'aéroport international de Malte.

- *UNHCR website*, September 7th, 2020, [ICS, UNHCR and IOM call on States to end humanitarian crisis onboard ship in the Mediterranean](#)
- *Times of Malta*, September 8th, 2020, [Intervene in migrant standoff, shipping chamber urges UN maritime agency](#)

La Chambre internationale de la marine marchande, le HCR et l'OIM demandent le débarquement immédiat des 27 personnes secourues qui sont coincées à bord du Maersk Etienne. L'OIM et le HCR "demandent depuis longtemps aux États de s'écarter de l'approche ad hoc actuelle et d'établir un système dans lequel les États côtiers assument une responsabilité égale dans la mise en place d'un port sûr, suivi d'une démonstration de solidarité de la part des autres États membres de l'UE".

- *Times of Malta*, September 8th, 2020, [Denmark says Tunisia responsible for oil tanker migrants](#)

Le Danemark a officiellement déclaré que Malte n'est pas responsable du sort des 27 personnes échouées à bord du Maersk Etienne sur la Hurd's Bank, en disant que les migrants devraient débarquer en Tunisie. Cette déclaration s'ajoute à celle du Premier ministre maltais, qui a déclaré que Malte n'est pas responsable des migrants à bord et a placé la responsabilité sur le gouvernement danois puisque le pétrolier bat pavillon danois. Lorsqu'on lui a demandé de préciser, le gouvernement danois n'a pas dit pourquoi la Tunisie devrait assumer la responsabilité des 27 personnes. Ces derniers jours, des articles ont été écrits sur le souhait croissant des personnes bloquées en Tunisie de rejoindre la Libye, disant qu'elles préfèrent "mourir pour quelque chose plutôt que de vivre pour rien". Ni Tunis ni Tripoli ne sont des ports sûrs et ne peuvent, selon le droit international, accueillir des réfugiés et des migrants secourus en mer.

- *Times of Malta*, September 11th, 2020, [Maersk Etienne migrants transferred to NGO rescue vessel](#)

Les 27 personnes bloquées à bord du Maersk Etienne pendant plus d'un mois ont été transférées sur un navire de l'ONG, le Mare Jonio de l'ONG Mediterranea Saving Humans, resté à la Hurd's Bank.

- *Infomigrants*, September 11th, 2020, [Danish government: Pushing migration outside Europe's boundaries](#)

Le Danemark a nommé un nouvel envoyé spécial pour les migrations, plaidant pour l'ouverture de nouveaux centres d'accueil en dehors des frontières de l'UE, comme l'avait suggéré la Commission européenne quelques années auparavant. Selon le gouvernement danois, ces centres "traiteraient les demandes d'asile plus rapidement et rapatrieraient toute personne à laquelle les pays de l'UE refusent la protection". En outre, l'objectif de la coalition danoise dirigée par les sociaux-démocrates est d'empêcher l'entrée dans le pays du plus grand nombre possible de "demandeurs d'asile spontanés", en créant "un ou plusieurs centres d'accueil en dehors de l'UE et en supprimant ainsi l'incitation des migrants à traverser la Méditerranée ».

- *Times of Malta*, September 12th, 2020, [‘Oil tanker migrants’ set to disembark in Sicily, ending 40-day saga](#)
- *Malta Today*, September 13th, 2020, [Maersk Etienne migrants to be disembarked in Sicily after NGO rescue](#)

Les 27 personnes transférées du pétrolier Maersk Etienne sur le navire de l'ONG Mare Jonio devaient débarquer en Sicile, selon les annonces des ONG samedi soir. L'équipe médicale du Mare Jonio a constaté des "conditions psycho-physiques graves" parmi les migrants, ajoutant qu'il leur était impossible de rester plus longtemps sur le pétrolier. Dans une déclaration, l'ONG Mediterranea a indiqué que l'Italie avait autorisé les 27 personnes à débarquer à Pozzallo, en Sicile, pour des "raisons de santé ».

- *Times of Malta*, September 18th, 2020, 27 detained following riot, guard arrested for opening fire on migrant

27 personnes ont été arrêtées et une autre a été blessée par des tirs de fusil de chasse après une émeute au centre de détention de Safi vendredi. Etaient présents sur les lieux : la police du district, l'unité d'intervention rapide, l'unité d'intervention spéciale, l'AFM.